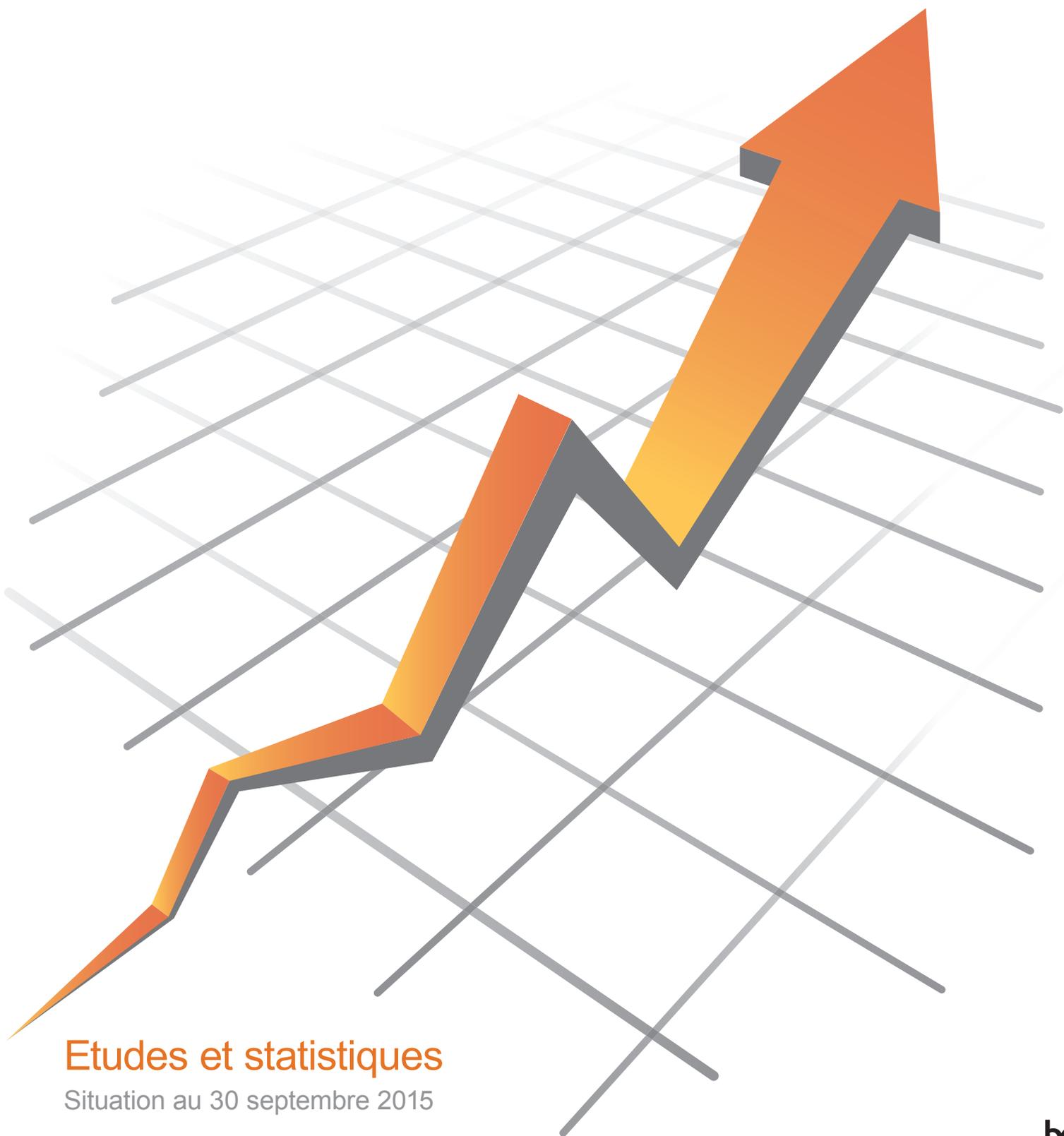


Indicateurs trimestriels du marché du travail



Etudes et statistiques

Situation au 30 septembre 2015

Préface

L'Onem publie une statistique mensuelle du chômage indemnisé, dont le contenu a été enrichi depuis le 1^{er} janvier 2011. Cette statistique, basée sur les paiements d'allocations de chômage, est publiée aux environs du 25 du mois suivant.

L'Onem publie également un rapport annuel détaillé sur l'ensemble de ses missions (chômage, chômage avec complément d'entreprise, interruption de carrière et crédit temps, titres-service et autres mesures pour l'emploi...). Ce rapport est publié en mars de l'année suivante.

La présente publication s'insère entre les deux publications précédentes.

Sa périodicité trimestrielle permet :

- d'une part, de réduire sensiblement les effets saisonniers ou techniques qui peuvent affecter des statistiques mensuelles basées sur les paiements ;
- d'autre part, de déceler de manière plus rapide que dans un rapport annuel des tendances d'évolution du marché du travail.

Son contenu est basé pour l'essentiel sur des indicateurs qui relèvent des missions de l'Onem. Ils sont répartis en 11 chapitres :

- Conjoncture
- Chômage temporaire
- Fermetures et créations d'entreprises
- Chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi
- Chômeurs avec complément d'entreprise et chômeurs âgés dispensés
- Mesures pour l'emploi : activation des allocations, titres-services ...
- Interruption de carrière et crédit-temps
- Mesures prises dans le cadre de la mise en place du Statut Unique
- Evolution globale des allocataires
- Comparaison internationale
- Evolution sur 10 ans

Afin de bien situer ces indicateurs dans un contexte plus global et de renforcer l'analyse, le premier chapitre donne quelques indicateurs conjoncturels supplémentaires issus de sources externes (évolution de la conjoncture économique, des offres d'emploi et du travail intérimaire) et l'avant-dernier chapitre donne des éléments de comparaison internationale.

Le trimestre sous revue est en outre situé dans une perspective historique qui remonte au premier trimestre 2007, ce qui permet un suivi de l'évolution des effets de la crise et des comparaisons avec la situation d'avant la crise. Le dernier chapitre donne, pour les indicateurs principaux, une comparaison des trimestres correspondants des 10 dernières années, ce qui permet d'élargir cette perspective historique.

L'Onem continue bien sûr à publier sur son site (www.onem.be) :

- de nombreuses statistiques préformatées ;
- des statistiques interactives très détaillées et très récentes (aussi sur les fermetures d'entreprises) ;
- des études et analyses sur des thèmes spécifiques.

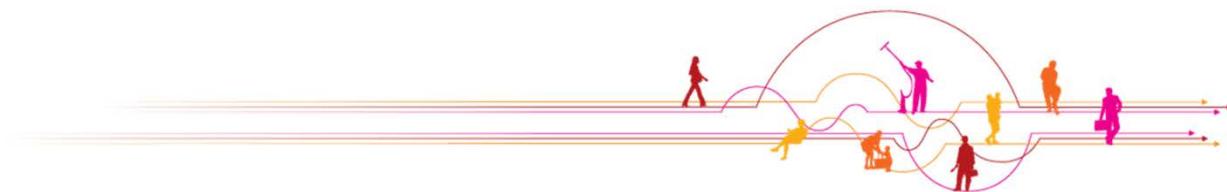
L'objectif est de compléter ainsi la contribution de l'Onem à l'analyse et au progrès de notre marché du travail.

L'Administrateur général



Georges CARLENS

Table des matières



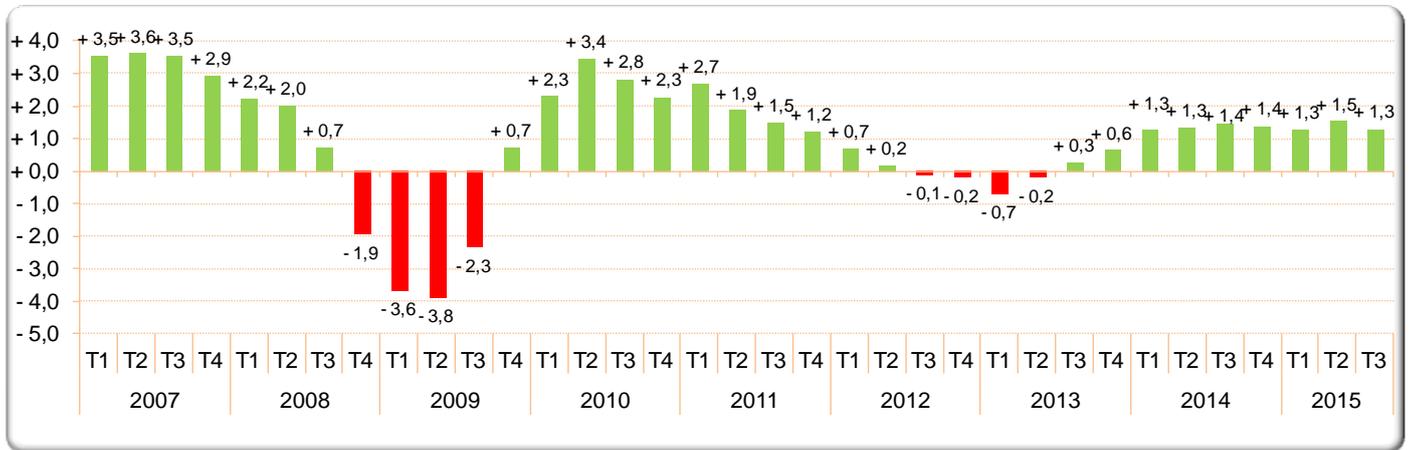
Préface	1
1 Evolution de la conjoncture	1
<i>1.1 PIB</i>	<i>1</i>
<i>1.2 Baromètre de la conjoncture</i>	<i>3</i>
<i>1.3 Offres d'emploi</i>	<i>4</i>
<i>1.4 Intérim</i>	<i>6</i>
2 Evolution des chômeurs temporaires	8
<i>2.1 En unités physiques</i>	<i>8</i>
<i>2.2 En unités budgétaires</i>	<i>10</i>
<i>2.3 Par type de chômage temporaire (en jours indemnisés)</i>	<i>12</i>
<i>2.4 Dont suspension employés</i>	<i>13</i>
<i>2.5 Evolution du chômage temporaire par branche d'activité</i>	<i>14</i>
3 Evolution des créations et des disparitions d'entreprises	15
<i>3.1 Evolution des faillites</i>	<i>15</i>
<i>3.1.1 Avec ou sans perte d'emplois.....</i>	<i>15</i>
<i>3.1.2 Avec perte d'emplois</i>	<i>17</i>
<i>3.1.3 Emplois perdus à la suite de faillites</i>	<i>19</i>
<i>3.2 Evolution des licenciements collectifs</i>	<i>21</i>
<i>3.3 Evolution des créations d'entreprises</i>	<i>23</i>
4 Evolution des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE)	25
<i>4.1 Par région</i>	<i>25</i>
<i>4.2 Par genre</i>	<i>28</i>
<i>4.3 Par classe d'âge</i>	<i>30</i>
<i>4.4 Par base d'admission</i>	<i>32</i>
<i>4.5 Par durée de chômage</i>	<i>34</i>
<i>4.6 Par catégorie familiale</i>	<i>36</i>

5	Evolution des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés	38
5.1	<i>Aperçu général</i>	38
5.2	<i>Evolution des chômeurs avec complément d'entreprise</i>	41
5.3	<i>Evolution des chômeurs âgés dispensés</i>	42
6	Evolution des mesures pour l'emploi	43
6.1	<i>Evolution des mesures pour l'emploi (à l'exception des titres-services)</i>	43
6.1.1	<i>Evolution globale selon le régime.....</i>	43
6.1.2	<i>Evolution du plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés</i>	44
6.1.3	<i>Evolution des stages de transition.....</i>	45
6.2	<i>Titres-services</i>	46
7	Evolution de l'interruption de carrière et du crédit-temps	47
7.1	<i>Evolution de l'interruption de carrière, du crédit-temps et des congés thématiques par formule</i>	47
7.2	<i>Evolution de l'interruption de carrière, du crédit-temps et des congés thématiques selon le motif/raison</i>	49
8	Evolution des mesures prises dans le cadre de la mise en place du Statut Unique	51
8.1	<i>Primes de crise et allocations de licenciement</i>	51
8.2	<i>Indemnités en compensation du licenciement</i>	52
9	Evolution des 3 groupes d'allocataires	53
10	Comparaison internationale	55
10.1	<i>Taux de chômage</i>	55
10.2	<i>Evolution de l'emploi</i>	56
11	Evolution sur 10 ans	57
11.1	<i>Les chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi</i>	57
11.2	<i>Les chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi</i>	59
11.3	<i>Les chômeurs complets indemnisés dans leur ensemble (DE et non-DE)</i>	60
11.4	<i>Les demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés</i>	61
11.5	<i>Les chômeurs temporaires</i>	62

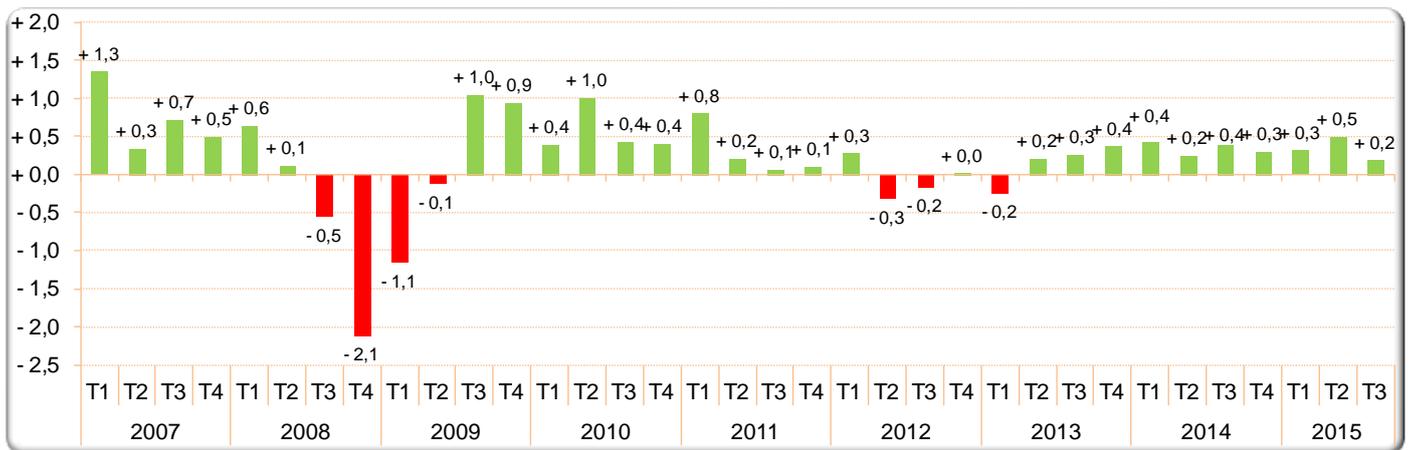
Evolution de la conjoncture

1.1 PIB

Graphique 1
Evolution trimestrielle du PIB (variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente)



Graphique 2
Evolution trimestrielle du PIB (variation relative par rapport au trimestre précédent)



Source: BNB – PIB en volume – année de référence 2012 - données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier¹

¹ Suite à certaines adaptations méthodologiques dans les comptes nationaux, la BNB a revu les modèles statistiques concernant les réalisations trimestrielles et saisonnières. L'évolution trimestrielle du PIB est légèrement différente des publications précédentes.

Après une très mauvaise année 2009, la conjoncture économique se redresse dès l'année suivante et durant le premier trimestre 2011. A partir du deuxième trimestre 2011, le PIB progresse toujours sur une base annuelle (cf. graphique 1) mais stagne sur une base trimestrielle (cf. graphique 2). Dans la seconde moitié de 2012 et jusqu'à la première moitié de 2013, la croissance du PIB est de nouveau légèrement négative.

Dans la seconde moitié de 2013, le PIB renoue progressivement à nouveau avec la croissance. La croissance, sur base annuelle, est restée stable depuis T1 2014 (environ + 1,4 %). En T3 2015, sur base trimestrielle et sur base annuelle, elle est de respectivement : + 0,2 % et + 1,3 %.

Tableau 1
Evolution du PIB

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 *	2016 *	
PIB	378 714	382 317	372 315	381 625	387 836	388 184	389 291	393 413	397 741	398 527	400.888
Evolution	+ 3,0 %	+ 1,0 %	- 2,6 %	+ 2,5 %	+ 1,6 %	+ 0,1 %	+ 0,3 %	+ 1,1 %	+ 1,1 %	+ 1,3 %	+ 1,9 %

* Prévisions

Les prévisions les plus récentes² font état d'une évolution du PIB comprise entre + 1,1 % et + 1,3 % pour 2015 et entre + 1,3 % et + 1,9 % pour 2016.

² Sources : Bureau fédéral du Plan, IRES, FMI, BNB, Commission européenne, OCDE.

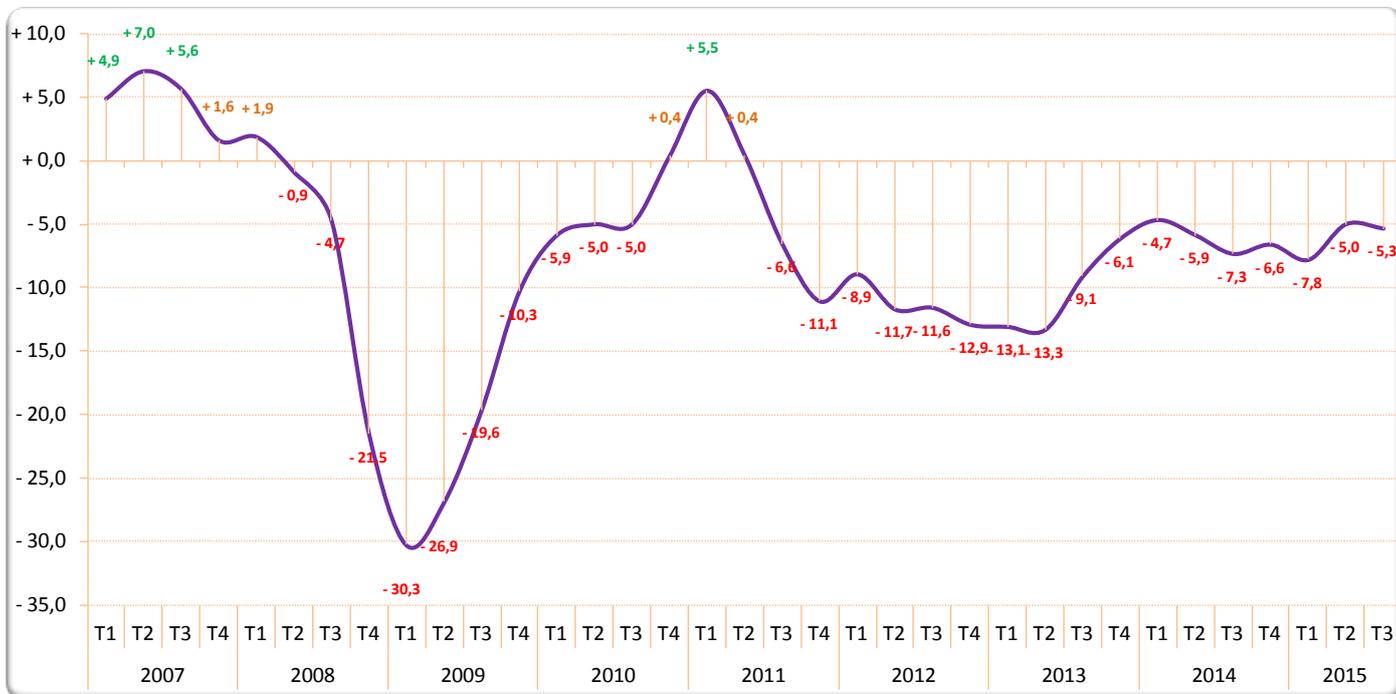
1.2

Baromètre de la conjoncture

Le baromètre de la conjoncture basé sur une enquête menée auprès d'un échantillon d'entrepreneurs traduit le sentiment du monde économique envers l'évolution de la conjoncture; s'il est positif, cela témoigne de la confiance des entrepreneurs dans l'évolution future de la conjoncture.

Graphique 3

Evolution du baromètre de la conjoncture



Source: BNB – Enquête mensuelle de conjoncture auprès des entreprises

Après avoir plongé durant la crise, le baromètre de la conjoncture s'était redressé par la suite pour redevenir positif durant 3 trimestres consécutifs (de T4 2010 à T2 2011). Par la suite, il s'est de nouveau replié pour se cantonner aux alentours des - 11 à - 13 points. Depuis le 3^{ème} trimestre 2013, la confiance des entrepreneurs s'est de nouveau raffermie de sorte que le baromètre de la conjoncture se situe au 1^{er} trimestre 2014 au-dessus de la barre des - 5 points. Ensuite, on note à nouveau un léger repli jusqu'aux alentours des - 7 points. En T2 2015 et en T3 2015, la courbe d'évolution du baromètre de la conjoncture remonte quelque peu à respectivement : - 5,0 points et - 5,3 points.

1.3 Offres d'emploi

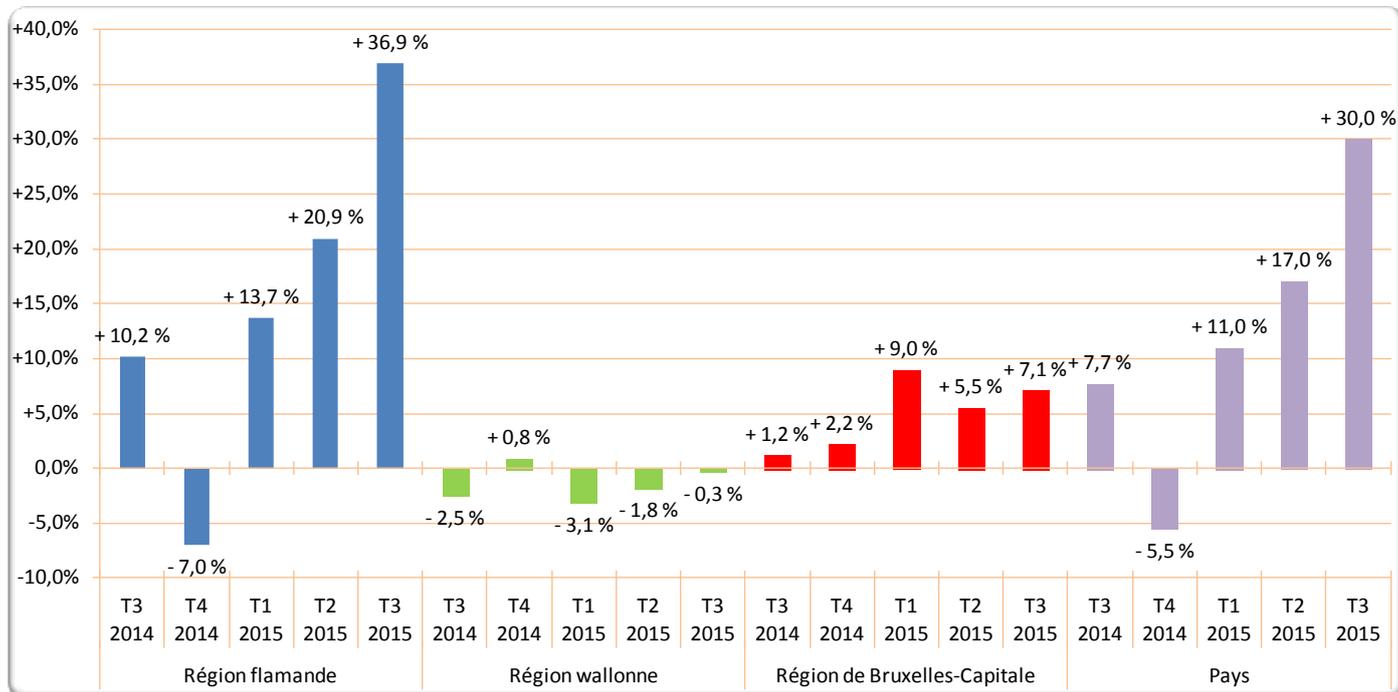
Tableau 2
Evolution du nombre d'offres d'emploi par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	72.132	18.174	3.392	93.698	2007	T1	100	100	100	100
	T2	73.173	20.240	3.109	96.522		T2	100	100	100	100
	T3	72.024	18.050	3.313	93.387		T3	100	100	100	100
	T4	64.332	17.183	3.315	84.830		T4	100	100	100	100
	Année	281.661	73.647	13.129	368.437		Année	100	100	100	100
2008	T1	73.365	20.045	3.866	97.276	2008	T1	102	110	114	104
	T2	71.934	18.409	3.859	94.202		T2	98	91	124	98
	T3	66.774	19.385	3.992	90.151		T3	93	107	120	97
	T4	57.049	14.610	3.705	75.364		T4	89	85	112	89
	Année	269.122	72.449	15.422	356.993		Année	96	98	117	97
2009	T1	60.359	18.879	3.854	83.092	2009	T1	84	104	114	89
	T2	57.971	15.232	3.364	76.567		T2	79	75	108	79
	T3	50.348	16.397	4.448	71.193		T3	70	91	134	76
	T4	48.910	13.142	3.795	65.847		T4	76	76	114	78
	Année	217.588	63.650	15.461	296.699		Année	77	86	118	81
2010	T1	64.073	18.060	4.348	86.481	2010	T1	89	99	128	92
	T2	67.718	17.487	3.937	89.142		T2	93	86	127	92
	T3	66.333	17.417	4.872	88.622		T3	92	96	147	95
	T4	64.156	15.646	4.209	84.011		T4	100	91	127	99
	Année	262.280	68.610	17.366	348.256		Année	93	93	132	95
2011	T1	79.939	19.867	4.860	104.666	2011	T1	111	109	143	112
	T2	83.919	19.560	5.213	108.692		T2	115	97	168	113
	T3	76.136	18.572	5.805	100.513		T3	106	103	175	108
	T4	67.429	15.563	5.255	88.247		T4	105	91	159	104
	Année	307.423	73.562	21.133	402.118		Année	109	100	161	109
2012	T1	74.596	18.644	5.305	98.545	2012	T1	103	103	156	105
	T2	75.647	15.095	4.673	95.415		T2	103	75	150	99
	T3	63.881	17.066	4.271	85.218		T3	89	95	129	91
	T4	61.721	13.455	3.962	79.138		T4	96	78	120	93
	Année	275.845	64.260	18.211	358.316		Année	98	87	139	97
2013	T1	67.143	14.660	4.706	86.509	2013	T1	93	81	139	92
	T2	68.249	12.813	4.334	85.396		T2	93	63	139	88
	T3	65.448	12.961	4.989	83.398		T3	91	72	151	89
	T4	70.698	11.962	4.184	86.844		T4	110	70	126	102
	Année	271.538	52.396	18.213	342.147		Année	96	71	139	93
2014	T1	75.287	14.065	4.567	93.919	2014	T1	104	77	135	100
	T2	76.215	12.993	4.560	93.768		T2	104	64	147	97
	T3	72.108	12.637	5.049	89.794		T3	100	70	152	96
	T4	65.755	12.063	4.275	82.093		T4	102	70	129	97
	Année	289.365	51.758	18.451	359.574		Année	103	70	141	98
2 015	T1	85.623	13.625	4.976	104.224	2 015	T1	119	75	147	111
	T2	92.180	12.759	4.810	109.749		T2	126	63	155	114
	T3	98.724	12.596	5.408	116.728		T3	137	70	163	125

Sources: VDAB, FOREM, ACTIRIS et ADG - Offres d'emploi reçues par les services publics régionaux de l'emploi, issues du circuit économique normal à l'exclusion de l'intérim et des échanges d'offres entre services régionaux. Depuis 2012, le VDAB répertorie les offres d'emploi relatives aux indépendants hors du circuit normal du travail et depuis 2014, il en est de même pour les jobs d'étudiants. Pour des soucis de cohérence avec les autres services régionaux de l'emploi, nous les intégrons toujours au circuit normal du travail.

Graphique 4

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Durant l'année 2009, le nombre d'offres d'emploi reçues par les services régionaux de l'emploi avait chuté en Région flamande et en Région wallonne. En Région de Bruxelles-Capitale, par contre, la tendance était restée positive. En 2010 et 2011, on observait, sur base annuelle, dans chaque région une remontée progressive du nombre d'offres d'emploi reçues (toutes régions confondues : + 17,4 % en 2010 et + 15,5 % en 2011). Le niveau atteint en 2011 dépassait même celui d'avant la crise.

L'année 2012 enregistre un revirement de tendance : le nombre d'offres d'emploi fléchit de nouveau progressivement. En Région wallonne, la tendance reste légèrement baissière jusqu'à aujourd'hui. En Région flamande et en Région de Bruxelles-Capitale, par contre, le nombre d'offres d'emploi est reparti à la hausse (à l'exception d'une seule baisse) depuis la seconde moitié de 2013.

Durant les trois premiers trimestres de 2015, cette hausse s'est encore renforcée en Région flamande et en Région de Bruxelles-Capitale. En T3 2015, à un an intervalle, le nombre d'offres d'emploi reçues a augmenté de 36,9 % en Région flamande et de 7,1 % en Région de Bruxelles-Capitale. Le recul a été de 0,3 % en Région wallonne.

Au niveau du pays, en T3 2015, 116 728 nouvelles offres d'emploi ont été reçues. Dans la période considérée, il s'agit du niveau le plus élevé. Pour rappel, depuis 2012, le VDAB répertorie les offres d'emploi relatives aux indépendants hors du circuit normal du travail et depuis 2014, il en est de même pour les jobs d'étudiants. Pour des soucis de cohérence avec les autres services régionaux de l'emploi, nous les intégrons toujours au circuit normal du travail.

1.4 Intérim

Tableau 3
Evolution de l'intérim par segment

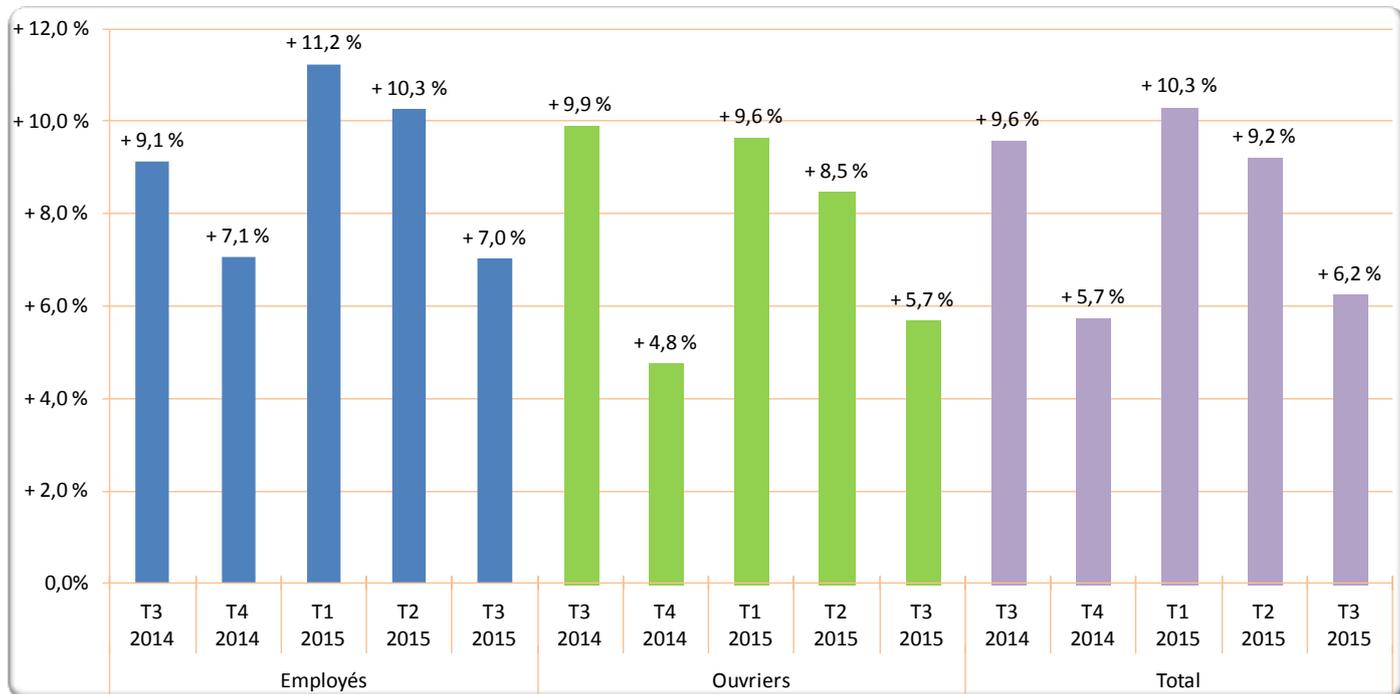
		Employés	Ouvriers	Total			Employés	Ouvriers	Total
2007	T1	228 623	412 530	641 153	2007	T1	100	100	100
	T2	237 827	413 370	651 196		T2	100	100	100
	T3	239 835	403 651	643 485		T3	100	100	100
	T4	244 965	396 632	641 597		T4	100	100	100
	Année	237 813	406 546	644 358		Année	100	100	100
2008	T1	254 050	411 128	665 179	2008	T1	111	100	104
	T2	252 345	394 572	646 917		T2	106	95	99
	T3	251 381	365 416	616 797		T3	105	91	96
	T4	239 816	324 770	564 586		T4	98	82	88
	Année	249 398	373 972	623 370		Année	105	92	97
2009	T1	226 581	274 329	500 910	2009	T1	99	66	78
	T2	214 462	255 784	470 247		T2	90	62	72
	T3	207 780	264 646	472 426		T3	87	66	73
	T4	208 887	279 022	487 909		T4	85	70	76
	Année	214 428	268 445	482 873		Année	90	66	75
2010	T1	211 917	289 490	501 407	2010	T1	93	70	78
	T2	217 204	313 477	530 682		T2	91	76	81
	T3	223 389	328 630	552 019		T3	93	81	86
	T4	228 710	342 042	570 752		T4	93	86	89
	Année	220 305	318 410	538 715		Année	93	78	84
2011	T1	232 621	359 567	592 188	2011	T1	102	87	92
	T2	234 265	356 083	590 349		T2	99	86	91
	T3	234 579	345 680	580 260		T3	98	86	90
	T4	232 527	337 865	570 391		T4	95	85	89
	Année	233 498	349 799	583 297		Année	98	86	91
2012	T1	228 055	324 563	552 618	2012	T1	100	79	86
	T2	227 649	318 405	546 054		T2	96	77	84
	T3	226 197	307 654	533 851		T3	94	76	83
	T4	225 133	295 406	520 539		T4	92	74	81
	Année	226 759	311 507	538 266		Année	95	77	84
2013	T1	226 550	287 169	513 719	2013	T1	99	70	80
	T2	220 465	288 426	508 891		T2	93	70	78
	T3	219 271	294 341	513 612		T3	91	73	80
	T4	224 965	309 091	534 056		T4	92	78	83
	Année	222 813	294 757	517 570		Année	94	73	80
2014	T1	224 068	311 419	535 487	2014	T1	98	75	84
	T2	232 235	318 057	550 293		T2	98	77	85
	T3	239 316	323 536	562 851		T3	100	80	87
	T4	240 873	323 810	564 683		T4	98	82	88
	Année	234 123	319 206	553 328		Année	98	79	86
2015	T1	249 258	341 451	590 709	2015	T1	109	83	92
	T2	256 073	344 966	601 039		T2	108	83	92
	T3	256 130	341 890	598 020		T3	107	85	93

Source : Federgon – Les chiffres du tableau de gauche donnent une estimation du nombre moyen d'heures d'intérim prestées par jour en Belgique au cours du trimestre concerné.³

³ Cette moyenne journalière par trimestre a été calculée comme la moyenne arithmétique des moyennes journalières des trois mois du trimestre. Les chiffres trimestriels qui sont basés sur le volume réel d'heures d'intérim prestées par trimestre sont disponibles sur le site de Federgon avec un retard d'environ 2 mois.

Graphique 5

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Après une mauvaise année 2009, le nombre d'heures prestées en intérim est remonté progressivement en 2010 et au cours des 3 premiers trimestres de l'année 2011. En T4 2011, le nombre d'heures prestées en intérim, à un an d'intervalle, a commencé à nouveau à diminuer et, en T1 2012, celui des employés aussi. Ce trend baissier s'est maintenu courant 2012 et durant les 3 premiers trimestres de 2013.

Depuis le 4^{ème} trimestre 2013, on assiste à un renversement du trend baissier. Le nombre d'heures prestées en intérim par les ouvriers augmente de nouveau, à un an d'intervalle. Cette hausse perdue durant les trimestres suivants. En T3 2015, elle atteint les 5,7 % mais le nombre d'heures prestées reste toutefois encore 15 % en dessous du niveau de T2 2007.

Chez les employés aussi, on constate à nouveau, à partir de T2 2014, une tendance haussière. Leur nombre d'heures prestées en intérim augmente de 7,0 % en T3 2015 dépassant ainsi à nouveau le niveau d'avant la crise.

Pour l'ensemble des 2 régimes, la hausse, à un an d'intervalle, atteint 6,2 % en T3 2015.

2

Evolution des chômeurs temporaires



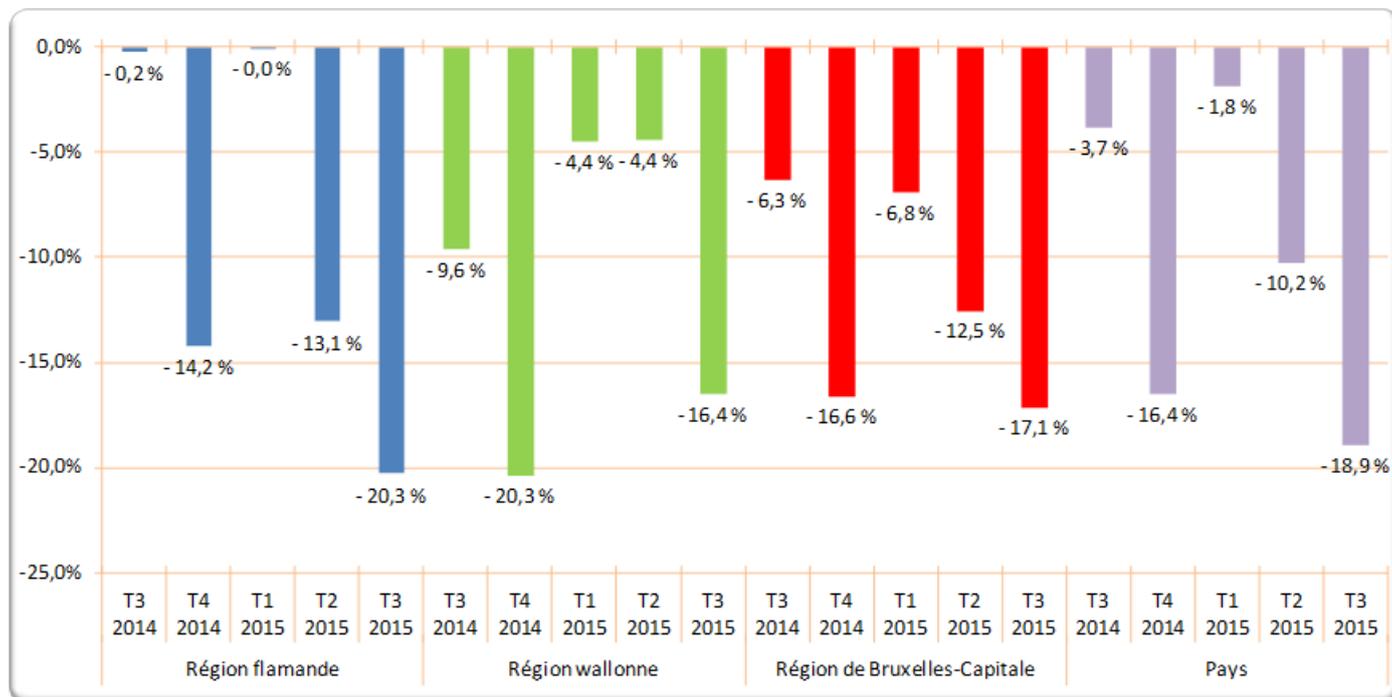
2.1 En unités physiques

Tableau 4
Evolution des chômeurs temporaires par région en unités physiques

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	97 184	50 354	6 215	153 753	2007	T1	100	100	100	100
	T2	69 716	37 444	5 007	112 167		T2	100	100	100	100
	T3	61 041	34 522	3 874	99 438		T3	100	100	100	100
	T4	71 883	38 299	4 255	114 437		T4	100	100	100	100
	Année	74 956	40 155	4 838	119 949		Année	100	100	100	100
2008	T1	101 974	51 667	6 381	160 021	2008	T1	105	103	103	104
	T2	74 597	41 352	5 009	120 958		T2	107	110	100	108
	T3	70 485	33 961	4 025	108 471		T3	115	98	104	109
	T4	96 909	47 761	4 826	149 496		T4	135	125	113	131
	Année	85 991	43 685	5 060	134 737		Année	115	109	105	112
2009	T1	186 704	84 301	8 637	279 643	2009	T1	192	167	139	182
	T2	153 217	68 302	7 412	228 931		T2	220	182	148	204
	T3	103 057	48 219	5 791	157 067		T3	169	140	149	158
	T4	112 773	58 388	6 656	177 817		T4	157	152	156	155
	Année	138 938	64 802	7 124	210 864		Année	185	161	147	176
2010	T1	164 447	82 015	9 651	256 113	2010	T1	169	163	155	167
	T2	104 678	55 343	7 728	167 749		T2	150	148	154	150
	T3	76 246	40 348	5 976	122 569		T3	125	117	154	123
	T4	88 493	51 436	6 784	146 713		T4	123	134	159	128
	Année	108 466	57 285	7 535	173 286		Année	145	143	156	144
2011	T1	117 140	65 083	8 800	191 023	2011	T1	121	129	142	124
	T2	78 624	43 910	7 379	129 912		T2	113	117	147	116
	T3	71 370	38 567	6 026	115 963		T3	117	112	156	117
	T4	77 384	42 823	6 284	126 491		T4	108	112	148	111
	Année	86 129	47 596	7 122	140 847		Année	115	119	147	117
2012	T1	131 133	67 190	9 233	207 555	2012	T1	135	133	149	135
	T2	98 535	51 166	7 926	157 626		T2	141	137	158	141
	T3	79 908	42 343	6 588	128 839		T3	131	123	170	130
	T4	92 135	52 740	6 464	151 338		T4	128	138	152	132
	Année	100 428	53 360	7 552	161 340		Année	134	133	156	135
2013	T1	154 753	78 068	9 720	242 541	2013	T1	159	155	156	158
	T2	111 082	59 437	8 434	178 953		T2	159	159	168	160
	T3	70 959	40 153	6 121	117 233		T3	116	116	158	118
	T4	83 257	47 009	5 899	136 165		T4	116	123	139	119
	Année	105 013	56 167	7 544	168 723		Année	140	140	156	141
2014	T1	111 494	60 431	8 160	180 085	2014	T1	115	120	131	117
	T2	83 412	43 437	6 897	133 746		T2	120	116	138	119
	T3	70 792	36 317	5 737	112 846		T3	116	105	148	113
	T4	71 425	37 448	4 922	113 796		T4	99	98	116	99
	Année	84 281	44 408	6 429	135 118		Année	112	111	133	113
2015	T1	111 479	57 766	7 602	176 847	2015	T1	115	115	122	115
	T2	72 525	41 541	6 037	120 103		T2	104	111	121	107
	T3	56 440	30 351	4 758	91 549		T3	92	88	123	92

Graphique 6

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Suite au déclenchement de la crise économique, le chômage temporaire augmente considérablement au cours du 4^{ème} trimestre 2008 pour culminer au 2^{ème} trimestre de l'année suivante. Ensuite, il diminue progressivement pour remonter à nouveau en 2012 du fait d'une évolution économique à nouveau défavorable. C'est toutefois essentiellement le très rude hiver 2012-2013 (68 jours de gel entre T4 2012 et T2 2013 inclus) qui a engendré un nouveau pic de chômage temporaire durant le 1^{er} semestre 2013.

A partir du second semestre 2013, la tendance s'inverse. On note alors, sur base annuelle, des baisses constantes du chômage temporaire. En T4 2014, on en revient pour la première fois à un niveau inférieur à celui de 2007, année précédant la crise.

En 2015, les diminutions sur base annuelle perdurent pour atteindre un niveau inférieur à celui de 2007, soit - 8% par rapport à T3 2007. Seule la Région de Bruxelles-Capitale fait exception et enregistre toujours 23 % de chômeurs temporaires de plus qu'en T3 2007.

Sur base annuelle, on enregistre une baisse de 18,9 % du nombre total de chômeurs temporaires.

2.2

En unités budgétaires

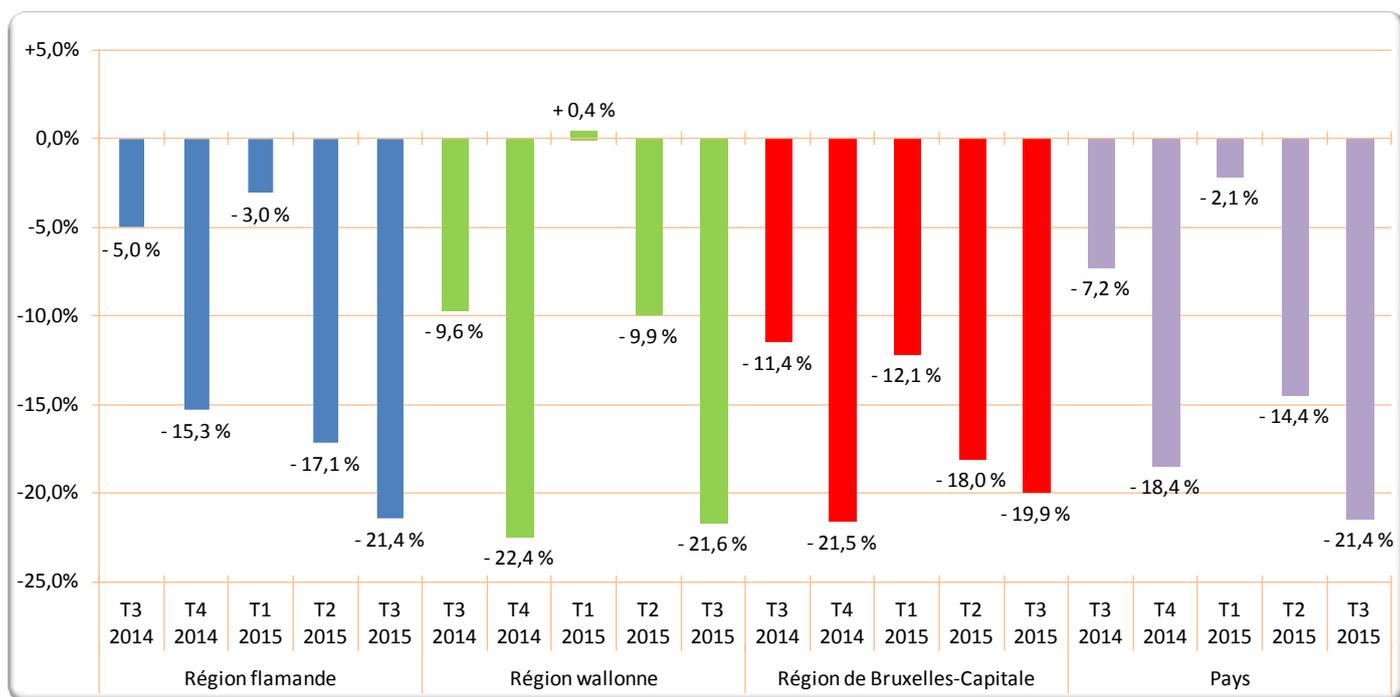
Tableau 5

Evolution des chômeurs temporaires par région en unités budgétaires

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	23 661	16 341	2 087	42 089	2007	T1	100	100	100	100
	T2	14 931	10 849	1 672	27 452		T2	100	100	100	100
	T3	12 372	9 549	1 455	23 376		T3	100	100	100	100
	T4	14 742	10 726	1 468	26 936		T4	100	100	100	100
	Année	16 427	11 866	1 670	29 963		Année	100	100	100	100
2008	T1	22 708	15 892	2 091	40 691	2008	T1	96	97	100	97
	T2	15 596	11 254	1 689	28 539		T2	104	104	101	104
	T3	13 826	9 091	1 449	24 366		T3	112	95	100	104
	T4	21 221	13 063	1 642	35 926		T4	144	122	112	133
	Année	18 338	12 325	1 718	32 381		Année	112	104	103	108
2009	T1	54 960	31 368	2 987	89 315	2009	T1	232	192	143	212
	T2	40 139	21 249	2 440	63 828		T2	269	196	146	233
	T3	24 560	14 534	1 935	41 029		T3	199	152	133	176
	T4	27 624	18 262	2 206	48 092		T4	187	170	150	179
	Année	36 821	21 353	2 392	60 566		Année	224	180	143	202
2010	T1	50 973	33 122	3 481	87 577	2010	T1	215	203	167	208
	T2	24 027	16 583	2 419	43 029		T2	161	153	145	157
	T3	16 394	11 962	1 892	30 248		T3	133	125	130	129
	T4	19 363	15 738	2 075	37 176		T4	131	147	141	138
	Année	27 689	19 351	2 467	49 507		Année	169	163	148	165
2011	T1	30 777	22 232	2 709	55 717	2011	T1	130	136	130	132
	T2	16 842	12 255	1 973	31 070		T2	113	113	118	113
	T3	14 141	10 699	1 746	26 586		T3	114	112	120	114
	T4	16 199	12 241	1 768	30 208		T4	110	114	120	112
	Année	19 490	14 357	2 049	35 895		Année	119	121	123	120
2012	T1	34 851	23 800	2 727	61 378	2012	T1	147	146	131	146
	T2	20 023	13 760	2 079	35 862		T2	134	127	124	131
	T3	15 783	11 254	1 870	28 908		T3	128	118	129	124
	T4	20 917	14 941	1 841	37 699		T4	142	139	125	140
	Année	22 894	15 939	2 129	40 962		Année	139	134	127	137
2013	T1	43 154	28 725	3 000	74 879	2013	T1	182	176	144	178
	T2	22 833	16 004	2 183	41 020		T2	153	148	131	149
	T3	13 841	9 839	1 653	25 333		T3	112	103	114	108
	T4	16 774	12 086	1 560	30 420		T4	114	113	106	113
	Année	24 151	16 664	2 099	42 913		Année	147	140	126	143
2014	T1	25 157	18 250	2 203	45 610	2014	T1	106	112	106	108
	T2	16 174	10 941	1 666	28 781		T2	108	101	100	105
	T3	13 149	8 890	1 464	23 503		T3	106	93	101	101
	T4	14 212	9 379	1 224	24 815		T4	96	87	83	92
	Année	17 173	11 865	1 639	30 677		Année	105	100	98	102
2015	T1	24 399	18 330	1 936	44 665	2015	T1	103	112	93	106
	T2	13 406	9 860	1 366	24 632		T2	90	91	82	90
	T3	10 333	6 966	1 173	18 472		T3	84	73	81	79

Graphique 7

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



En général, les chômeurs temporaires ne perçoivent des allocations que pour quelques jours par mois. Dès lors, il est utile d'ajouter une présentation de leur évolution en unités budgétaires.⁴ L'évolution globale est comparable mais les hausses enregistrées en unités budgétaires ont été, pendant la crise de 2009, plus fortes que celles enregistrées en unités physiques. Cela signifie que le nombre mensuel de jours chômés par ouvrier (ou employé) mis en chômage temporaire pendant la crise a été plus élevé qu'en temps normal.

Dans la période qui suit, le rapport entre unités physiques et budgétaires varie. Entre 2011 et 2012, suite à une conjoncture un peu moins favorable, l'augmentation en unités budgétaires affiche 14,1 % contre 14,5 % en unités physiques. Lors du pic du 1^{er} semestre 2013, la hausse en unités budgétaires dépasse à nouveau celle en unités physiques : respectivement, + 19,2 % et +15,4 %.

Les baisses du chômage temporaire sur base annuelle constatées depuis T2 2014 sont également plus prononcées en unités budgétaires qu'en unités physiques. En T3 2015, cette diminution s'élève à 21,4 %.

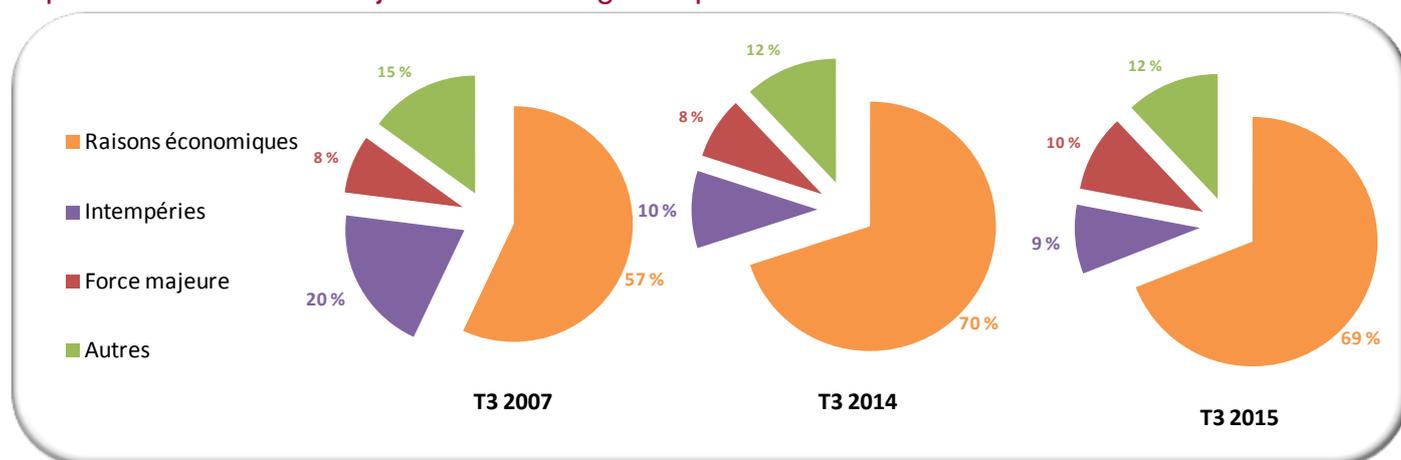
⁴ Par paiement, on calcule l'unité budgétaire comme étant les jours indemnisés divisés par le nombre de jours indemnisables du mois de référence (tous les jours, sauf les dimanches). Plus d'information sur les méthodes de calcul des unités budgétaires et autres statistiques sont disponibles sur le site web de l'ONEM.

2.3

Par type de chômage temporaire (en jours indemnisés) ⁵

Graphique 8

Répartition du nombre de jours de chômage temporaire selon le motif



Le chômage temporaire pour raisons économiques est de loin le plus important. Il passe de 70 % au 3^{ème} trimestre 2014 à 69 % au 3^{ème} trimestre 2015. Quant à la part des intempéries, elle passe de 10 % à 9 %.

Tableau 6

Evolution du nombre de jours indemnisés de chômage temporaire selon le motif (3^{ème} trimestre)

T3	Raisons économiques	Intempéries	Force majeure	Autres	Total
2007	1 043 714	356 426	146 403	275 318	1 821 861
2008	1 239 821	252 301	140 439	263 507	1 896 069
2009	2 712 746	93 825	150 617	256 138	3 213 327
2010	1 727 415	195 572	166 901	276 724	2 366 613
2011	1 400 720	204 949	163 696	305 990	2 075 354
2012	1 615 257	210 661	161 288	248 571	2 235 776
2013	1 442 674	111 223	156 461	257 414	1 967 773
2014	1 279 233	175 891	153 820	213 948	1 822 892
2015	1 014 909	131 431	142 362	169 376	1 458 078
Evol. 2014 - 2015	- 20,7 %	- 25,3 %	- 7,4 %	- 20,8 %	- 20,0 %

Le nombre de jours indemnisés en chômage temporaire pour raisons économiques a connu un sommet durant l'année de crise 2009 et a diminué grosso modo de manière constante depuis. A un an d'intervalle, en T3 2015, on enregistre aussi une diminution : - 20,7 %.

Par contre, l'évolution du chômage temporaire pour intempéries suit les conditions climatiques et fluctue dès lors davantage. A un an d'intervalle, on enregistre en T3 2015 avec 131 431 jours indemnisés, une diminution de 25,3%.

⁵ Concernant le nombre de jours indemnisés, on reprend en principe les données après vérification. Toutefois, comme elles ne sont disponibles qu'avec 6 mois de retard, les données avant vérification sont utilisées pour la période la plus récente.

2.4

Dont suspension employés

Tableau 7

Evolution de la suspension de contrats de travail pour employés en unités physiques⁶

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2009	T3	1 175	691	112	1 977
	T4	4 865	2 412	400	7 678
	Année	3 020	1 552	256	4 828
2010	T1	5 031	2 487	525	8 043
	T2	4 063	2 004	243	6 310
	T3	1 747	608	103	2 459
	T4	726	411	48	1 185
	Année	2 892	1 378	230	4 499
2011	T1	875	484	59	1 418
	T2	1 050	494	60	1 604
	T3	1 043	292	40	1 375
	T4	815	397	41	1 253
	Année	946	417	50	1 413
2012	T1	1 064	599	60	1 723
	T2	1 579	893	97	2 568
	T3	1 502	683	85	2 270
	T4	1 858	1 861	90	3 808
	Année	1 501	1 009	83	2 592
2013	T1	2 991	2 151	119	5 261
	T2	3 471	2 894	185	6 550
	T3	2 633	2 140	152	4 926
	T4	2 237	2 165	121	4 524
	Année	2 833	2 338	144	5 315
2014	T1	2 177	1 989	139	4 305
	T2	1 885	1 656	137	3 678
	T3	1 302	913	109	2 325
	T4	1 546	996	66	2 608
	Année	1 728	1 389	113	3 229
2015	T1	1 814	1 390	71	3 275
	T2	1 566	1 338	70	2 974
	T3	1 137	1 067	108	2 311

La suspension de crise « employés » a été instaurée en juillet 2009. Très vite, elle a répondu aux attentes des entreprises ; on enregistre des pics au dernier trimestre 2009 et au premier trimestre 2010.

Au cours du second semestre 2010, le nombre d'employés mis en chômage temporaire chute de manière drastique et en 2011, le nombre de paiements mensuels moyens se stabilise aux alentours du millier de paiements.

Depuis le 1^{er} janvier 2012, une nouvelle réglementation à caractère permanent est entrée en vigueur en matière de suspension de contrats de travail pour employés. Cette réglementation remplace celle relative à la suspension de crise et en reprend, dans les grandes lignes, les mêmes modalités. Le suivi de l'évolution reste donc pertinent.

On note une forte augmentation des suspensions employés en 2013. La conjoncture défavorable s'est donc également fait ressentir à travers la hausse progressive des suspensions employés. Depuis 2014, le nombre de paiements diminue.

Au cours du 3^{ème} trimestre 2015, la baisse à un an d'intervalle n'est plus que de 0,6 %. Il s'agit donc plutôt d'une stabilisation.

⁶ Remarque : la série historique concernant la suspension de contrats de travail pour employés a été adaptée à partir de 2012 suite à une correction technique dans l'application chômage temporaire relative à la ventilation entre ouvriers et employés.

2.5

Evolution du chômage temporaire par branche d'activité

Tableau 8

Evolution des chômeurs temporaires par branche d'activité en unités budgétaires

Secteur	T3 2007		T3 2014		T3 2015		Evol. T3 2007 - T3 2015	Evol. T3 2014 - T3 2015
Agriculture, sylviculture et pêche	400	1,7 %	166	0,7 %	164	0,9 %	- 58,9 %	- 0,9 %
Extraction de minerais	406	1,7 %	349	1,5 %	198	1,1 %	- 51,2 %	- 43,1 %
Industrie	6 271	26,8 %	6 802	28,9 %	5 103	27,6 %	- 18,6 %	- 25,0 %
Construction	7 551	32,3 %	7 834	33,3 %	5 349	29,0 %	- 29,2 %	- 31,7 %
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	17	0,1 %	5	0,0 %	8	0,0 %	- 53,9 %	+ 47,8 %
Commerce, banques et assurances	864	3,7 %	1 430	6,1 %	937	5,1 %	+ 8,5 %	- 34,5 %
Transports et communications	571	2,4 %	997	4,2 %	719	3,9 %	+ 26,1 %	- 27,8 %
Services	5 704	24,4 %	5 882	25,0 %	5 424	29,4 %	- 4,9 %	- 7,8 %
Activité à l'étranger, jeunes ayant quitté l'école, indéterminé	1 593	6,8 %	39	0,2 %	569	3,1 %	- 64,3 %	+ 1369,6 %
Total	23 376	100 %	23 503	100 %	18 472	100 %	- 21,0 %	- 21,4 %

La baisse générale du chômage temporaire en unités budgétaires (cf. chapitre 2.1) se retrouve dans la plupart des secteurs y compris dans le secteur de la construction qui régresse de 31,7 %. Dans le secteur industriel, le chômage temporaire se contracte à un an d'intervalle de 25,0 % et dans celui des services, de 7,8 %.

3

Evolution des créations et des disparitions d'entreprises

3.1 Evolution des faillites

3.1.1 Avec ou sans perte d'emplois

Tableau 9
Evolution du nombre des faillites des entreprises avec ou sans personnel par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Etranger	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	998	547	373	8	1 926	2007	T1	100	100	100	100
	T2	952	578	416	12	1 958		T2	100	100	100	100
	T3	726	399	308	2	1 435		T3	100	100	100	100
	T4	1 002	634	424	16	2 076		T4	100	100	100	100
	Année	3 678	2 158	1 521	38	7 395		Année	100	100	100	100
2008	T1	944	588	416	6	1 954	2008	T1	95	107	112	101
	T2	1 061	658	471	16	2 206		T2	111	114	113	113
	T3	857	450	446	6	1 759		T3	118	113	145	123
	T4	1 140	669	494	7	2 310		T4	114	106	117	111
	Année	4 002	2 365	1 827	35	8 229		Année	109	110	120	111
2009	T1	1 307	737	417	6	2 467	2009	T1	131	135	112	128
	T2	1 195	687	471	7	2 360		T2	126	119	113	121
	T3	875	566	432	4	1 877		T3	121	142	140	131
	T4	1 251	677	498	4	2 430		T4	125	107	117	117
	Année	4 628	2 667	1 818	21	9 134		Année	126	124	120	124
2010	T1	1 332	714	506	7	2 559	2010	T1	133	131	136	133
	T2	1 304	718	473	5	2 500		T2	137	124	114	128
	T3	1 026	586	434	6	2 052		T3	141	147	141	143
	T4	1 182	698	534	6	2 420		T4	118	110	126	117
	Année	4 844	2 716	1 947	24	9 531		Année	132	126	128	129
2011	T1	1 323	770	496	8	2 597	2011	T1	133	141	133	135
	T2	1 204	779	562	8	2 553		T2	126	135	135	130
	T3	1 015	651	468	5	2 139		T3	140	163	152	149
	T4	1 278	739	779	6	2 802		T4	128	117	184	135
	Année	4 820	2 939	2 305	27	10 091		Année	131	136	152	136
2012	T1	1 320	765	473	5	2 563	2012	T1	132	140	127	133
	T2	1 400	783	524	4	2 711		T2	147	135	126	138
	T3	1 101	598	539	3	2 241		T3	152	150	175	156
	T4	1 500	794	705	7	3 006		T4	150	125	166	145
	Année	5 321	2 940	2 241	19	10 521		Année	145	136	147	142

Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (Onem)

Sur base des modifications des extraits de la BCE reçues par le FFE quotidiennement, la base de données est adaptée : les faillites peuvent être annulées et des nouvelles faillites ajoutées. Il s'agit de temps en temps aussi d'une modification dans un trimestre précédent. Comme, le FFE utilise des données dynamiques, il peut y avoir des différences dans les chiffres en fonction du moment où les chiffres sont demandés.

Tableau 9 (suite)

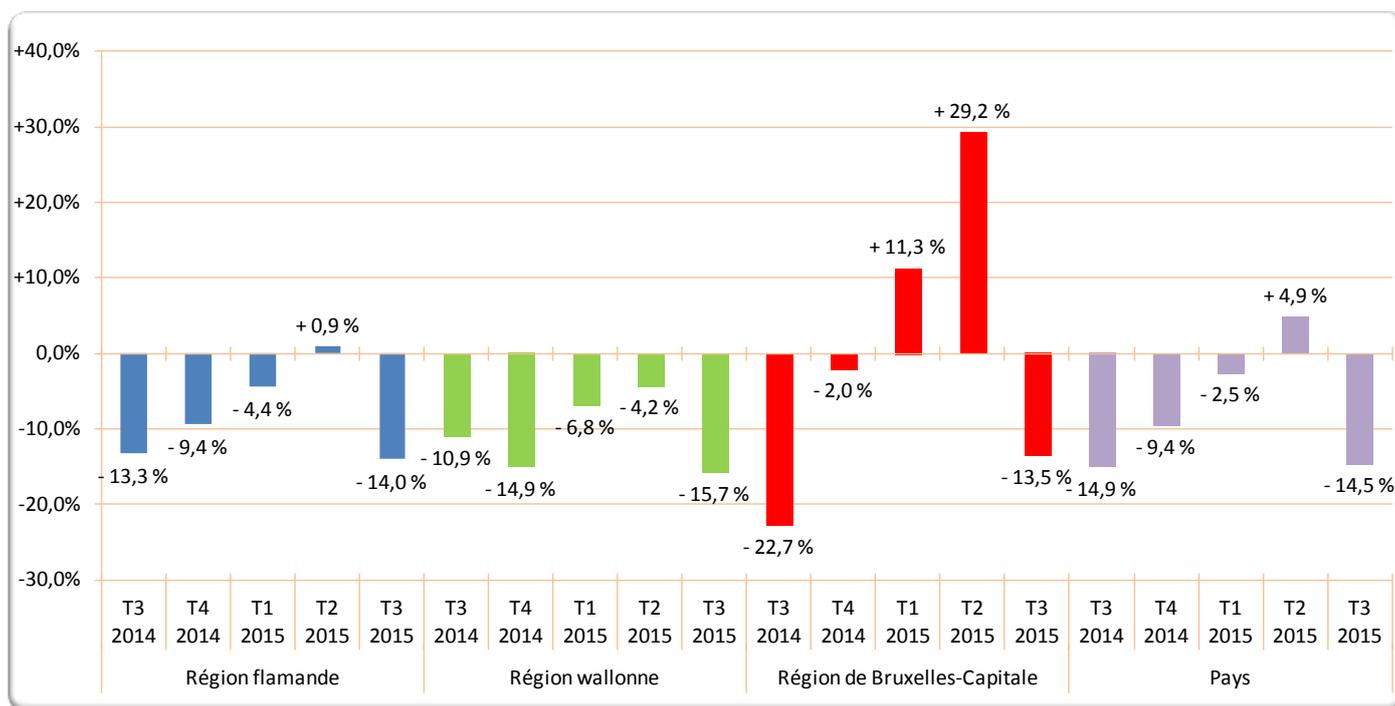
		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Etranger	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2013	T1	1 446	929	628	6	3 009	2013	T1	145	170	168	156
	T2	1 411	746	705	5	2 867		T2	148	129	169	146
	T3	1 249	745	653	10	2 657		T3	172	187	212	185
	T4	1 574	930	653	3	3 160		T4	157	147	154	152
	Année	5 680	3 350	2 639	24	11 693		Année	154	155	174	158
2014	T1	1 451	997	538	6	2 992	2014	T1	145	182	144	155
	T2	1 332	837	527	5	2 701		T2	140	145	127	138
	T3	1 083	664	505	8	2 260		T3	149	166	164	157
	T4	1 426	791	640	6	2 863		T4	142	125	151	138
	Année	5 292	3 289	2 210	25	10 816		Année	144	152	145	146
2015	T1	1 387	929	599	2	2 917	2015	T1	139	170	161	151
	T2	1 344	802	681	5	2 832		T2	141	139	164	145
	T3	931	560	437	4	1 932		T3	128	140	142	135

Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (Onem)

Sur base des modifications des extraits de la BCE reçues par le FFE quotidiennement, la base de données est adaptée : les faillites peuvent être annulées et des nouvelles faillites ajoutées. Il s'agit de temps en temps aussi d'une modification dans un trimestre précédent. Comme, le FFE utilise des données dynamiques, il peut y avoir des différences dans les chiffres en fonction du moment où les chiffres sont demandés.

Graphique 9

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Durant le 3^{ème} trimestre 2015, on constate globalement, pour le pays et dans chacune des régions, une baisse plutôt conséquente du nombre total de faillites d'entreprises occupant ou non du personnel. Il s'agit d'un renversement de tendance par rapport aux trimestres précédents. En Région flamande et en Région wallonne, on avait observé durant les trimestres précédents une baisse de moins en moins prononcée du nombre de faillites et même une légère hausse en T2 2015 (+ 0,9 % sur base annuelle) en Région flamande. En Région de Bruxelles-Capitale, par contre, on avait enregistré des hausses de respectivement 11,3 % et 29,2 % pour les 2 premiers trimestres de 2015.

Durant le 3^{ème} trimestre 2015, pour les Régions flamande, wallonne, bruxelloise et pour le pays, les baisses ont été de respectivement 14,0 %, 15,7 %, 13,5 % et 14,5 %.

3.1.2

Avec perte d'emplois

Tableau 10

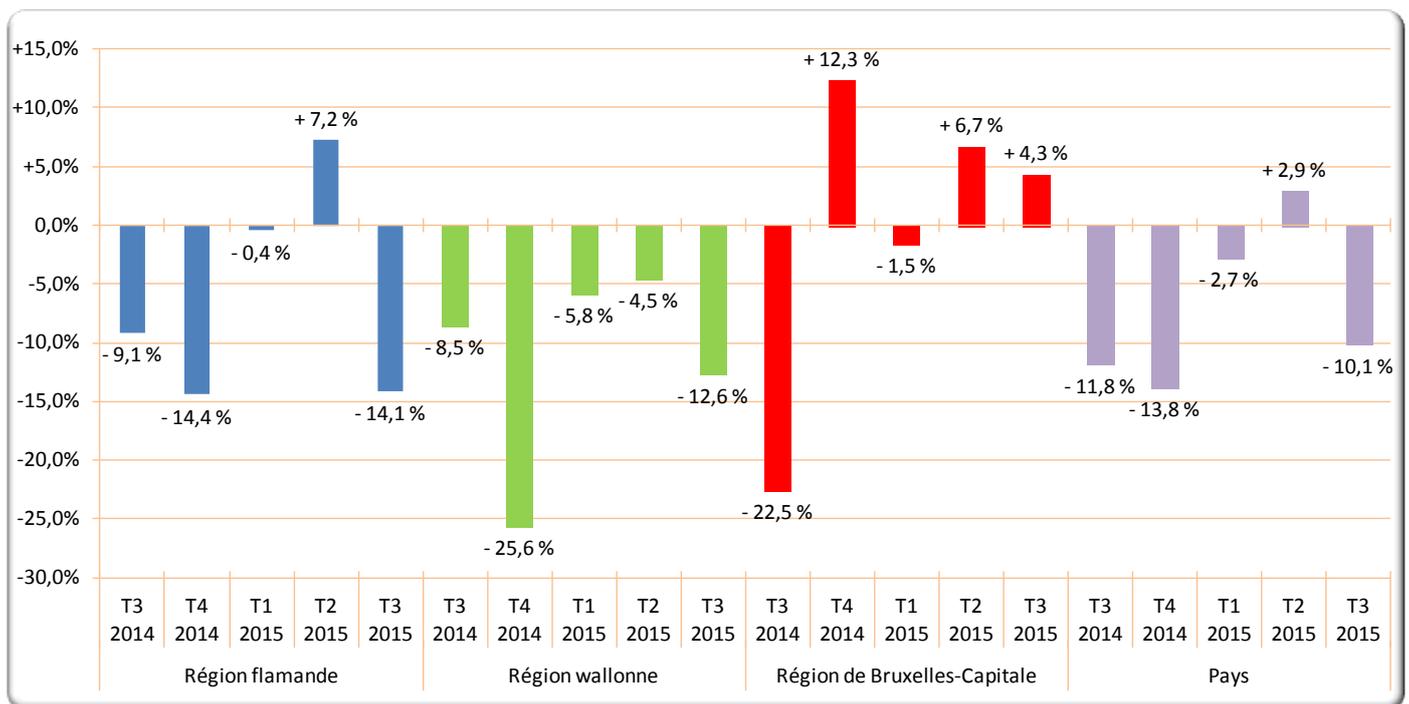
Evolution du nombre des faillites des entreprises avec personnel par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	367	243	131	741	2007	T1	100	100	100	100
	T2	375	254	158	787		T2	100	100	100	100
	T3	261	194	119	574		T3	100	100	100	100
	T4	354	282	132	768		T4	100	100	100	100
	Année	1 357	973	540	2 870		Année	100	100	100	100
2008	T1	352	250	147	749	2008	T1	96	103	112	101
	T2	403	280	133	816		T2	107	110	84	104
	T3	321	196	164	681		T3	123	101	138	119
	T4	417	306	167	890		T4	118	109	127	116
	Année	1 493	1 032	611	3 136		Année	110	106	113	109
2009	T1	495	320	152	967	2009	T1	135	132	116	130
	T2	479	292	156	927		T2	128	115	99	118
	T3	341	270	154	765		T3	131	139	129	133
	T4	462	297	182	941		T4	131	105	138	123
	Année	1 777	1 179	644	3 600		Année	131	121	119	125
2010	T1	479	318	164	961	2010	T1	131	131	125	130
	T2	459	306	174	939		T2	122	120	110	119
	T3	389	263	173	825		T3	149	136	145	144
	T4	426	310	162	898		T4	120	110	123	117
	Année	1 753	1 197	673	3 623		Année	129	123	125	126
2011	T1	482	335	141	958	2011	T1	131	138	108	129
	T2	453	365	143	961		T2	121	144	91	122
	T3	357	299	152	808		T3	137	154	128	141
	T4	437	340	242	1 019		T4	123	121	183	133
	Année	1 729	1 339	678	3 746		Année	127	138	126	131
2012	T1	507	361	173	1 041	2012	T1	138	149	132	140
	T2	500	345	191	1 036		T2	133	136	121	132
	T3	402	276	157	835		T3	154	142	132	145
	T4	506	349	178	1 033		T4	143	124	135	135
	Année	1 915	1 331	699	3 945		Année	141	137	129	137
2013	T1	524	437	191	1 152	2013	T1	143	180	146	155
	T2	489	322	206	1 017		T2	130	127	130	129
	T3	428	329	209	966		T3	164	170	176	168
	T4	583	403	195	1 181		T4	165	143	148	154
	Année	2 024	1 491	801	4 316		Année	149	153	148	150
2014	T1	475	429	195	1 099	2014	T1	129	177	149	148
	T2	429	354	195	978		T2	114	139	123	124
	T3	389	301	162	852		T3	149	155	136	148
	T4	499	300	219	1 018		T4	141	106	166	133
	Année	1 792	1 384	771	3 947		Année	132	142	143	138
2015	T1	473	404	192	1 069	2015	T1	129	166	147	144
	T2	460	338	208	1 006		T2	123	133	132	128
	T3	334	263	169	766		T3	128	136	142	133

Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (Onem)

Graphique 10

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Durant le 3^{ème} trimestre 2015, le nombre de faillites d'entreprises avec perte d'emplois se réduit en Région flamande et en Région wallonne de respectivement 14,1 % et 12,6 %. En Région de Bruxelles-Capitale par contre, il augmente de 4,3 %. Pour le pays, il en résulte une baisse de 10,1%.

3.1.3

Emplois perdus à la suite de faillites

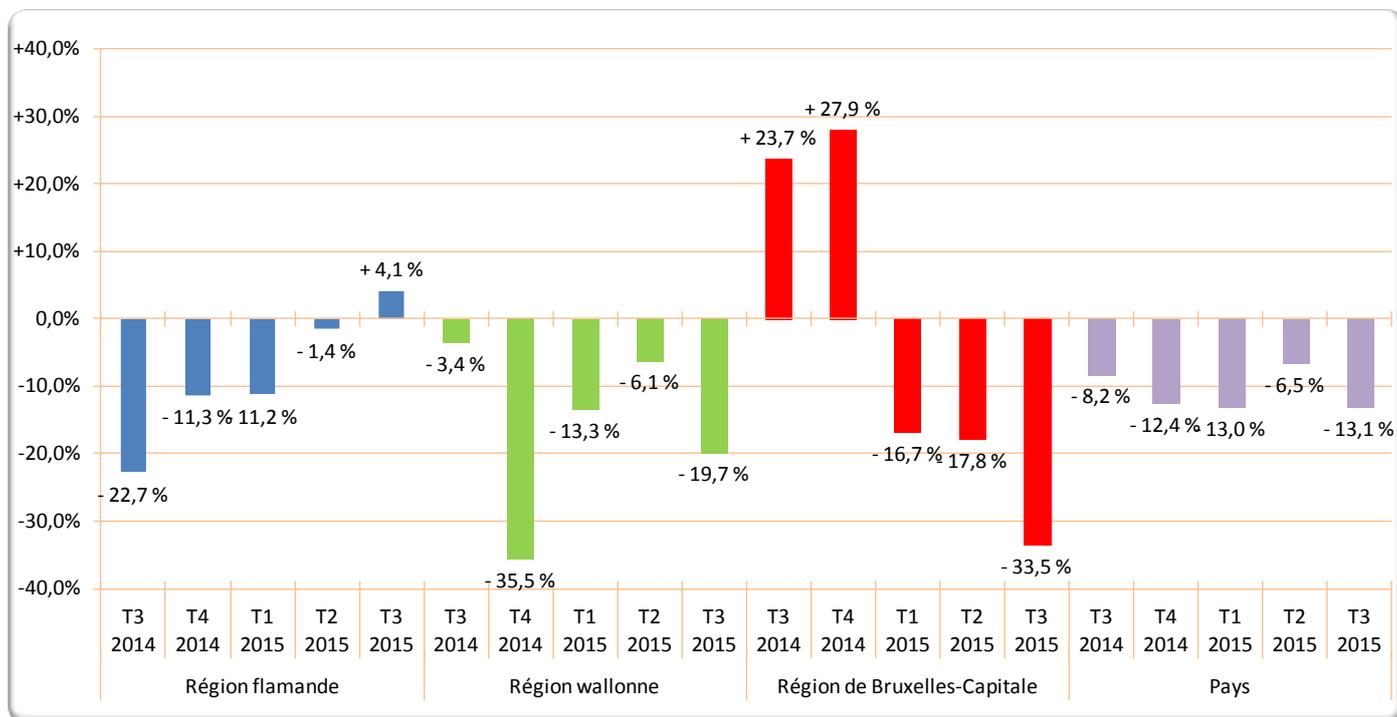
Tableau 11
Evolution du nombre d'emplois perdus par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	2 636	1 981	1 286	5 903	2007	T1	100	100	100	100
	T2	2 373	2 349	1 251	5 973		T2	100	100	100	100
	T3	1 775	1 613	768	4 156		T3	100	100	100	100
	T4	2 622	1 700	695	5 017		T4	100	100	100	100
	Année	9 406	7 643	4 000	21 049		Année	100	100	100	100
2008	T1	2 974	1 746	1 143	5 863	2008	T1	113	88	89	99
	T2	2 286	1 794	1 069	5 149		T2	96	76	85	86
	T3	2 249	1 671	852	4 772		T3	127	104	111	115
	T4	3 225	2 153	912	6 290		T4	123	127	131	125
	Année	10 734	7 364	3 976	22 074		Année	114	96	99	105
2009	T1	3 704	1 914	919	6 537	2009	T1	141	97	71	111
	T2	3 323	2 249	1 074	6 646		T2	140	96	86	111
	T3	1 966	1 757	870	4 593		T3	111	109	113	111
	T4	2 377	1 911	1 659	5 947		T4	91	112	239	119
	Année	11 370	7 831	4 522	23 723		Année	121	102	113	113
2010	T1	3 060	2 835	1 035	6 930	2010	T1	116	143	80	117
	T2	2 738	2 161	872	5 771		T2	115	92	70	97
	T3	2 250	1 731	1 011	4 992		T3	127	107	132	120
	T4	2 806	2 104	898	5 808		T4	107	124	129	116
	Année	10 854	8 831	3 816	23 501		Année	115	116	95	112
2011	T1	3 391	2 441	1 336	7 168	2011	T1	129	123	104	121
	T2	3 067	2 268	960	6 295		T2	129	97	77	105
	T3	2 638	1 576	1 434	5 648		T3	149	98	187	136
	T4	2 693	2 171	1 485	6 349		T4	103	128	214	127
	Année	11 789	8 456	5 215	25 460		Année	125	111	130	121
2012	T1	2 994	3 123	1 222	7 339	2012	T1	114	158	95	124
	T2	3 633	2 036	1 282	6 951		T2	153	87	102	116
	T3	2 435	1 825	879	5 139		T3	137	113	114	124
	T4	4 328	1 898	1 853	8 079		T4	165	112	267	161
	Année	13 390	8 882	5 236	27 508		Année	142	116	131	131
2013	T1	4 098	2 685	1 232	8 015	2013	T1	155	136	96	136
	T2	3 368	2 231	1 236	6 835		T2	142	95	99	114
	T3	3 262	2 119	1 178	6 559		T3	184	131	153	158
	T4	4 630	2 643	1 382	8 655		T4	177	155	199	173
	Année	15 358	9 678	5 028	30 064		Année	163	127	126	143
2014	T1	3 608	3 100	1 433	8 141	2014	T1	137	156	111	138
	T2	3 229	2 059	1 511	6 799		T2	136	88	121	114
	T3	2 520	2 047	1 457	6 024		T3	142	127	190	145
	T4	4 106	1 705	1 768	7 579		T4	157	100	254	151
	Année	13 463	8 911	6 169	28 543		Année	143	117	154	136
2015	T1	3 204	2 688	1 193	7 085	2015	T1	122	136	93	120
	T2	3 183	1 933	1 242	6 358		T2	134	82	99	106
	T3	2 624	1 643	969	5 236		T3	148	102	126	126

Source: Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (Onem)

Graphique 11

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



L'évolution du nombre de pertes d'emplois suite à une faillite ne suit pas la tendance esquissée précédemment de l'évolution du nombre de faillites. En effet, en T3 2015 et sur base annuelle, on note des baisses en Région wallonne et en Région de Bruxelles-Capitale de respectivement 19,7 et 33,5 % alors que la Région flamande connaît une hausse de 4,1 %.

3.2

Evolution des licenciements collectifs

Tableau 12

Evolution du nombre de travailleurs concernés par l'annonce d'une intention de procéder à un licenciement collectif par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays	
2010	Année	6 134	1 196	5 687	13 017	2010	Année	100	100	100	100	
2011	T1	1 168	344	518	2 030	2011	T1	100	100	100	100	
	T2	563	577	154	1 294		T2	100	100	100	100	
	T3	494	355	486	1 335		T3	100	100	100	100	
	T4	1 406	239	351	1 996		T4	100	100	100	100	
	Année	3 631	1 515	1 509	6 655		Année	59	127	27	51	
2012	T1	1 687	1 233	211	3 131	2012	T1	144	358	41	154	
	T2	1 837	377	107	2 321		T2	326	65	69	179	
	T3	627	118	285	1 030		T3	127	33	59	77	
	T4	8 079	1 811	335	10 225		T4	575	758	95	512	
	Année	12 230	3 539	938	16 707		Année	199	296	16	128	
2013	T1	901	3 336	436	4 673	2013	T1	77	970	84	230	
	T2	1 124	559	364	2 047		T2	200	97	236	158	
	T3	804	74	93	971		T3	163	21	19	73	
	T4	930	154	90	1 174		T4	66	64	26	59	
	Année	3 759	4 123	983	8 865		Année	61	345	17	68	
2014	T1	1 246	1 189	14	2 449	2014	T1	107	346	3	121	
	T2	1 708	234	2 986	4 928		T2	303	41	1 939	381	
	T3	228	873	173	1 274		T3	46	246	36	95	
	T4	1 333	383	315	2 031		T4	95	160	90	102	
	Année	4 515	2 679	3 488	10 682		Année	74	224	61	82	
2015	T1	1 082	575	2 675	4 332	2015	T1	93	167	516	213	
	T2	694	510	333	1 537		T2	123	88	216	119	
	T3	339	405	95	839		T3	69	114	20	63	
							2014	T3	100	100	100	100
							2015	T3	149	46	55	66

Source : SPF Emploi, Travail et Concertation sociale

L'annonce de l'intention de procéder à un licenciement collectif débute la procédure d'information et de consultation mise en place par l'A.R. du 24 mai 1976. Le nombre de travailleurs concernés par une annonce de licenciement collectif a atteint un sommet en 2012 : 16 707 personnes contre 13 017 en 2010. En 2013 avec 8 865 travailleurs concernés, ce nombre a été presque divisé par 2. Pour 2014, ce chiffre est reparti à la hausse, 10 682 travailleurs ont à nouveau été concernés.

La situation évolue différemment selon la région, le trimestre et le nombre d'annonces de licenciement collectif ne suit pas nécessairement une évolution cyclique. Il est donc très difficile de définir de vraies tendances.

A un an d'intervalle, au 3^{ème} trimestre 2015, on note de fortes baisses en Région wallonne et en Région de Bruxelles-Capitale du nombre d'annonces de licenciement collectif : respectivement – 54 % et – 45 % alors que ce nombre augmente en Région flamande de 49 %.

Tableau 13

Evolution du nombre de travailleurs concernés par une notification d'un licenciement collectif par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays	
2010	Année	6 394	1 143	5 325	12 862	2010	Année	100	100	100	100	
2011	T1	1 149	215	186	1 550	2011	T1	100	100	100	100	
	T2	838	860	100	1 798		T2	100	100	100	100	
	T3	340	156	559	1 055		T3	100	100	100	100	
	T4	363	254	634	1 251		T4	100	100	100	100	
	Année	2 690	1 485	1 479	5 654		Année	42	130	28	44	
2012	T1	1 174	213	310	1 697	2012	T1	102	99	167	109	
	T2	1 272	147	31	1 450		T2	152	17	31	81	
	T3	1 079	1 200	225	2 504		T3	317	769	40	237	
	T4	1 259	1 039	95	2 393		T4	347	409	15	191	
	Année	4 784	2 599	661	8 044		Année	75	227	12	63	
2013	T1	1 379	1 710	322	3 411	2013	T1	120	795	173	220	
	T2	1 031	582	108	1 721		T2	123	68	108	96	
	T3	5 830	94	138	6 062		T3	1 715	60	25	575	
	T4	1 132	3 011	374	4 517		T4	312	1 185	59	361	
	Année	9 372	5 397	942	15 711		Année	147	472	18	122	
2014	T1	652	25	33	710	2014	T1	57	12	18	46	
	T2	1 735	873	348	2 956		T2	207	102	348	164	
	T3	540	251	183	974		T3	159	161	33	92	
	T4	464	715	11	1 190		T4	128	281	2	95	
	Année	3 391	1 864	575	5 830		Année	53	163	11	45	
2015	T1	986	529	1 923	3 438	2015	T1	86	246	1 034	222	
	T2	611	493	309	1 413		T2	73	57	309	79	
	T3	310	399	95	804		T3	91	256	17	76	
							2014	T3	100	100	100	100
							2015	T3	57	159	52	83

Source : SPF Emploi, Travail et Concertation sociale

La notification clôture la procédure d'information et de consultation mise en place par l'A.R. du 24 mai 1976 et circonscrit les travailleurs réellement touchés par un licenciement collectif.

Pour le pays, on dénombre 804 travailleurs concernés au 3^{ème} trimestre 2015 par une notification de licenciement collectif. Pour le 3^{ème} trimestre de l'année, ce nombre est le plus faible enregistré sur la période prise en compte.

3.3

Evolution des créations d'entreprises

Tableau 14
Constitution d'entreprises dans le secteur marchand⁷

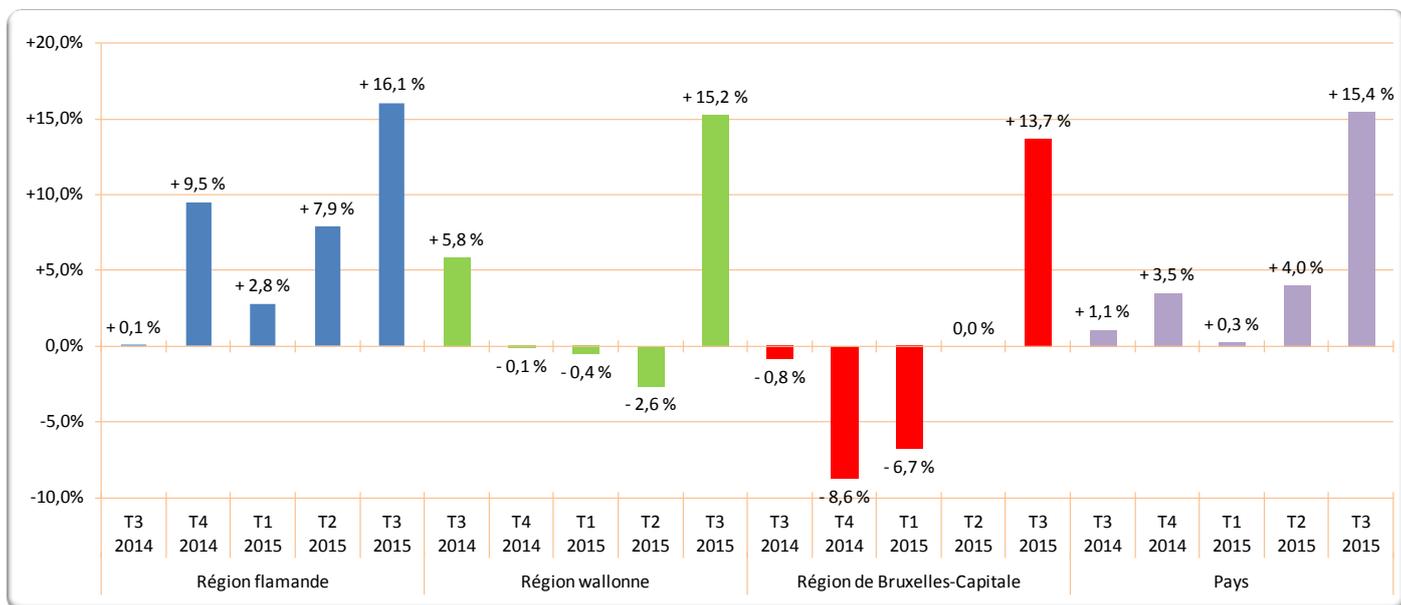
		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Etranger	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	4 465	1 579	1 331	1	7 376	2007	T1	100	100	100	100
	T2	3 904	1 438	1 266	3	6 611		T2	100	100	100	100
	T3	3 563	1 269	1 073	0	5 905		T3	100	100	100	100
	T4	4 778	1 616	1 440	3	7 837		T4	100	100	100	100
	Année	16 710	5 902	5 110	7	27 729		Année	100	100	100	100
2008	T1	4 702	1 675	1 224	4	7 605	2008	T1	105	106	92	103
	T2	4 383	1 579	1 274	22	7 258		T2	112	110	101	110
	T3	3 836	1 238	1 038	17	6 129		T3	108	98	97	104
	T4	4 558	1 526	1 190	8	7 282		T4	95	94	83	93
	Année	17 479	6 018	4 726	51	28 274		Année	105	102	92	102
2009	T1	4 082	1 498	1 069	8	6 657	2009	T1	91	95	80	90
	T2	3 652	1 321	1 053	4	6 030		T2	94	92	83	91
	T3	3 563	1 216	903	3	5 685		T3	100	96	84	96
	T4	4 695	1 533	1 282	5	7 515		T4	98	95	89	96
	Année	15 992	5 568	4 307	20	25 887		Année	96	94	84	93
2010	T1	4 802	1 634	1 261	6	7 703	2010	T1	108	103	95	104
	T2	4 082	1 583	1 135	8	6 808		T2	105	110	90	103
	T3	4 123	1 373	1 065	2	6 563		T3	116	108	99	111
	T4	5 202	1 792	1 361	2	8 357		T4	109	111	95	107
	Année	18 209	6 382	4 822	18	29 431		Année	109	108	94	106
2011	T1	5 136	1 803	1 410	3	8 352	2011	T1	115	114	106	113
	T2	4 655	1 674	1 323	0	7 652		T2	119	116	105	116
	T3	4 138	1 476	1 204	4	6 822		T3	116	116	112	116
	T4	4 979	1 848	1 422	4	8 253		T4	104	114	99	105
	Année	18 908	6 801	5 359	11	31 079		Année	113	115	105	112
2012	T1	4 514	1 647	1 287	5	7 453	2012	T1	101	104	97	101
	T2	3 643	1 391	1 155	4	6 193		T2	93	97	91	94
	T3	3 126	1 160	984	2	5 272		T3	88	91	92	89
	T4	3 376	1 314	1 134	1	5 825		T4	71	81	79	74
	Année	14 659	5 512	4 560	12	24 743		Année	88	93	89	89
2013	T1	3 928	1 480	1 288	4	6 700	2013	T1	88	94	97	91
	T2	3 129	1 251	1 098	1	5 479		T2	80	87	87	83
	T3	3 435	1 148	1 053	1	5 637		T3	96	90	98	95
	T4	3 807	1 480	1 425	0	6 712		T4	80	92	99	86
	Année	14 299	5 359	4 864	6	24 528		Année	86	91	95	88
2014	T1	4 135	1 561	1 331	2	7 029	2014	T1	93	99	100	95
	T2	3 600	1 408	1 178	0	6 186		T2	92	98	93	94
	T3	3 437	1 215	1 045	0	5 697		T3	96	96	97	96
	T4	4 168	1 479	1 302	0	6 949		T4	87	92	90	89
	Année	15 340	5 663	4 856	2	25 861		Année	92	96	95	93
2015	T1	4 251	1 554	1 242	0	7 047	2015	T1	95	98	93	96
	T2	3 884	1 372	1 178	0	6 434		T2	99	95	93	97
	T3	3 989	1 400	1 188	0	6 577		T3	112	110	111	111

Source : SPF Economie

⁷ Constitution d'entreprises dans le secteur marchand sur la base du critère de la forme juridique ; il n'est pas tenu compte des sociétés civiles, des sociétés à finalité sociale et des sociétés de droit public. Pour le moment, les personnes physiques ne sont pas incorporées dans cette statistique du fait que la spécification marchand/non marchand n'y est pas encore implémentée.

Graphique 12

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Au 3^{ème} trimestre 2015, sur base annuelle, on observe une hausse dans les 3 régions : + 16,1 % en Région flamande, + 15,2 % en Région wallonne et + 13,7 % en Région de Bruxelles-Capitale.

Au niveau du pays, il y a eu 15,4 % de créations de nouvelles entreprises en plus en T3 2015 qu'en T3 2014.

4

Evolution des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE)⁸

4.1 Par région

Tableau 15
Evolution des CCI-DE par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	172 381	217 557	76 200	466 138	2007	T1	100	100	100	100
	T2	159 319	211 655	74 773	445 747		T2	100	100	100	100
	T3	160 698	217 023	76 901	454 622		T3	100	100	100	100
	T4	149 357	207 060	73 005	429 422		T4	100	100	100	100
	Année	160 439	213 324	75 220	448 982		Année	100	100	100	100
2008	T1	154 948	208 801	74 179	437 929	2008	T1	90	96	97	94
	T2	142 199	199 771	72 107	414 077		T2	89	94	96	93
	T3	148 124	204 485	73 365	425 974		T3	92	94	95	94
	T4	144 776	198 615	72 059	415 450		T4	97	96	99	97
	Année	147 512	202 918	72 928	423 358		Année	92	95	97	94
2009	T1	165 882	207 696	75 226	448 804	2009	T1	96	95	99	96
	T2	167 354	206 049	75 950	449 353		T2	105	97	102	101
	T3	175 749	213 434	79 062	468 245		T3	109	98	103	103
	T4	170 437	205 855	77 161	453 453		T4	114	99	106	106
	Année	169 855	208 258	76 850	454 964		Année	106	98	102	101
2010	T1	182 556	211 855	81 682	476 093	2010	T1	106	97	107	102
	T2	172 108	204 836	79 968	456 911		T2	108	97	107	103
	T3	172 387	209 278	81 590	463 254		T3	107	96	106	102
	T4	165 117	201 698	79 763	446 579		T4	111	97	109	104
	Année	173 042	206 917	80 751	460 709		Année	108	97	107	103
2011	T1	172 272	205 282	81 851	459 404	2011	T1	100	94	107	99
	T2	159 299	196 613	80 002	435 915		T2	100	93	107	98
	T3	163 819	203 722	81 724	449 265		T3	102	94	106	99
	T4	158 997	198 547	79 518	437 062		T4	106	96	109	102
	Année	163 597	201 041	80 774	445 412		Année	102	94	107	99
2012	T1	167 928	202 106	82 069	452 103	2012	T1	97	93	108	97
	T2	159 705	193 589	80 452	433 746		T2	100	91	108	97
	T3	163 015	199 887	82 045	444 947		T3	101	92	107	98
	T4	159 331	196 373	79 123	434 827		T4	107	95	108	101
	Année	162 495	197 989	80 922	441 406		Année	101	93	108	98

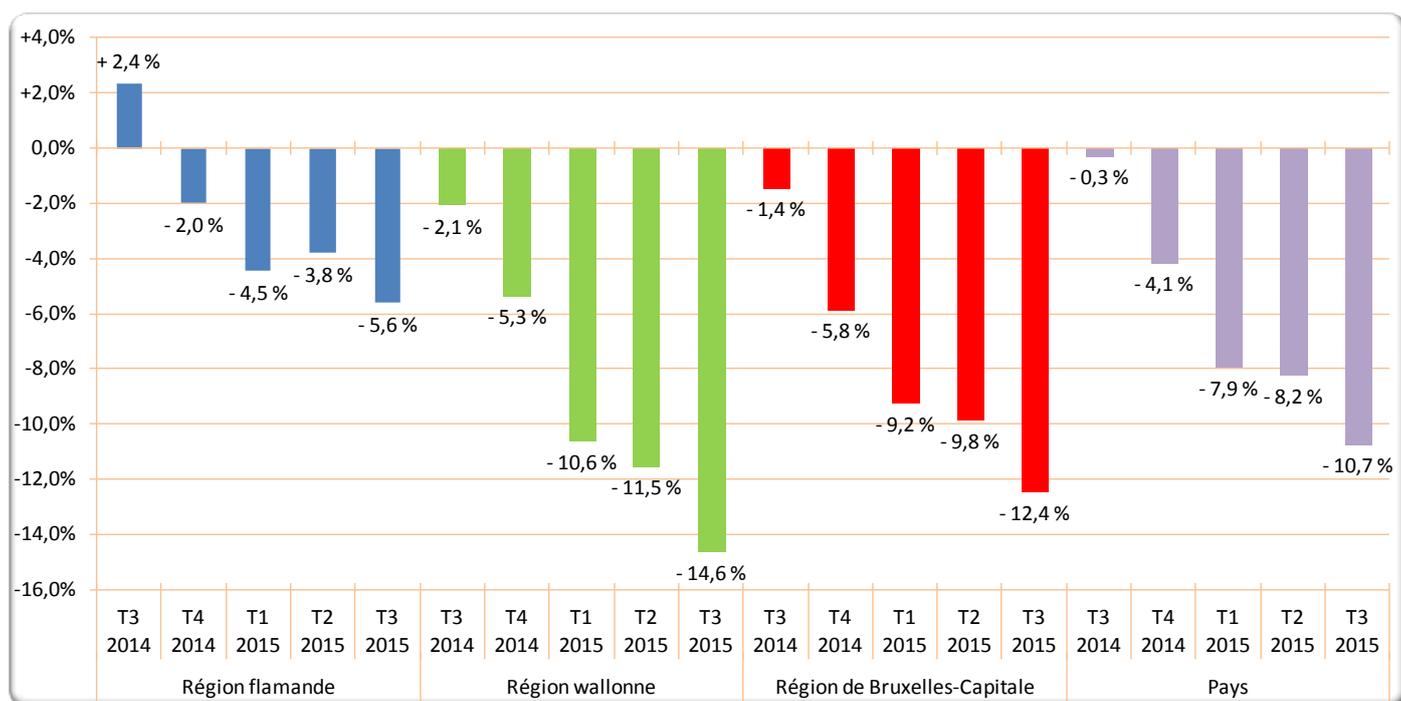
⁸ Le groupe des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE) est composé des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi admis sur la base d'un travail à temps plein, des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi admis sur la base des études, des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi admis sur la base d'un travail à temps partiel volontaire et des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi bénéficiaires d'un complément d'entreprise.

Tableau 15 (suite)

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2013	T1	174 658	205 101	81 301	461 061	2013	T1	101	94	107	99
	T2	170 140	199 235	81 413	450 788		T2	107	94	109	101
	T3	174 538	203 735	82 285	460 558		T3	109	94	107	101
	T4	175 006	202 523	81 204	458 733		T4	117	98	111	107
	Année	173 586	202 648	81 551	457 785		Année	108	95	108	102
2014	T1	191 262	208 380	83 566	483 208	2014	T1	111	96	110	104
	T2	176 518	195 822	79 950	452 289		T2	111	93	107	101
	T3	178 641	199 556	81 119	459 316		T3	111	92	105	101
	T4	171 543	191 740	76 472	439 755		T4	115	93	105	102
	Année	179 491	198 874	80 277	458 642		Année	112	93	107	102
2015	T1	182 743	186 341	75 861	444 945	2015	T1	106	86	100	95
	T2	169 836	173 289	72 091	415 216		T2	107	82	96	93
	T3	168 638	170 447	71 035	410 121		T3	105	79	92	90

Graphique 13

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le nombre de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi s'élève en moyenne au 3^{ème} trimestre 2015 à 410 121 unités, soit 49 195 de moins qu'en T3 2014. La diminution à un an d'intervalle depuis le 3^{ème} trimestre 2014 continue de s'amplifier (- 7,9 % en T1 2015, - 8,2 % en T2 2015 et - 10,7% en T3 2015).

La diminution, sur base annuelle, est la plus forte en Régions wallonne et de Bruxelles-Capitale : respectivement - 14,6% et - 12,4% contre - 5,6 % en Région flamande. Cela peut s'expliquer du fait que les Régions wallonne et de Bruxelles-Capitale comptent proportionnellement plus d'allocataires d'insertion, en particulier de longue durée, que la Région flamande.

Pour l'interprétation des statistiques à partir du 1^{er} janvier 2015, il est important de rappeler les modifications réglementaires afférentes aux allocations d'insertion. Le droit aux allocations d'insertion a, en effet, été limité à 3 ans ou à 3 ans à partir de 30 ans en fonction de la catégorie familiale. Cette modification réglementaire date de fin 2011 mais elle n'a produit ses effets qu'à partir du 1^{er} janvier 2015.

Selon les chiffres les plus récents⁹, au cours des 9 premiers mois de 2015, 26 840 chômeurs qui bénéficiaient d'allocations d'insertion ont perdu leur droit à ces allocations d'insertion. Un certain nombre d'entre eux sont sortis de l'assurance-chômage pour d'autres raisons, plus particulièrement en retrouvant du travail. Enfin, nous pouvons rappeler que la mesure réglementaire précitée est structurelle et qu'elle entraînera chaque mois des nouvelles fins de droit.

Tableau 16
Nombre de CCI-DE en fin de droit aux allocations d'insertion

	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Hommes	Femmes	<25 ans	25-29 ans	30-39 ans	40-49 ans	50 ans et plus	Total
T1 2015	3 184	13 161	3 478	7 387	12 436	1 949	3 988	8 236	4 672	978	19 823
T2 2015	564	1 803	398	1 244	1 521	520	826	1 090	290	39	2 765
T3 2015*	828	2 849	575	1 841	2 411	1 009	1 407	1 365	408	63	4 252
Total	4 576	17 813	4 451	10 472	16 368	3 478	6 221	10 691	5 370	1 080	26 840
	17,0%	66,4%	16,6%	39,0%	61,0%	13,0%	23,2%	39,8%	20,0%	4,0%	100,0%

* Chiffres provisoires septembre 2015.

⁹ Jusqu'à présent, l'ONEM ne communiquait que des chiffres provisoires sur l'impact réel de la limitation du droit aux allocations d'insertion. Dorénavant, l'ONEM publiera des chiffres recalculés pour les mois précédents. En effet, pour le passé, nous pouvons prendre en compte des arriérés de paiements qui nous permettent d'affiner le flux sortant. Pour le mois le plus récent (dans ce cas-ci septembre 2015), l'ONEM ne peut communiquer que des chiffres provisoires qui peuvent donc encore évoluer en fonction d'arriérés de paiements et des délais réglementaires de communication d'événements particuliers susceptibles d'avoir une influence sur le droit à ces allocations. Bien que la différence entre les chiffres provisoires et les chiffres recalculés soit faible pour la période cumulée, elle est néanmoins significative si l'on considère les chiffres mensuellement. Il en ressort que les données provisoires pour janvier 2015 ont été surestimées et que celles des autres mois ont été sous-évaluées.

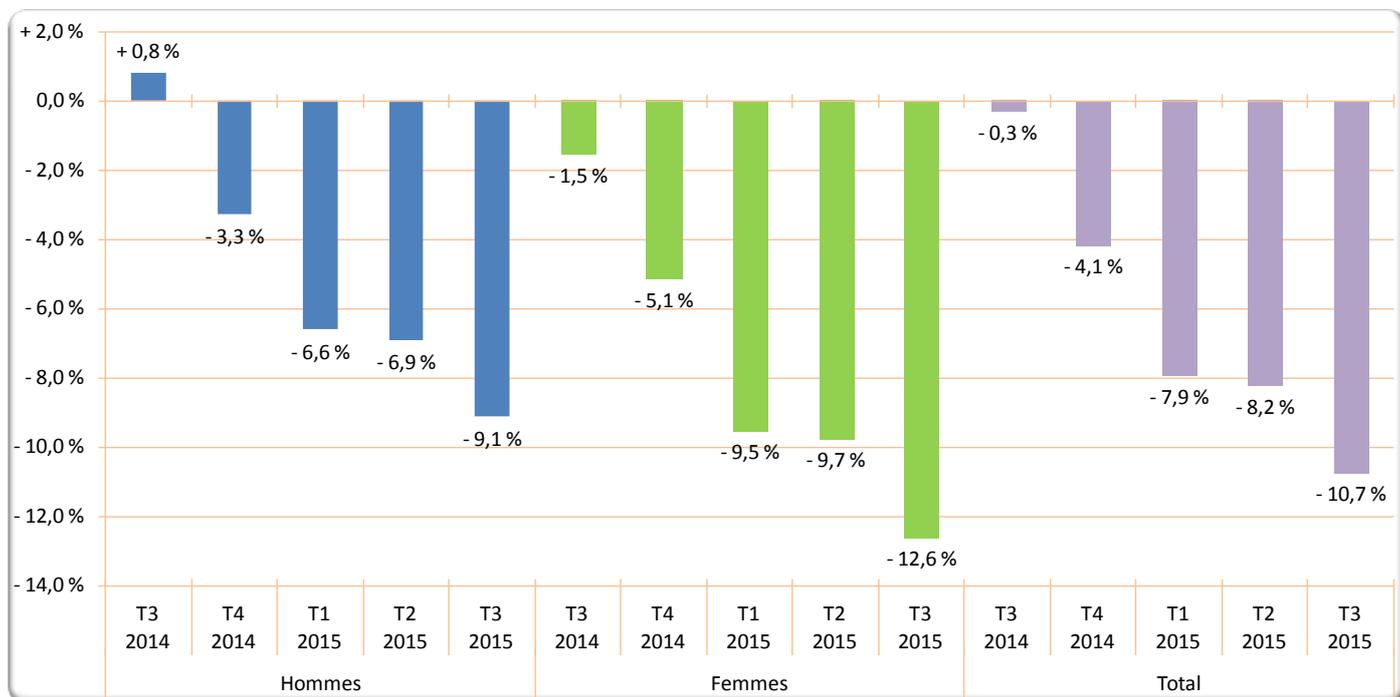
4.2 Par genre

Tableau 17
Evolution des CCI-DE par genre

		Hommes	Femmes	Total			Hommes	Femmes	Total
2007	T1	225 640	240 498	466 138	2007	T1	100	100	100
	T2	214 680	231 066	445 747		T2	100	100	100
	T3	217 178	237 444	454 622		T3	100	100	100
	T4	208 045	221 377	429 422		T4	100	100	100
	Année	216 386	232 596	448 982		Année	100	100	100
2008	T1	214 914	223 015	437 929	2008	T1	95	93	94
	T2	201 704	212 374	414 077		T2	94	92	93
	T3	206 275	219 699	425 974		T3	95	93	94
	T4	206 063	209 387	415 450		T4	99	95	97
	Année	207 239	216 119	423 358		Année	96	93	94
2009	T1	229 931	218 873	448 804	2009	T1	102	91	96
	T2	232 250	217 102	449 353		T2	108	94	101
	T3	241 674	226 571	468 245		T3	111	95	103
	T4	236 769	216 684	453 453		T4	114	98	106
	Année	235 156	219 808	454 964		Année	109	95	101
2010	T1	251 046	225 047	476 093	2010	T1	111	94	102
	T2	238 964	217 947	456 911		T2	111	94	103
	T3	239 421	223 833	463 254		T3	110	94	102
	T4	231 898	214 680	446 579		T4	111	97	104
	Année	240 332	220 377	460 709		Année	111	95	103
2011	T1	239 755	219 649	459 404	2011	T1	106	91	99
	T2	225 768	210 147	435 915		T2	105	91	98
	T3	231 256	218 008	449 265		T3	106	92	99
	T4	226 404	210 658	437 062		T4	109	95	102
	Année	230 796	214 616	445 412		Année	107	92	99
2012	T1	237 296	214 807	452 103	2012	T1	105	89	97
	T2	227 289	206 457	433 746		T2	106	89	97
	T3	231 702	213 245	444 947		T3	107	90	98
	T4	229 990	204 837	434 827		T4	111	93	101
	Année	231 569	209 836	441 406		Année	107	90	98
2013	T1	248 783	212 277	461 061	2013	T1	110	88	99
	T2	242 533	208 254	450 788		T2	113	90	101
	T3	245 779	214 778	460 558		T3	113	90	101
	T4	246 432	212 300	458 733		T4	118	96	107
	Année	245 882	211 903	457 785		Année	114	91	102
2014	T1	263 618	219 590	483 208	2014	T1	117	91	104
	T2	246 192	206 098	452 289		T2	115	89	101
	T3	247 785	211 531	459 316		T3	114	89	101
	T4	238 342	201 413	439 755		T4	115	91	102
	Année	248 984	209 658	458 642		Année	115	90	102
2015	T1	246 207	198 738	444 945	2015	T1	109	83	95
	T2	229 195	186 021	415 216		T2	107	81	93
	T3	225 189	184 931	410 121		T3	104	78	90

Graphique 14

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le chômage masculin et le chômage féminin évoluent de manière très différente. Le chômage complet féminin est, en effet, nettement moins sensible à l'évolution de la conjoncture. Il est d'ailleurs resté en deçà des 100 points sur toute la période, c.-à-d. sous le niveau d'avant la crise. De T2 2013 à T1 2014, le chômage complet féminin avait à nouveau légèrement augmenté mais depuis T2 2014, il baisse à nouveau à un an d'intervalle. En T3 2015, cette baisse est de 12,6 % par rapport à T3 2014.

En revanche, le chômage complet masculin suit bien davantage l'évolution de la conjoncture. Nonobstant le léger redressement conjoncturel entre T3 2010 et T1 2012 au cours duquel le chômage complet masculin a baissé, ce dernier n'a jamais retrouvé le niveau d'avant la crise. En 2012, la conjoncture économique s'est à nouveau renversée. Ce revirement de tendance s'est très vite répercuté sur le chômage complet masculin. Depuis le 2^{ème} trimestre 2012, à un an d'intervalle, la hausse a été continue mais s'est ralentie à partir de T1 2014. Depuis T4 2014, on enregistre aussi chez les hommes une baisse. En T3 2015, cette baisse est de 9,1 % par rapport à T3 2014.

La diminution des 4 derniers trimestres n'empêche pas que le chômage complet des hommes avec 225 189 unités en T3 2015 reste encore toujours de 4 % supérieur à celui enregistré en 2007, année précédant la crise économique. Quant aux femmes en chômage complet, elles sont 22 % moins nombreuses en T3 2015 qu'en T3 2007.

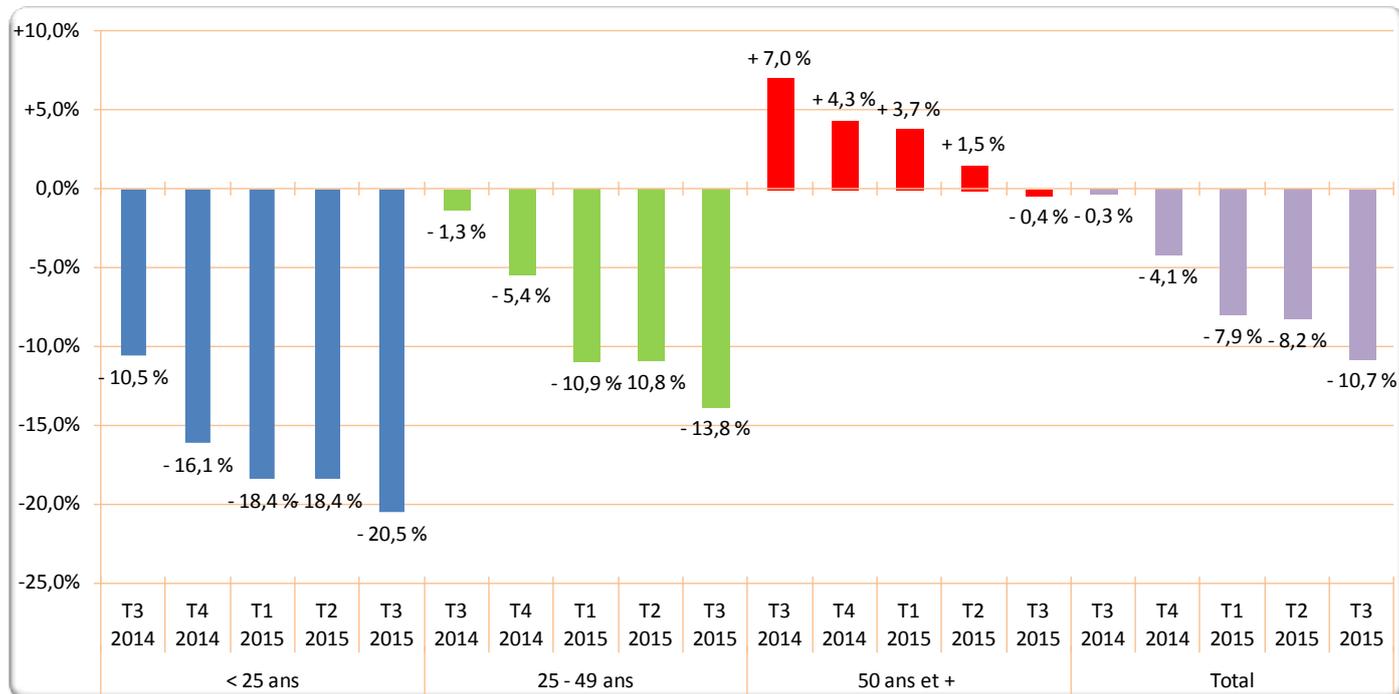
4.3 Par classe d'âge

Tableau 18
Evolution des CCI-DE par classe d'âge

		< 25 ans	25 - 49 ans	50 ans et +	Total			< 25 ans	25 - 49 ans	50 ans et +	Total
2007	T1	65 548	301 684	98 906	466 138	2007	T1	100	100	100	100
	T2	61 332	284 715	99 700	445 747		T2	100	100	100	100
	T3	66 695	286 518	101 409	454 622		T3	100	100	100	100
	T4	60 403	268 214	100 805	429 422		T4	100	100	100	100
	Année	63 494	285 283	100 205	448 982		Année	100	100	100	100
2008	T1	60 249	274 011	103 669	437 929	2008	T1	92	91	105	94
	T2	56 209	256 212	101 656	414 077		T2	92	90	102	93
	T3	61 542	261 814	102 618	425 974		T3	92	91	101	94
	T4	58 568	253 902	102 980	415 450		T4	97	95	102	97
	Année	59 142	261 485	102 731	423 358		Année	93	92	103	94
2009	T1	64 101	276 531	108 172	448 804	2009	T1	98	92	109	96
	T2	64 622	275 557	109 174	449 353		T2	105	97	110	101
	T3	70 895	285 288	112 061	468 245		T3	106	100	111	103
	T4	65 973	275 030	112 450	453 453		T4	109	103	112	106
	Année	66 398	278 102	110 464	454 964		Année	105	97	110	101
2010	T1	67 732	290 858	117 503	476 093	2010	T1	103	96	119	102
	T2	63 420	277 018	116 473	456 911		T2	103	97	117	103
	T3	67 145	278 971	117 138	463 254		T3	101	97	116	102
	T4	61 554	268 498	116 526	446 579		T4	102	100	116	104
	Année	64 963	278 836	116 910	460 709		Année	102	98	117	103
2011	T1	61 169	278 715	119 521	459 404	2011	T1	93	92	121	99
	T2	55 946	262 044	117 924	435 915		T2	91	92	118	98
	T3	62 254	268 162	118 849	449 265		T3	93	94	117	99
	T4	58 852	260 182	118 028	437 062		T4	97	97	117	102
	Année	59 555	267 276	118 580	445 412		Année	94	94	118	99
2012	T1	59 008	273 184	119 911	452 103	2012	T1	90	91	121	97
	T2	52 746	262 778	118 222	433 746		T2	86	92	119	97
	T3	56 417	270 031	118 499	444 947		T3	85	94	117	98
	T4	58 357	260 840	115 630	434 827		T4	97	97	115	101
	Année	56 632	266 708	118 065	441 406		Année	89	93	118	98
2013	T1	62 358	281 166	117 537	461 061	2013	T1	95	93	119	99
	T2	57 193	273 905	119 690	450 788		T2	93	96	120	101
	T3	58 457	279 166	122 935	460 558		T3	88	97	121	101
	T4	60 332	273 364	125 037	458 733		T4	100	102	124	107
	Année	59 585	276 900	121 300	457 785		Année	94	97	121	102
2014	T1	62 134	290 735	130 338	483 208	2014	T1	95	96	132	104
	T2	52 721	270 379	129 189	452 289		T2	86	95	130	101
	T3	52 293	275 531	131 492	459 316		T3	78	96	130	101
	T4	50 627	258 696	130 431	439 755		T4	84	96	129	102
	Année	54 444	273 835	130 363	458 642		Année	86	96	130	102
2015	T1	50 693	259 045	135 207	444 945	2015	T1	77	86	137	95
	T2	43 020	241 074	131 122	415 216		T2	70	85	132	93
	T3	41 579	237 538	131 004	410 121		T3	62	83	129	90

Graphique 15

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



L'évolution récente du chômage complet, à un an d'intervalle, varie considérablement d'une classe d'âge à l'autre. Dans les classes d'âge inférieures à 50 ans, le nombre de chômeurs complets tend à diminuer depuis début 2014 alors que la classe d'âge des 50 ans et + connaît depuis longtemps déjà une augmentation. En T3 2015, il y a aussi, pour la première fois depuis longtemps, une baisse (sur base annuelle) de 0,4 % chez les 50 ans et +. Pour la classe d'âge inférieure à 25 ans, la baisse (sur base annuelle) est de 20,5% et de 13,8% pour celle de 25 à 49 ans.

La diminution dans les classes d'âge inférieures à 50 ans est en premier lieu due à l'amélioration de la conjoncture qui (en particulier chez les plus jeunes) a été renforcée par l'introduction du plan ACTIVA pour les jeunes peu qualifiés de moins de 30 ans et par le renforcement du suivi du comportement de recherche d'emploi pour les bénéficiaires d'allocations d'insertion. Ensuite, cette baisse a bien entendu aussi résulté de la modification réglementaire afférente aux allocations d'insertion qui a eu un impact sur les classes d'âge inférieures à 50 ans.

La hausse dans la classe d'âge des 50 ans et + s'explique par le relèvement de l'âge à partir duquel une demande de dispense d'inscription comme demandeur d'emploi peut être introduite. Cet âge a été porté à 60 ans au 1^{er} janvier 2013. De ce fait, bon nombre de chômeurs âgés de 58 et 59 ans qui pouvaient auparavant demander cette dispense restent demandeurs d'emploi. Depuis le 1^{er} janvier 2015, des restrictions ont été apportées à la possibilité de demander une dispense d'inscription comme demandeur d'emploi pour les nouveaux entrants âgés de 60 ans ou plus.

Les effets de cette évolution réglementaire ne se font plus ressentir, en T3 2015, que chez les chômeurs âgés de 59 ans ou plus. En T3 2015, on enregistre une hausse de 1/3 du nombre de chômeurs complets de 59 ans ou plus par rapport à T3 2014 (+ 6 742). Par contre, le nombre de chômeurs indemnisés demandeurs d'emploi âgés de 50 à 58 ans a régressé de 7 230 unités (- 6,5 %) entre T3 2014 et T3 2015.

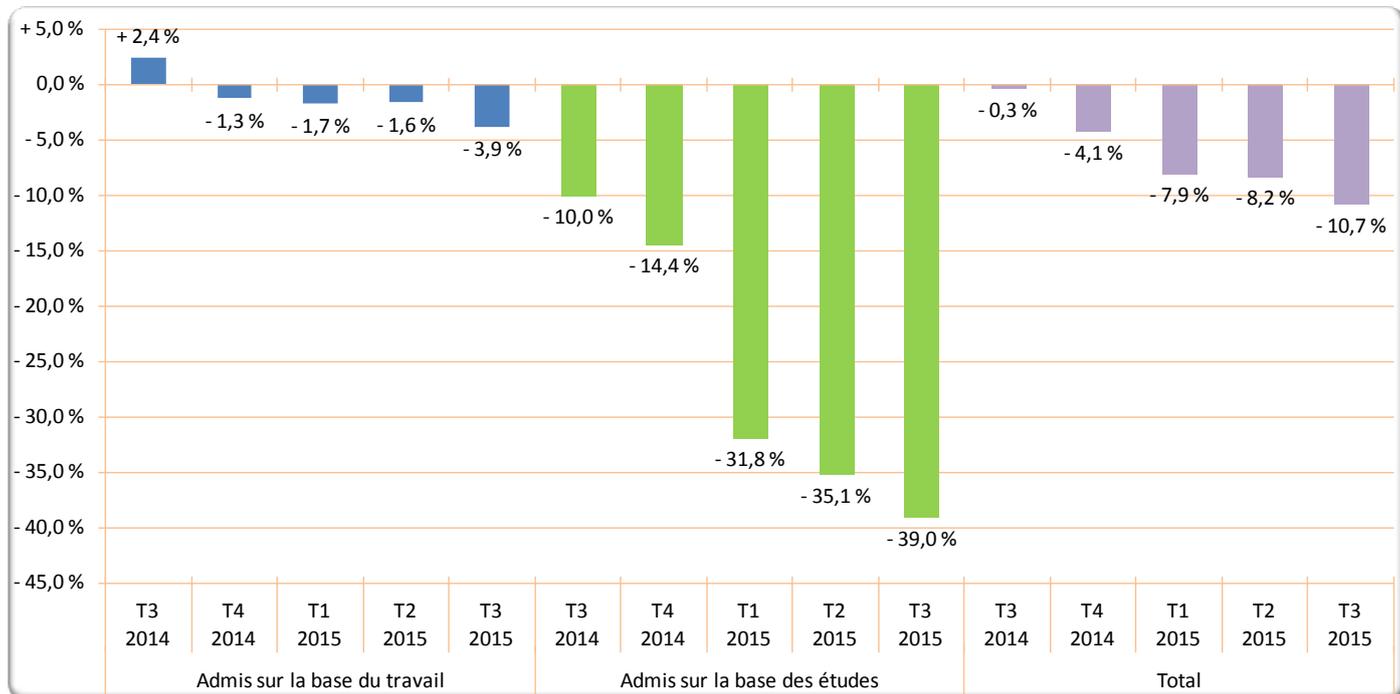
4.4 Par base d'admission

Tableau 19
Evolution des CCI-DE par base d'admission

		Admis sur la base du travail	Admis sur la base des études	Total			Admis sur la base du travail à temps plein	Admis sur la base des études	Total
2007	T1	347 697	118 441	466 138	2007	T1	100	100	100
	T2	332 165	113 582	445 747		T2	100	100	100
	T3	333 409	121 213	454 622		T3	100	100	100
	T4	316 851	112 570	429 422		T4	100	100	100
	Année	332 530	116 452	448 982		Année	100	100	100
2008	T1	326 846	111 082	437 929	2008	T1	94	94	94
	T2	308 560	105 517	414 077		T2	93	93	93
	T3	314 584	111 390	425 974		T3	94	92	94
	T4	309 829	105 621	415 450		T4	98	94	97
	Année	314 955	108 403	423 358		Année	95	93	94
2009	T1	340 648	108 156	448 804	2009	T1	98	91	96
	T2	342 039	107 314	449 353		T2	103	94	101
	T3	352 906	115 339	468 245		T3	106	95	103
	T4	344 492	108 961	453 453		T4	109	97	106
	Année	345 021	109 943	454 964		Année	104	94	101
2010	T1	365 157	110 936	476 093	2010	T1	105	94	102
	T2	349 260	107 651	456 911		T2	105	95	103
	T3	349 431	113 823	463 254		T3	105	94	102
	T4	339 119	107 460	446 579		T4	107	95	104
	Année	350 742	109 967	460 709		Année	105	94	103
2011	T1	352 234	107 171	459 404	2011	T1	101	90	99
	T2	334 909	101 005	435 915		T2	101	89	98
	T3	339 889	109 375	449 265		T3	102	90	99
	T4	331 961	105 101	437 062		T4	105	93	102
	Année	339 748	105 663	445 412		Année	102	91	99
2012	T1	348 022	104 081	452 103	2012	T1	100	88	97
	T2	337 073	96 673	433 746		T2	101	85	97
	T3	343 837	101 111	444 947		T3	103	83	98
	T4	333 037	101 790	434 827		T4	105	90	101
	Année	340 492	100 914	441 406		Année	102	87	98
2013	T1	357 217	103 843	461 061	2013	T1	103	88	99
	T2	353 083	97 705	450 788		T2	106	86	101
	T3	361 178	99 380	460 558		T3	108	82	101
	T4	358 431	100 302	458 733		T4	113	89	107
	Année	357 477	100 308	457 785		Année	108	86	102
2014	T1	383 615	99 593	483 208	2014	T1	110	84	104
	T2	363 686	88 603	452 289		T2	109	78	101
	T3	369 829	89 487	459 316		T3	111	74	101
	T4	353 855	85 900	439 755		T4	112	76	102
	Année	367 746	90 896	458 642		Année	111	78	102
2015	T1	377 059	67 886	444 945	2015	T1	108	57	95
	T2	357 715	57 501	415 216		T2	108	51	93
	T3	355 552	54 568	410 121		T3	107	45	90

Graphique 16

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Après un redressement temporaire enregistré en 2011, sur base annuelle, le nombre de CCI-DE admis sur la base du travail s'est à nouveau légèrement accru en 2012, 2013 et 2014. Depuis T4 2014, on enregistre, sur base annuelle, une légère diminution du nombre de CCI-DE admis sur la base du travail. En T3 2015, cette baisse est de 3,9 % sur base annuelle.

Par contre, le nombre de CCI-DE admis sur la base des études diminue, à un an d'intervalle, depuis déjà 21 trimestres (à l'exception de T2 2013). Influencée au départ par le plan win win, cette baisse s'est encore accentuée en 2014 sous l'effet du plan ACTIVA pour les jeunes peu qualifiés de moins de 30 ans, du renforcement du suivi du comportement de recherche d'emploi pour les bénéficiaires d'allocations d'insertion et de l'introduction de ce suivi pour les jeunes en stage d'insertion. Compte tenu des fins de droits pour un certain nombre d'allocataires d'insertion à partir du 1^{er} janvier 2015, cette diminution est encore plus forte pour les trois premiers trimestres de 2015 : - 31,8 % en T1 2015, - 35,1 % en T2 2015 et - 39,0% en T3 2015. Comparativement à T3 2007, le nombre de CCI-DE admis sur la base des études a diminué de plus de la moitié.

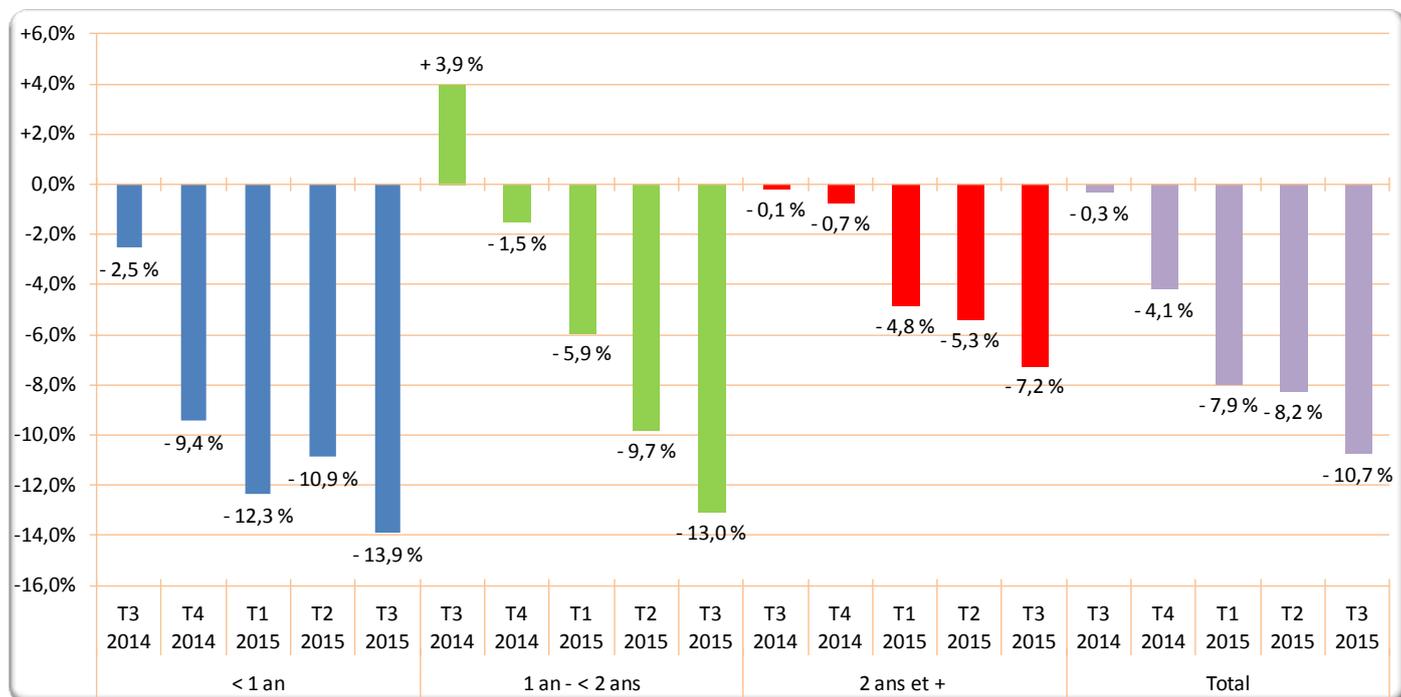
4.5 Par durée de chômage

Tableau 20
Evolution des CCI-DE par durée de chômage

		< 1 an	1 an - < 2 ans	2 ans et +	Total			< 1 an	1 an - < 2 ans	2 ans et +	Total
2007	T1	147 851	74 983	243 304	466 138	2007	T1	100	100	100	100
	T2	134 250	72 018	239 479	445 747		T2	100	100	100	100
	T3	142 885	72 619	239 118	454 622		T3	100	100	100	100
	T4	136 776	66 577	226 068	429 422		T4	100	100	100	100
	Année	140 440	71 549	236 992	448 982		Année	100	100	100	100
2008	T1	147 214	67 592	223 123	437 929	2008	T1	100	90	92	94
	T2	133 576	65 076	215 426	414 077		T2	99	90	90	93
	T3	143 161	67 641	215 173	425 974		T3	100	93	90	94
	T4	144 638	65 013	205 798	415 450		T4	106	98	91	97
	Année	142 147	66 330	214 880	423 358		Année	101	93	91	94
2009	T1	170 452	70 843	207 509	448 804	2009	T1	115	94	85	96
	T2	170 691	72 628	206 034	449 353		T2	127	101	86	101
	T3	178 955	79 765	209 524	468 245		T3	125	110	88	103
	T4	169 562	80 309	203 582	453 453		T4	124	121	90	106
	Année	172 415	75 886	206 662	454 964		Année	123	106	87	101
2010	T1	176 008	90 766	209 319	476 093	2010	T1	119	121	86	102
	T2	158 555	90 613	207 743	456 911		T2	118	126	87	103
	T3	159 582	91 987	211 684	463 254		T3	112	127	89	102
	T4	154 967	83 693	207 918	446 579		T4	113	126	92	104
	Année	162 278	89 265	209 166	460 709		Année	116	125	88	103
2011	T1	163 822	83 038	212 544	459 404	2011	T1	111	111	87	99
	T2	149 206	77 571	209 138	435 915		T2	111	108	87	98
	T3	157 383	78 879	213 003	449 265		T3	110	109	89	99
	T4	156 397	74 183	206 482	437 062		T4	114	111	91	102
	Année	156 702	78 418	210 292	445 412		Année	112	110	89	99
2012	T1	168 427	76 710	206 965	452 103	2012	T1	114	102	85	97
	T2	153 511	76 052	204 183	433 746		T2	114	106	85	97
	T3	157 719	80 589	206 639	444 947		T3	110	111	86	98
	T4	159 055	77 224	198 548	434 827		T4	116	116	88	101
	Année	159 678	77 644	204 084	441 406		Année	114	109	86	98
2013	T1	178 956	82 009	200 096	461 061	2013	T1	121	109	82	99
	T2	170 385	79 225	201 178	450 788		T2	127	110	84	101
	T3	170 560	84 121	205 877	460 558		T3	119	116	86	101
	T4	173 307	82 966	202 459	458 733		T4	127	125	90	107
	Année	173 302	82 080	202 403	457 785		Année	123	115	85	102
2014	T1	188 684	88 585	205 939	483 208	2014	T1	128	118	85	104
	T2	166 514	84 626	201 150	452 289		T2	124	118	84	101
	T3	166 289	87 422	205 604	459 316		T3	116	120	86	101
	T4	156 949	81 759	201 047	439 755		T4	115	123	89	102
	Année	169 609	85 598	203 435	458 642		Année	121	120	86	102
2015	T1	165 442	83 389	196 114	444 945	2015	T1	112	111	81	95
	T2	148 404	76 391	190 421	415 216		T2	111	106	80	93
	T3	143 225	76 054	190 841	410 121		T3	100	105	80	90

Graphique 17

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



L'évolution du chômage complet de courte durée (de moins d'un an) indique de manière précise le moment où la crise impacte le marché de l'emploi. C'est à partir du 1^{er} trimestre 2009 que le chômage de courte durée entame une progression considérable à un an d'intervalle. Cette hausse perdure jusqu'au 1^{er} trimestre 2010. Par la suite, le chômage de courte durée se replie et se stabilise jusqu'en fin 2012. De fin 2012 à début 2014, durant toute cette période, le chômage de moins d'un an repart à la hausse. Au 1^{er} trimestre 2014, cette hausse atteint un sommet (188 684 paiements). Depuis le 2^{ème} trimestre 2014, le chômage de courte durée a renoué avec la baisse qui s'est renforcée à partir de T4 2014. En T3 2015, la baisse est de 13,9 % sur base annuelle.

Le chômage complet de 1 à moins de 2 ans a atteint un sommet durant le 3^{ème} trimestre 2010 (91 987 paiements). Au cours des 2 années suivantes, il se replie sous l'effet du renforcement des mesures d'activation. Depuis début 2013, le nombre de chômeurs complets de 1 à moins de 2 ans progresse de nouveau et ce, jusqu'au 3^{ème} trimestre 2014. A partir de T4 2014, on enregistre à nouveau un recul. Il est de - 13,0 % en T3 2015 sur base annuelle.

Enfin, le chômage complet de 2 ans et + a connu une évolution particulière. L'impact cumulé du plan d'accompagnement et de suivi des chômeurs, des mesures d'activation et des titres-services a contribué à une évolution à la baisse du chômage de longue durée. Une exception dans cette période de baisse, les années 2010 et 2011 qui ont connu une certaine stabilisation résultant d'entrées plus importantes durant les années de crise 2009 et 2010. Durant les trimestres suivants, on a connu une longue période de baisse qui n'a été interrompue que brièvement en T4 2013 et T1 2014. Du fait de la modification réglementaire relative au droit aux allocations d'insertion, la diminution, à un an d'intervalle, est encore plus importante durant les trois premiers trimestres 2015 : - 4,8 % en T1 2015, - 5,3 % en T2 2015 et - 7,2 % en T3 2015. Le nombre de chômeurs complets de 2 ans et + se réduit ainsi à 190 841 unités en T3 2015, soit 20 % de moins qu'en T3 2007.

4.6

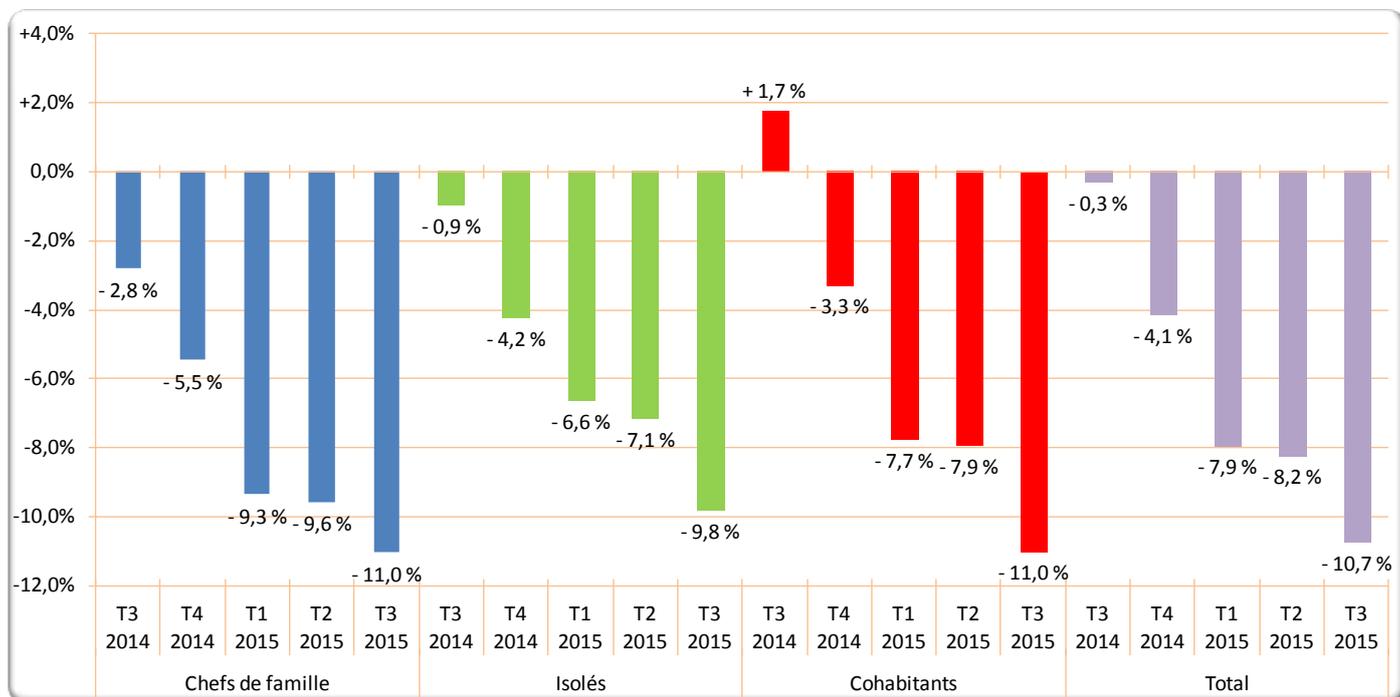
Par catégorie familiale

Tableau 21
Evolution des CCI-DE par catégorie familiale

		Chefs de famille	Isolés	Co-habitants	Autres	Total			Chefs de famille	Isolés	Co-habitants	Total
2007	T1	161 929	110 226	193 829	154	466 138	2007	T1	100	100	100	100
	T2	156 841	105 518	183 253	135	445 747		T2	100	100	100	100
	T3	157 406	106 575	190 527	114	454 622		T3	100	100	100	100
	T4	149 040	102 918	177 323	141	429 422		T4	100	100	100	100
	Année	156 304	106 309	186 233	136	448 982		Année	100	100	100	100
2008	T1	149 838	105 449	182 483	159	437 929	2008	T1	93	96	94	94
	T2	143 361	100 096	170 511	109	414 077		T2	91	95	93	93
	T3	145 397	100 797	179 645	135	425 974		T3	92	95	94	94
	T4	140 942	100 131	174 212	165	415 450		T4	95	97	98	97
	Année	144 884	101 619	176 713	142	423 358		Année	93	96	95	94
2009	T1	147 093	108 152	193 433	127	448 804	2009	T1	91	98	100	96
	T2	147 072	108 437	193 677	166	449 353		T2	94	103	106	101
	T3	150 441	111 827	205 854	123	468 245		T3	96	105	108	103
	T4	145 065	110 426	197 797	165	453 453		T4	97	107	112	106
	Année	147 418	109 710	197 690	145	454 964		Année	94	103	106	101
2010	T1	149 542	117 051	209 333	167	476 093	2010	T1	92	106	108	102
	T2	145 942	112 617	198 217	135	456 911		T2	93	107	108	103
	T3	147 438	112 682	203 100	35	463 254		T3	94	106	107	102
	T4	142 224	110 736	193 612	6	446 579		T4	95	108	109	104
	Année	146 286	113 272	201 065	86	460 709		Année	94	107	108	103
2011	T1	144 698	114 215	200 486	5	459 404	2011	T1	89	104	103	99
	T2	140 040	108 634	187 235	6	435 915		T2	89	103	102	98
	T3	142 581	109 706	196 974	4	449 265		T3	91	103	103	99
	T4	137 347	107 899	191 813	3	437 062		T4	92	105	108	102
	Année	141 167	110 113	194 127	5	445 412		Année	90	104	104	99
2012	T1	139 292	112 467	200 339	5	452 103	2012	T1	86	102	103	97
	T2	135 594	108 697	189 455	1	433 746		T2	86	103	103	97
	T3	137 822	109 589	197 537	0	444 947		T3	88	103	104	98
	T4	132 245	106 317	195 567	697	434 827		T4	89	103	110	101
	Année	136 238	109 267	195 724	176	441 406		Année	87	103	105	98
2013	T1	136 049	112 680	211 633	699	461 061	2013	T1	84	102	109	99
	T2	134 632	110 937	205 108	111	450 788		T2	86	105	112	101
	T3	136 573	111 950	212 007	28	460 558		T3	87	105	111	101
	T4	133 312	111 270	214 134	17	458 733		T4	89	108	121	107
	Année	135 141	111 709	210 720	214	457 785		Année	86	105	113	102
2014	T1	136 611	117 114	229 472	11	483 208	2014	T1	84	106	118	104
	T2	131 401	110 555	210 330	3	452 289		T2	84	105	115	101
	T3	132 737	110 896	215 682	2	459 316		T3	84	104	113	101
	T4	126 034	106 577	207 143	1	439 755		T4	85	104	117	102
	Année	131 696	111 285	215 657	4	458 642		Année	84	105	116	102
2015	T1	123 843	109 385	211 712	4	444 945	2015	T1	76	99	109	95
	T2	118 833	102 673	193 700	11	415 216		T2	76	97	106	93
	T3	118 074	100 043	191 994	9	410 121		T3	75	94	101	90

Graphique 18

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



En 2013 et 2014, le nombre de cohabitants chômeurs complet a augmenté assez fortement suite notamment aux contrôles plus efficaces de la catégorie familiale et à la convergence des régimes d'indemnisation des différentes catégories familiales (voir étude « Evolution récente de la répartition des chômeurs selon la catégorie familiale – juillet 2015). Pour les isolés, cette augmentation est plus faible et chez les chefs de famille, il y a une diminution. Par rapport à 2007, en 2014, le nombre de cohabitants a augmenté de 16 % et le nombre d'isolés de 5 %. A l'inverse, le nombre de chefs de famille a diminué de 16 %.

A un an d'intervalle, pour les 3 premiers trimestres de 2015, on enregistre une baisse substantielle dans chacune des catégories familiales. En T3 2015, cette baisse est de 11,0 % pour les chefs de famille, de 9,8 % pour les isolés et de 11,0 % pour les cohabitants.

Evolution des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés

5.1 Aperçu général

Tableau 22

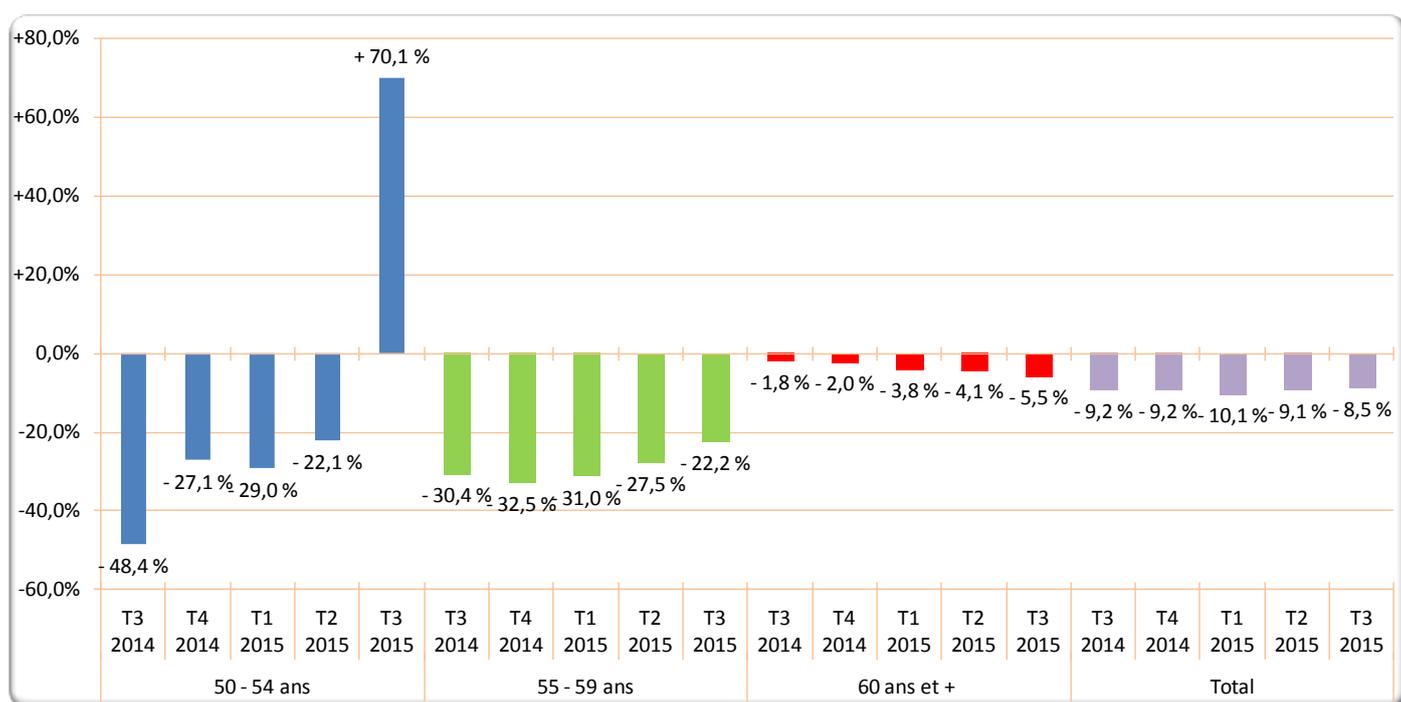
Evolution de l'ensemble des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés

	T3 2007		T3 2014		T3 2015		Evol. T3 2007 - T3 2015	Evol. T3 2014 - T3 2015
Sexe								
Hommes	145 541	66,2 %	103 569	63,6 %	95 730	64,3 %	- 34,2 %	- 7,6 %
Femmes	74 052	33,7 %	59 190	36,4 %	53 205	35,7 %	- 28,2 %	- 10,1 %
Age								
50 - 54 ans	3 669	1,7 %	415	0,3 %	705	0,5 %	- 80,8 %	+ 70,1 %
55 - 59 ans	95 763	43,6 %	31 284	19,2 %	24 340	16,3 %	- 74,6 %	- 22,2 %
60 ans et +	120 305	54,7 %	131 061	80,5 %	123 890	83,2 %	+ 3,0 %	- 5,5 %
BC								
BC Anvers	16 816	7,7 %	12 581	7,7 %	11 354	7,6 %	- 32,5 %	- 9,8 %
BC Bruxelles	15 114	6,9 %	9 863	6,1 %	9 147	6,1 %	- 39,5 %	- 7,3 %
BC Liège	14 525	6,6 %	9 641	5,9 %	9 106	6,1 %	- 37,3 %	- 5,5 %
BC Hasselt	14 222	6,5 %	9 958	6,1 %	10 103	6,8 %	- 29,0 %	+ 1,5 %
BC Gand	13 319	6,1 %	9 963	6,1 %	8 818	5,9 %	- 33,8 %	- 11,5 %
BC Charleroi	11 652	5,3 %	8 436	5,2 %	7 898	5,3 %	- 32,2 %	- 6,4 %
BC Turnhout	11 376	5,2 %	9 419	5,8 %	8 512	5,7 %	- 25,2 %	- 9,6 %
BC Vilvorde	10 838	4,9 %	8 319	5,1 %	7 406	5,0 %	- 31,7 %	- 11,0 %
BC Louvain	9 083	4,1 %	6 949	4,3 %	6 129	4,1 %	- 32,5 %	- 11,8 %
BC Malines	7 830	3,6 %	5 831	3,6 %	5 213	3,5 %	- 33,4 %	- 10,6 %
BC Courtrai	7 566	3,4 %	6 172	3,8 %	5 670	3,8 %	- 25,1 %	- 8,1 %
BC La Louvière	6 909	3,1 %	5 112	3,1 %	4 668	3,1 %	- 32,4 %	- 8,7 %
BC Nivelles	6 420	2,9 %	4 803	3,0 %	4 254	2,9 %	- 33,7 %	- 11,4 %
BC Bruges	6 385	2,9 %	4 548	2,8 %	4 046	2,7 %	- 36,6 %	- 11,0 %
BC Alost	6 016	2,7 %	4 280	2,6 %	3 822	2,6 %	- 36,5 %	- 10,7 %
BC Roulers	5 801	2,6 %	5 060	3,1 %	4 640	3,1 %	- 20,0 %	- 8,3 %
BC Saint-Nicolas	5 576	2,5 %	3 950	2,4 %	3 496	2,3 %	- 37,3 %	- 11,5 %
BC Namur	5 533	2,5 %	4 621	2,8 %	4 445	3,0 %	- 19,7 %	- 3,8 %
BC Ostende	5 469	2,5 %	4 286	2,6 %	3 867	2,6 %	- 29,3 %	- 9,8 %
BC Tongres	5 230	2,4 %	3 534	2,2 %	3 603	2,4 %	- 31,1 %	+ 2,0 %
BC Mons	5 153	2,3 %	3 558	2,2 %	3 183	2,1 %	- 38,2 %	- 10,5 %
BC Tournai	4 835	2,2 %	3 467	2,1 %	2 976	2,0 %	- 38,4 %	- 14,2 %
BC Termonde	4 812	2,2 %	3 456	2,1 %	3 093	2,1 %	- 35,7 %	- 10,5 %
BC Verviers	4 524	2,1 %	3 487	2,1 %	3 141	2,1 %	- 30,6 %	- 9,9 %
BC Huy	2 831	1,3 %	2 138	1,3 %	2 065	1,4 %	- 27,1 %	- 3,4 %
BC Audenarde	2 813	1,3 %	2 423	1,5 %	2 152	1,4 %	- 23,5 %	- 11,2 %
BC Ypres	2 636	1,2 %	2 164	1,3 %	1 982	1,3 %	- 24,8 %	- 8,4 %
BC Arlon	2 382	1,1 %	1 983	1,2 %	1 776	1,2 %	- 25,4 %	- 10,4 %
BC Mouscron	2 120	1,0 %	1 378	0,8 %	1 149	0,8 %	- 45,8 %	- 16,6 %
BC Boom	1 951	0,9 %	1 376	0,8 %	1 220	0,8 %	- 37,5 %	- 11,4 %
Répartition régionale								
Région flamande	137 739	62,7 %	104 271	64,1 %	95 128	63,9 %	- 30,9 %	- 8,8 %
Région wallonne	66 884	30,4 %	48 625	29,9 %	44 660	30,0 %	- 33,2 %	- 8,2 %
Région de Bruxelles-Capitale	15 114	6,9 %	9 863	6,1 %	9 147	6,1 %	- 39,5 %	- 7,3 %
Total	219 737	100 %	162 759	100 %	148 935	100 %	- 32,2 %	- 8,5 %

Tableau 22 (suite)

	T3 2007	T3 2014	T3 2015	Evol. T3 2007 - T3 2015	Evol. T3 2014 - T3 2015
Branche d'activités regroupées					
Agriculture, sylviculture, pêche	929	685	609	0,4 %	- 34,5 %
Extraction de minerais	9 760	5 824	5 199	4,4 %	- 46,7 %
Industrie de transformation	96 871	62 314	56 235	44,1 %	- 41,9 %
dont:					
<i>construction mécanique</i>	33 868	23 581	22 004	15,4 %	- 35,0 %
<i>production métallurgique</i>	8 668	4 701	1 315	3,9 %	- 84,8 %
<i>industrie chimique</i>	10 963	7 416	6 305	5,0 %	- 42,5 %
<i>industrie alimentaire</i>	8 826	5 862	5 200	4,0 %	- 41,1 %
Construction	17 639	13 358	13 130	8,0 %	- 25,6 %
Electricité, eau, gaz	200	85	70	0,1 %	- 64,8 %
Commerce, banques, assurances	21 452	12 777	10 920	9,8 %	- 49,1 %
Transports, communications	6 507	5 221	4 750	3,0 %	- 27,0 %
Services	53 134	46 104	42 050	24,2 %	- 20,9 %
Activités insuffisamment décrites	13 245	16 392	15 971	6,0 %	+ 20,6 %
Total	219 737	162 759	148 935	100 %	- 32,2 %

Graphique 19
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Lorsqu'on totalise les chômeurs avec complément d'entreprise et les chômeurs âgés dispensés, on constate, à un an d'intervalle, une baisse globale de 8,5 %. Cette baisse se situe dans la classe d'âge des 55 ans et plus. Contrairement aux trimestres précédents, la classe d'âge des 50-54 ans connaît une forte croissance de 70,1 %. Cette croissance s'explique du fait de la dérogation aux conditions d'âge pour obtenir le statut de chômeur avec complément d'entreprise (RCC) dont ont pu bénéficier les ex-travailleurs de Ford Genk (cf. Tableau 23).

Tableau 23

Les chômeurs avec complément d'entreprise et les chômeurs âgés dispensés de 50 à-54 ans:
Evolution sur base annuelle en chiffres absolus

	RCC et Chômeurs âgés dispensés			Dont RCC		
	T3 2014	T3 2015	Evol. T3 2014 - T3 2015	T3 2014	T3 2015	Evol. T3 2014 - T3 2015
BC Hasselt et Tongres	21	421	+ 400	19	420	+ 401
Autres BC	393	284	- 109	328	247	- 81
Total	414	705	- 291	347	667	- 321

Le tableau Tableau 23 présente l'évolution des chômeurs avec complément d'entreprise (RCC) et les chômeurs âgés dispensés de 50 à 54 ans dans les bureaux de chômage de Hasselt et de Tongres où les dossiers des ex-travailleurs de Ford Genk sont traités et compare cette évolution à celle des autres bureaux du chômage du pays. Il en ressort que dans ces autres bureaux, la tendance baissière constatée les années précédentes pour cette classe d'âge perdure : (- 109 unités pour la population totale et - 81 pour les chômeurs avec complément d'entreprise).

Nonobstant la hausse dans la classe d'âge des 50 à 54 ans résultant de la mesure exceptionnelle, cette classe d'âge ne représente qu'une très faible part de la population totale des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés : (0,5% contre 16,3% pour les 55- à 59-ans et 83,2% pour les 60 ans et+; cf. tableau Tableau 22).

5.2

Evolution des chômeurs avec complément d'entreprise

Tableau 24

Evolution du nombre total de chômeurs avec complément d'entreprise par classe d'âge

Age	T3 2007			T3 2014			T3 2015		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	2 616	761	3 377	298	49	347	595	73	667
55 - 59 a.	31 736	8 300	40 036	19 552	6 854	26 405	17 678	5 079	22 757
60 a. et +	56 882	13 457	70 340	55 151	24 090	79 241	52 917	24 625	77 542
Total	91 234	22 519	113 752	75 001	30 992	105 993	71 190	29 777	100 967

Age	Evol. T3 2007 - T3 2015			Evol. T3 2014 - T3 2015		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	- 77,3 %	- 90,5 %	- 80,2 %	+ 99,6 %	+ 49,3 %	+ 92,5 %
55 - 59 a.	- 44,3 %	- 38,8 %	- 43,2 %	- 9,6 %	- 25,9 %	- 13,8 %
60 a. et +	- 7,0 %	+ 83,0 %	+ 10,2 %	- 4,1 %	+ 2,2 %	- 2,1 %
Total	- 22,0 %	+ 32,2 %	- 11,2 %	- 5,1 %	- 3,9 %	- 4,7 %

Tableau 25

Dont demandeurs d'emploi¹⁰

Age	T3 2014			T3 2015			Evol. T3 2014 - T3 2015		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	151	38	188	378	60	438	+ 150,9 %	+ 58,4 %	+ 132,4 %
55 - 59 a.	2 519	1 101	3 620	2 877	1 104	3 982	+ 14,2 %	+ 0,3 %	+ 10,0 %
60 a. et +	718	364	1 082	1 073	575	1 648	+ 49,4 %	+ 58,2 %	+ 52,4 %
Total	3 388	1 502	4 890	4 328	1 739	6 068	+ 27,8 %	+ 15,8 %	+ 24,1 %

Par rapport au 3^{ème} trimestre 2007, le nombre de chômeurs avec complément d'entreprise a chuté dans les classes d'âge de 50 à 54 ans (- 80,2 %) et 55-59 ans (- 43,2 %). Pour les 60 ans et +, on enregistre, par contre, une hausse de 10,2 %. Cette hausse se retrouve exclusivement chez les femmes (+ 83,0% alors que le nombre d'hommes diminue de 7,0 %) ce qui s'explique par le relèvement progressif de l'âge de la pension des femmes de 60 à 65 ans.

Sur base annuelle, on enregistre en T3 2015 une baisse de 4,7 % de la population totale des chômeurs avec complément d'entreprise. Le nombre de demandeurs d'emploi augmente, toutefois, encore (+ 24,1%) de sorte que la part des demandeurs d'emploi au sein des chômeurs avec complément d'entreprise atteint les 6%.

L'évolution du chômage avec complément d'entreprise est influencée par les renforcements successifs des conditions d'octroi de ce statut. Elle doit aussi être considérée à la lumière de l'évolution démographique. La population active de 50-64 ans a considérablement augmenté depuis 2004 (+ 60,1 % entre T2 2004 et T2 2015), alors que celle des 15-49 a légèrement baissé (- 1,9 %).¹¹

¹⁰ Depuis juillet 2014, les chômeurs avec complément d'entreprise demandeurs d'emploi sont aussi repris dans le groupe des CCI-DE (voir chapitre 4).

¹¹ Source: Eurostat – EFT Population active (lfsq_agan).

5.3

Evolution des chômeurs âgés dispensés

Tableau 26

Evolution des chômeurs âgés dispensés par classe d'âge

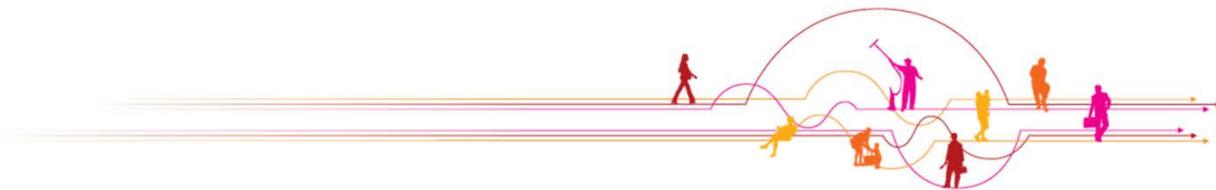
Age	T3 2007			T3 2014			T3 2015		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	127	165	292	37	31	68	28	10	38
55 - 59 a.	25 545	30 181	55 727	2 554	2 324	4 878	1 045	538	1 583
60 a. et +	28 647	21 319	49 965	25 977	25 843	51 820	23 468	22 880	46 347
Total	54 319	51 665	105 984	28 568	28 198	56 766	24 540	23 428	47 968

Age	Evol. T3 2007 - T3 2015			Evol. T3 2014 - T3 2015		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	- 78,0 %	- 93,9 %	- 87,0 %	- 24,3 %	- 67,7 %	- 44,1 %
55 - 59 a.	- 95,9 %	- 98,2 %	- 97,2 %	- 59,1 %	- 76,9 %	- 67,6 %
60 a. et +	- 18,1 %	+ 7,3 %	- 7,2 %	- 9,7 %	- 11,5 %	- 10,6 %
Total	- 54,8 %	- 54,7 %	- 54,7 %	- 14,1 %	- 16,9 %	- 15,5 %

En T3 2015, on enregistre de nouvelles baisses du nombre de chômeurs âgés dispensés : - 15,5% à un an d'intervalle et - 54,7% par rapport à T3 2007. On peut constater ces baisses pour chacune des classes d'âge ainsi que pour les hommes et les femmes. Une seule exception : les femmes de 60 ans et +. Leur nombre a augmenté de 7,3 % par rapport à T3 2007 ce qui s'explique par le relèvement de l'âge de leur pension (voir sous-chapitre 5.1).

Pour rappel, l'âge minimum requis pour une demande de dispense d'inscription en tant que demandeur d'emploi a été progressivement relevé depuis 2002 de 50 à 60 ans. Cet âge minimum est passé de 58 à 60 ans au 1^{er} janvier 2013. Depuis le 1^{er} janvier 2015, les possibilités de recours à la dispense d'inscription en tant que demandeur d'emploi ont été à nouveau limitées pour les nouveaux entrants de 60 ans et +.

Evolution des mesures pour l'emploi



6.1

Evolution des mesures pour l'emploi (à l'exception des titres-services)

6.1.1

Evolution globale selon le régime

Tableau 27

Evolution des mesures pour l'emploi par régime¹²

	T3 2007		T3 2014		T3 2015		Evol. T3 2007 - T3 2015	Evol. T3 2014 - T3 2015
Trav. à temps partiel*	46 673	33,5 %	48 858	30,5 %	37 072	25,6 %	- 20,6 %	- 24,1 %
Formations	31 990	22,9 %	39 843	24,9 %	37 988	26,3 %	+ 18,7 %	- 4,7 %
Activa + WIN-WIN	39 918	28,6 %	28 766	18,0 %	26 187	18,1 %	- 34,4 %	- 9,0 %
Activa < 30 ans	-	-	7 113	4,4 %	10 589	7,3 %	-	+ 48,9 %
Stage de transition	-	-	1 549	1,0 %	2 084	1,4 %	-	+ 34,6 %
Progr. de transition profess.	4 974	3,6 %	3 758	2,3 %	3 263	2,3 %	- 34,4 %	- 13,2 %
SINE	9 075	6,5 %	10 683	6,7 %	9 973	6,9 %	+ 9,9 %	- 6,6 %
Compl. de reprise du travail	4 931	3,5 %	16 882	10,5 %	15 070	10,4 %	+ 205,6 %	- 10,7 %
Dispensés ALE	1 347	1,0 %	1 496	0,9 %	1 421	1,0 %	+ 5,5 %	- 5,0 %
Autres	532	0,4 %	1 212	0,8 %	906	0,6 %	+ 70,3 %	- 25,2 %
Total	139 441	100 %	160 161	100 %	144 554	100 %	+ 3,7 %	- 9,7 %

Le nombre total des paiements effectués dans le cadre des mesures pour l'emploi diminue, sur une base annuelle, en T3 2015 (- 9,7 % par rapport à T3 2014). Cette baisse se retrouve dans la plupart des mesures. Seuls le Plan Activa pour les peu qualifiés de moins de 30 ans (+ 48,9 % par rapport à T3 2014) et les stages de transition (+ 34,6 % par rapport à T3 2014) continuent de progresser. En T3 2015, 12 673 paiements ont été effectués en moyenne par mois pour la somme de ces 2 mesures introduites début 2013.

Par rapport à T3 2007, on note une hausse de 3,7 % du nombre total des bénéficiaires des mesures pour l'emploi.

En T3 2015, les chômeurs en formation constituent le sous-groupe le plus important : 26,3 % du total des paiements des mesures pour l'emploi. Les ayants droit dans le cadre du Plan Activa (y compris le plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés) et les travailleurs à temps partiel avec maintien des droits et AGR représentent chacun un peu plus d'1/4 du total.

¹² NB : les mesures reprises sous 'formations' englobent à la fois des primes qui ne sont payées qu'une fois ou régulièrement. Les paiements 'ALE' repris dans ce tableau ne concernent que des travailleurs ALE dispensés de l'inscription en tant que demandeurs d'emploi. Les autres travailleurs ALE sont repris sous d'autres statuts tels que, par exemple, celui de chômeur complet. En T3 2015, on recense un total de 11 045 travailleurs ALE.

* Les chiffres concernant les travailleurs à temps partiel sont en cours de vérification.

6.1.2

Evolution du plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés

Tableau 28

Evolution du nombre de paiements dans le cadre du plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés

		Contrats				Paiements			
		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2013	T1	0	0	0	0	0	0	0	0
	T2	0	0	0	0	0	0	0	0
	T3	465	953	94	1 512	70	228	17	315
	T4	720	1 347	270	2 337	577	1 260	160	1 997
	Année	1 185	2 300	364	3 849	162	372	44	578
2014	T1	1 229	1 923	342	3 494	991	2 153	365	3 510
	T2	1 574	2 472	412	4 458	1 542	3 130	526	5 197
	T3	1 546	2 218	358	4 122	2 238	4 191	685	7 113
	T4	1 512	2 220	382	4 114	2 641	4 747	748	8 136
	Année	5 861	8 833	1 494	16 188	1 853	3 555	581	5 989
2015	T1	1 395	2 082	313	3 790	3 033	5 488	915	9 436
	T2	1 509	2 348	322	4 179	3 291	5 969	962	10 221
	T3	975	1 729	219	2 923	3 386	6 216	987	10 589
	Année	3 879	6 159	854	10 892	3 237	5 891	955	10 082
Répartition	2015 T3	33,4 %	59,2 %	7,5 %	100 %	32,0 %	58,7 %	9,3 %	100 %

Le Tableau 28 reprend en détail l'évolution du nombre de paiements par trimestre pour le nouveau plan Activa destiné aux jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés.

Le nombre de paiements augmente toujours et ce, dans les 3 régions. Durant le 3^{ème} trimestre 2015, 10 589 paiements en moyenne par mois (soit 368 de plus qu'en T2 2015) ont été effectués.

Le nombre de contrats enregistrés semble se stabiliser à 4 000 par trimestre. Durant le 3^{ème} trimestre 2015 qui n'est pas complet, 2 923 contrats ont déjà été enregistrés¹³, dont 59,2 % en Région wallonne. 30 929 contrats ont été conclus depuis janvier 2013.

¹³ Situation au 26 octobre 2015

6.1.3

Evolution des stages de transition

Tableau 29

Evolution du nombre de contrats et de paiements dans le cadre des stages de transition

		Contrats				Paiements			
		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2013	T1	31	0	0	31	1	0	0	1
	T2	239	2	12	253	121	0	1	121
	T3	176	9	60	245	245	5	22	272
	T4	105	52	51	208	161	25	74	260
	Année	551	63	123	737	132	7	24	163
2014	T1	122	256	84	462	116	144	114	375
	T2	206	761	223	1 190	188	645	197	1 031
	T3	130	691	162	983	191	1 033	325	1 549
	T4	86	267	134	487	108	841	273	1 222
	Année	544	1 975	603	3 122	151	666	227	1 044
2015	T1	121	588	146	855	103	697	246	1 047
	T2	174	1 192	328	1 694	163	1 255	348	1 766
	T3	65	736	150	951	148	1 543	393	2 084
	Année	360	2 516	624	3 500	138	1 165	329	1 632
Répartition	2015 T3	6,8 %	77,4 %	15,8 %	100 %	7,1 %	74,1 %	18,9 %	100 %

Les stages de transition s'adressent aux jeunes peu qualifiés qui s'inscrivent en tant que demandeurs d'emploi après leurs études et leur permettent d'acquérir une première expérience professionnelle. Le Tableau 29 reprend en détail l'évolution du nombre de contrats et de paiements relatifs à cette mesure.

En T3 2015, une moyenne mensuelle de 2 084 paiements pour stages de transition ont été effectués, 34,5 % de plus qu'en T3 2014.

Le nombre de contrats enregistrés continue aussi à croître. Pour les 3 premiers trimestres de 2015, 3 500 contrats ont été provisoirement enregistrés¹⁴, soit déjà 378 de plus que pour toute l'année 2014. En T3 2015, le plus grand nombre de paiements pour stages de transition a été enregistré en Région wallonne (77,4 %). Au total, on recense 7 359 contrats depuis janvier 2013.

¹⁴ Situation au 2 octobre 2015

6.2 Titres-services

Tableau 30

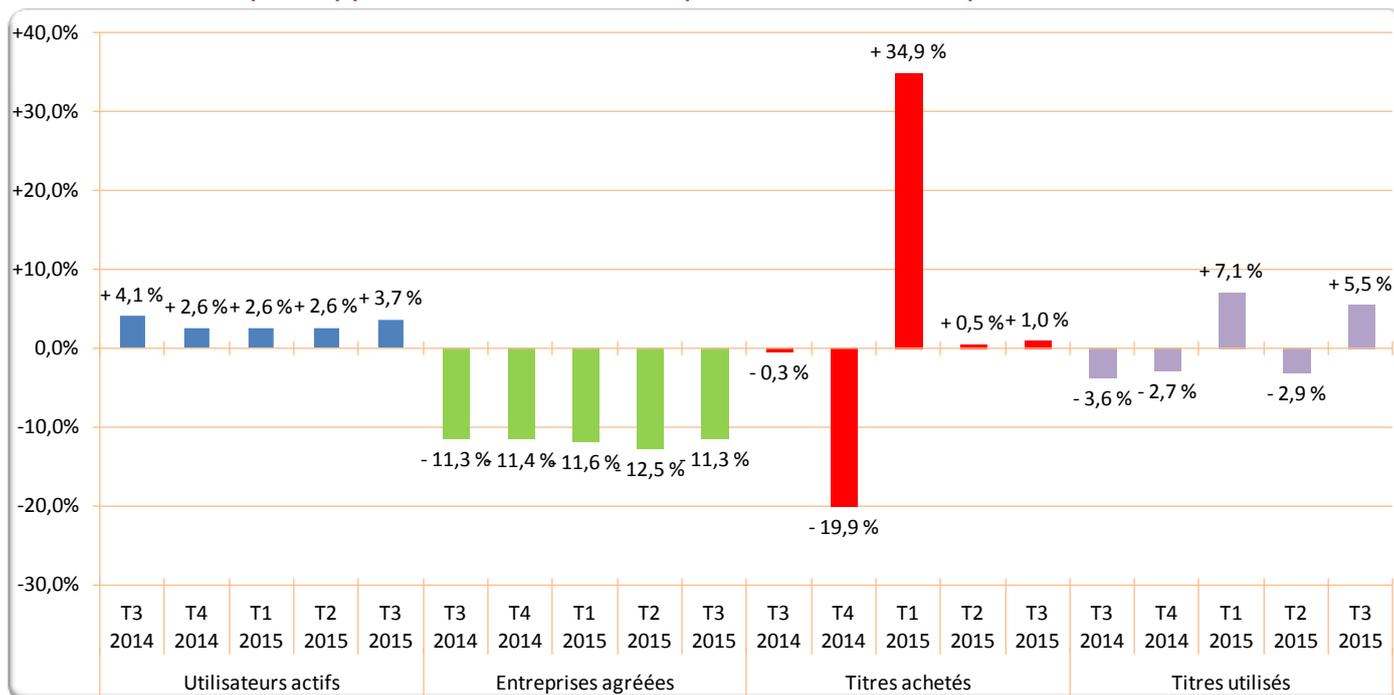
Evolution globale du nombre d'utilisateurs actifs, d'entreprises agréées, de titres achetés et de titres utilisés

	2007	2014	Evol. 2007 - 2014	T3 2014	T3 2015	Evol. T3 2014 - T3 2015
Utilisateurs actifs*	449 899	975 408	+ 116,8 %	971 835	1 007 308	+ 3,7 %
Entreprises agréées*	1 720	2 169	+ 26,1 %	2 228	1 976	- 11,3 %
Titres achetés	53 453 329	116 146 556	+ 117,3 %	28 249 709	28 519 525	+ 1,0 %
Titres utilisés	49 187 499	120 250 546	+ 144,5 %	26 887 746	28 370 418	+ 5,5 %

* Situation fin du trimestre

Graphique 20

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente

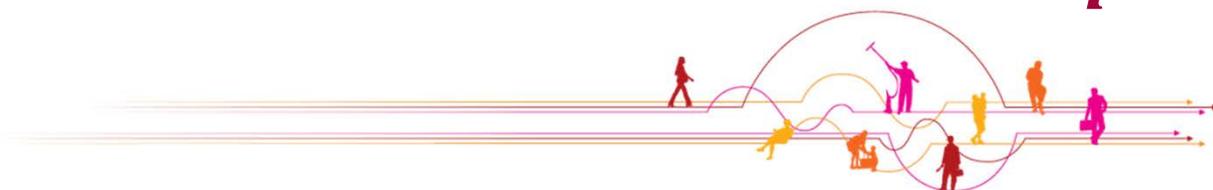


Le succès des titres-services apparaît clairement à la lumière du tableau ci-dessus: entre 2007 et 2014, le nombre d'utilisateurs actifs a plus que doublé et le nombre de titres utilisés a crû de 144,5 %. Bien que la croissance du nombre d'utilisateurs actifs se soit déjà tassée durant les derniers trimestres, elle se prolonge encore en T3 2015: + 3,7 % par rapport à T3 2014. Le nombre de titres utilisés augmente de 5,5 % dans la même période.

Le nombre de titres achetés a, comme en T2 2015, légèrement augmenté à un an d'intervalle: + 1,0 % par rapport à T3 2014. L'effet de l'achat anticipatif de titres-services en prévision des hausses de prix du 1^{er} janvier 2014 qui a conduit à une forte diminution en T4 2014 et à une forte augmentation en T1 2015 a totalement disparu.

Enfin, le nombre d'entreprises reconnues régresse depuis pas mal de temps déjà du fait des conditions d'agrément et d'exploitation plus strictes. En T3 2015, 1 976 entreprises disposent encore d'un agrément, soit 11,3 % de moins qu'un an auparavant.

Evolution de l'interruption de carrière et du crédit-temps



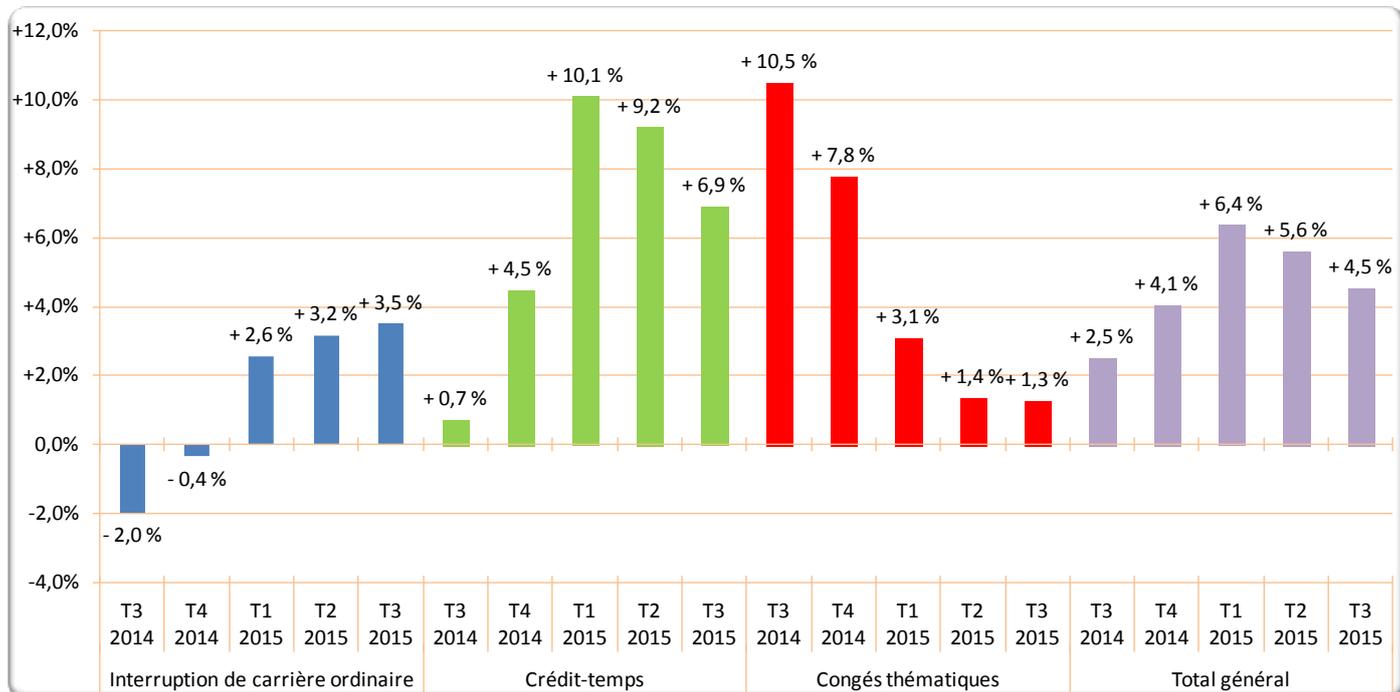
7.1 Evolution de l'interruption de carrière, du crédit-temps et des congés thématiques par formule

Tableau 31
Evolution de l'interruption de carrière, du crédit-temps et des congés thématiques par formule

	2007	2014	Evol. 2007 - 2014	T3 2014	T3 2015	Evol. T3 2014 - T3 2015
Interruption de carrière ordinaire						
complète	8 447	4 836	- 42,7 %	4 843	4 606	- 4,9 %
mi-temps	36 838	30 810	- 16,4 %	29 987	29 970	- 0,1 %
réd.1/3 ^{ème} temps	907	1 007	+ 11,1 %	1 005	972	- 3,3 %
réd.1/4 ^{ème} temps	2 347	2 129	- 9,3 %	2 090	1 881	- 10,0 %
réd.1/5 ^{ème} temps	23 242	29 885	+ 28,6 %	29 586	32 449	+ 9,7 %
Total	71 781	68 668	- 4,3 %	67 511	69 878	+ 3,5 %
Crédit-temps						
complète	11 452	5 790	- 49,4 %	5 783	5 169	- 10,6 %
mi-temps	32 094	33 355	+ 3,9 %	32 890	32 030	- 2,6 %
réd.1/5 ^{ème} temps	68 122	95 436	+ 40,1 %	94 622	105 301	+ 11,3 %
Total	111 668	134 581	+ 20,5 %	133 295	142 499	+ 6,9 %
Congés thématiques						
complète	8 171	11 939	+ 46,1 %	17 342	17 805	+ 2,7 %
mi-temps	5 845	14 068	+ 140,7 %	12 134	12 870	+ 6,1 %
réd.1/5 ^{ème} temps	25 853	47 045	+ 82,0 %	46 177	45 940	- 0,5 %
Total	39 870	73 052	+ 83,2 %	75 653	76 615	+ 1,3 %
Total général	223 319	276 301	+ 23,7 %	276 459	288 992	+ 4,5 %

Graphique 21

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Entre 2007 et 2014, le nombre de paiements relatifs aux régimes de l'interruption de carrière et du crédit-temps a augmenté de 23,7 %. Durant cette période, ce sont surtout les formes spécifiques d'interruption de carrière (congrés thématiques) qui ont connu une forte augmentation (+ 83,2 %). Par ailleurs, la réduction des prestations d'1/5^{ème} temps a également enregistré une hausse appréciable à la fois dans le régime de l'interruption de carrière (+ 28,6 %) et dans celui du crédit-temps (+ 40,1 %). Par contre, sur la période, l'interruption de carrière complète et le crédit-temps complet ont respectivement diminué de 42,7 % et 49,4 %.

Entre le 3^{ème} trimestre 2014 et le 3^{ème} trimestre 2015, on note une augmentation globale du nombre de travailleurs en interruption de carrière, crédit-temps ou congé thématique de 4,5 %.

Cette hausse est surtout sensible pour les travailleurs interrompant leur carrière dans le cadre du crédit-temps (+ 6,9 %) et plus spécifiquement, pour ceux qui réduisent leurs prestations d'1/5^{ème} temps (+ 11,3 %). Il y a eu un effet d'anticipation d'une part de la suppression de l'allocation pour le crédit-temps sans motif et d'autre part du relèvement de 55 à 60 ans de l'âge à partir duquel on peut bénéficier d'allocations (majorées) lorsqu'on interrompt partiellement sa carrière dans le régime de fin de carrière. Pour autant que l'employeur ait été averti avant le 1^{er} janvier 2015, les demandes introduites à l'ONEM avant le 1^{er} avril 2015 et dont la date de prise de cours du crédit-temps est située avant le 1^{er} juillet 2015 pouvaient encore bénéficier de l'ancien régime. Par rapport au trimestre précédent, l'ampleur de la hausse se ralentit toutefois puisque cette période transitoire est terminée.

Une hausse quoique moins importante est également enregistrée pour les travailleurs interrompant leur carrière dans le cadre du régime ordinaire d'interruption de carrière (+ 3,5 %) et ici aussi plus spécifiquement, pour ceux qui réduisent leurs prestations d'1/5^{ème} temps (+ 9,7 %). Il s'agit dans ce cas aussi probablement d'un effet d'anticipation d'une possible modification réglementaire similaire à celle du régime du crédit-temps.

Enfin, l'ensemble des congés thématiques progresse de moins en moins : + 1,3 % en T3 2015 à un an d'intervalle. Seulement ici, on ne retrouve pas la hausse de la réduction des prestations d'1/5^{ème} temps qui reste stable avec - 0,5 % par rapport à T3 2014.

7.2 Evolution de l'interruption de carrière, du crédit-temps et des congés thématiques selon le motif/raison

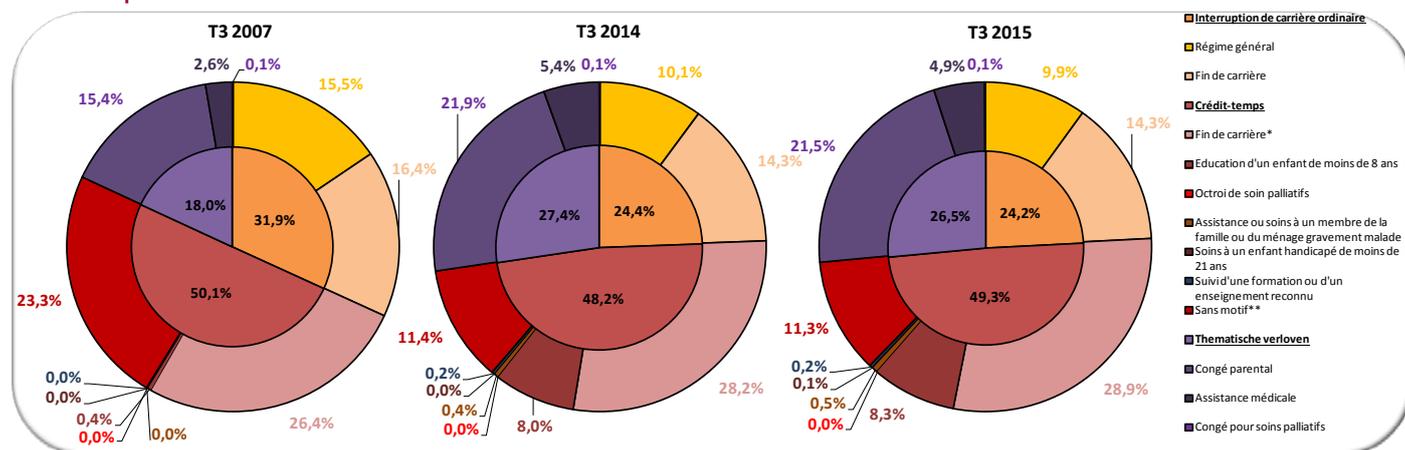
Tableau 32

Evolution de l'interruption de carrière, du crédit-temps et des congés thématiques selon le motif/raison ¹⁵

	2007	2014	Evol. 2007 - 2014	T3 2014	T3 2015	Evol. T3 2014 - T3 2015
Interruption de carrière ordinaire						
Régime général	35 025	28 480	- 18,7%	27 845	28 691	+ 3,0%
Fin de carrière	36 757	40 188	+ 9,3%	39 666	41 187	+ 3,8%
Total	71 781	68 668	- 4,3%	67 511	69 878	+ 3,5%
Crédit-temps						
Education d'un enfant de moins de 8 ans	791	21 435	x 27	22 046	23 944	+ 8,6%
Octroi de soin palliatifs	1	20	x 20	28	8	- 69,9%
Assistance ou soins à un membre de la famille ou du ménage gravement malade	39	1 151	x 30	1 166	1 546	+ 32,6%
Soins à un enfant handicapé de moins de 21 ans	0	68	-	80	203	+ 155,2%
Suivi d'une formation ou d'un enseignement reconnu	74	882	x 12	594	647	+ 9,0%
Fin de carrière*	58 398	79 022	+ 35,3%	77 863	83 570	+ 7,3%
Sans motif**	52 365	32 004	- 38,9%	31 518	32 580	+ 3,4%
Total	111 668	134 581	+ 20,5%	133 295	142 499	+ 6,9%
Congés thématiques						
Congé parental	34 111	57 299	+ 68,0%	60 567	62 140	+ 2,6%
Assistance médicale	5 554	15 462	+ 178,4%	14 817	14 236	- 3,9%
Congé pour soins palliatifs	205	291	+ 42,2%	269	239	- 11,3%
Total	39 870	73 052	+ 83,2%	75 653	76 615	+ 1,3%
Total général	223 319	276 301	+ 23,7%	276 459	288 992	+ 4,5%

Graphique 22

Répartition selon le motif/raison de l'interruption de carrière, du crédit-temps et des congés thématiques



* De juin 2007 à janvier 2013 inclus, un faible nombre d'interrompants en attente d'une (pré)pension sont inclus ici dans le régime 'fin de carrière'.

**Y Inclus le régime antérieur à 2012.

¹⁵ NB: Quand la variation dépasse les 1 000%, on a choisi de refléter l'évolution par un facteur multiplicateur plutôt que par un pourcentage.

Depuis le 1^{er} janvier 2012, le crédit-temps se divise en un crédit-temps avec motif, un crédit-temps sans motif et les régimes d'interruption de fin de carrière. De ce fait, la part du crédit-temps sans motif/régime d'avant 2012 dans l'ensemble des allocations pour interruption de carrière a été réduite de moitié par rapport à 2007 (de 23,3 % en T3 2007 à 11,3 % en T3 2015). Néanmoins, le crédit-temps demeure largement le régime d'interruption le plus important (49,3 % du total des allocations pour interruption de carrière).

Au 1^{er} janvier 2015, le crédit-temps a fait l'objet d'une importante réforme (suppression de l'allocation pour le crédit-temps sans motif et relèvement de l'âge pour bénéficier des allocations en cas de fin de carrière).

Le plus grand nombre de demandes concerne la diminution du temps de travail en fin de carrière. Lorsque l'on additionne, en T3 2015, les parts des régimes de fin de carrière en crédit-temps (28,9 %) et en interruption de carrière (14,3 %), on atteint 43,2 % du total des interruptions.

De surcroît, beaucoup d'interruptions visent aussi l'éducation des enfants. C'est, en effet, ce qu'on peut conclure de l'importance de la part du crédit-temps pour l'éducation des enfants de moins de 8 ans (8,3%, part la plus importante des motifs prévus) et de celle du congé parental au sein des congés thématiques (21,5 %) ce qui ensemble représente 29,8 % du total des indemnisations pour interruption de carrière.

Enfin, il y a lieu de signaler l'importance relative de plus en plus grande des congés thématiques au sein du total des indemnisations pour interruption de carrière: de 18,0 % en T3 2007 à 26,5 % en T3 2015. Cette croissance est due essentiellement au congé parental.

Evolution des mesures prises dans le cadre de la mise en place du Statut Unique

8.1

Primes de crise et allocations de licenciement

Tableau 33

Evolution du nombre des paiements de primes de crise et des allocations de licenciement par région

		Primes de crise				Pays	Allocations de licenciement				Total
		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays	
2010	T1	349	237	42	628					628	
	T2	4 378	3 365	637	8 380					8 380	
	T3	4 136	3 060	778	7 974					7 974	
	T4	5 326	4 041	941	10 308					10 308	
	Année	3 547	2 676	600	6 823					6 823	
2011	T1	5 811	4 387	1 091	11 289					11 289	
	T2	5 430	4 405	1 214	11 049					11 049	
	T3	4 386	3 627	872	8 885					8 885	
	T4	5 557	4 377	1 134	11 068					11 068	
	Année	5 296	4 199	1 078	10 573					10 573	
2012	T1	4 462	3 306	1 000	8 768	1 081	1 023	129	2 233	11 001	
	T2	1 136	717	332	2 185	4 220	3 547	803	8 570	10 755	
	T3	477	189	128	794	4 279	3 045	813	8 137	8 931	
	T4	239	104	59	402	5 217	3 340	749	9 306	9 708	
	Année	1 579	1 079	380	3 037	3 699	2 739	624	7 062	10 099	
2013	T1	151	66	57	274	7 022	4 458	1 002	12 482	12 756	
	T2	89	41	29	159	7 204	4 731	1 265	13 200	13 359	
	T3	46	21	17	84	6 478	3 875	1 116	11 469	11 553	
	T4	36	20	8	64	6 796	4 430	1 067	12 293	12 357	
	Année	81	37	28	145	6 875	4 374	1 113	12 361	12 506	
2014	T1	30	18	7	55	7 677	5 130	1 342	14 149	14 204	
	T2	12	16	5	33	4 908	3 600	1 082	9 590	9 623	
	T3	7	7	9	23	4 007	2 402	781	7 190	7 213	
	T4	3	3	5	11	3 687	2 352	669	6 708	6 719	
	Année	13	11	6	30	5 070	3 371	968	9 409	9 440	
2015	T1	1	2	2	5	4 363	3 114	890	8 367	8 372	
	T2	7	3	0	10	4 130	2 614	652	7 396	7 406	
	T3	1	1	0	2	4 156	1 832	501	6 489	6 491	
Répartition		50,0 %	50,0 %	0,0 %	100 %	64,0 %	28,2 %	7,7 %	100 %		

Depuis le 1^{er} janvier 2012, le régime des primes de crise est en voie d'extinction. Des paiements relatifs aux demandes introduites antérieurement au 1^{er} janvier 2012 sont toujours effectués mais aucune nouvelle demande n'est encore recevable.

Aussi depuis le 1^{er} janvier 2012, l'allocation de licenciement a été introduite au bénéfice des ouvriers, des domestiques et des travailleurs sous contrat de travail titres-services. Cette mesure remplaçait la prime de crise mais elle est, à son tour, en voie d'extinction et remplacée depuis le 1^{er} janvier 2014 progressivement par une indemnité en compensation du licenciement. Les ouvriers (et certains employés) avec ancienneté avant le 1^{er} janvier 2014 n'ont, de ce fait, plus droit à l'allocation de licenciement mais bien à une indemnité en compensation du licenciement (cf. sous-chapitre 8.2).

Le nombre de primes de crise qui ont été payées trimestriellement aux ouvriers ayant perdu leur travail a connu un sommet au 1^{er} trimestre 2011 (11 289 primes payées). Depuis lors, ce nombre n'a pas cessé de décroître. En 2015, cette mesure est pratiquement éteinte.

Le nombre d'allocations de licenciement a crû depuis leur introduction début 2012 jusqu'en T1 2014. Dans ce dernier trimestre, 14 204 paiements ont eu lieu. Depuis lors, ce nombre aussi diminue. En T3 2015, au total, 6 489 paiements ont encore été effectués, soit 701 en moins qu'en T3 2014

En T3 2015, 64,0 % du total des allocations de licenciement ont été payées à des travailleurs issus de la Région flamande, 28,2 % à des travailleurs issus de la Région wallonne et 7,7 % à des travailleurs issus de la Région de Bruxelles-Capitale.

8.2 *Indemnités en compensation du licenciement*

Tableau 34

Evolution du nombre mensuel moyen de paiements et des dépenses totales pour les indemnités en compensation de licenciement

		Payées en plusieurs fois	Payées en 1 fois	Total	Montants (en millions EUR)
2014	T1	0	27	27	1,37
	T2	2	178	180	9,73
	T3	458	181	639	11,65
	T4	804	116	920	11,86
	Année	316	126	441	34,60
2015	T1	2 333	266	2 599	22,27
	T2	3 079	289	3 368	25,70
	T3	3 201	200	3 400	21,11

En vue de l'harmonisation des règles de préavis dans le cadre de la mise place d'un statut unique pour les ouvriers et les employés, un certain nombre d'ouvriers peuvent, depuis le 1^{er} janvier 2014 et sous certaines conditions, bénéficier d'une indemnité en compensation du licenciement. Cette indemnité est due aux travailleurs dont la durée du préavis est au moins en partie basée sur l'ancienneté acquise en tant qu'ouvrier avant 2014. Cette mesure remplace ainsi progressivement l'allocation de licenciement.

La différence entre le montant auquel le travailleur a droit en vertu du nouveau régime et le montant payé par l'employeur est octroyée par l'ONEM à titre d'indemnité en compensation du licenciement. Le paiement de celle-ci s'effectue par mois ou en une seule fois. Au cours du 3^{ème} trimestre 2015, 3 400 paiements ont été effectués en moyenne par mois dont la plupart en plusieurs fois. Au total, en T3 2015, 21,11 millions EUR ont été dépensés en indemnités en compensation du licenciement, soit 4,59 millions EUR de moins que pour le trimestre précédent.

Evolution des 3 groupes d'allocataires

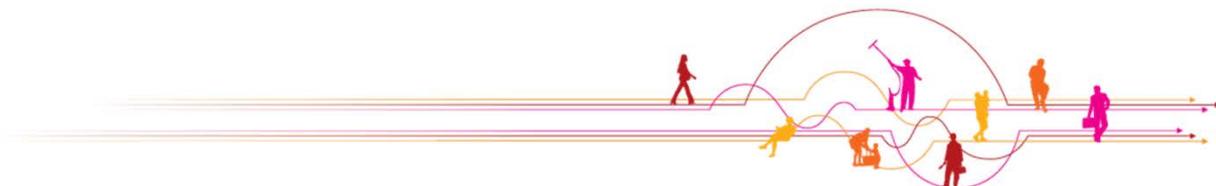


Tableau 35
Evolution globale des 3 groupes d'allocataires

	T3 2007	T3 2014	T3 2015	Evol. T3 2007 - T3 2015	Evol. T3 2014 - T3 2015
Chômeurs indemnisés et chômeurs avec complément d'entreprise	695 449	631 865	561 187	- 19,3 %	- 11,2 %
Demandeurs d'emploi	454 622	459 316	410 121	- 9,8 %	- 10,7 %
Non-demandeurs d'emploi	240 828	172 549	151 067	- 37,3 %	- 12,4 %
Travailleurs soutenus par l'ONEM	258 848	293 573	255 708	- 1,2 %	- 12,9 %
Chômage temporaire	99 438	112 846	91 549	- 7,9 %	- 18,9 %
Allocations assimilées	19 969	20 566	19 606	- 1,8 %	- 4,7 %
Travailleurs à temps partiel	46 673	48 858	37 072	- 20,6 %	- 24,1 %
Mesures d'activation et de formation	92 767	111 303	107 481	+ 15,9 %	- 3,4 %
Travailleurs aménageant leur temps de travail	225 292	276 770	289 180	+ 28,4 %	+ 4,5 %
Crédit-temps	112 509	133 295	142 499	+ 26,7 %	+ 6,9 %
Interruption de carrière ordinaire	71 564	67 511	69 878	- 2,4 %	+ 3,5 %
Formes spécifiques	40 530	75 653	76 615	+ 89,0 %	+ 1,3 %
Prépension à mi-temps	688	311	189	- 72,6 %	- 39,3 %
Total des 3 groupes	1 179 589	1 202 208	1 106 075	- 6,2 %	- 8,0 %

Par rapport à T3 2007, le nombre total d'allocataires a diminué de 6,2 % en T3 2015.

Cette baisse se retrouve essentiellement dans le groupe des 'Chômeurs indemnisés et chômeurs avec complément d'entreprise' (- 19,3 %) et plus particulièrement chez les non-demandeurs d'emploi (- 37,3 % contre - 9,8 % chez les demandeurs d'emploi). Le groupe des 'Travailleurs soutenus par l'ONEM' diminue aussi légèrement (- 1,2 %) depuis T3 2007 ce qui s'explique surtout par l'évolution à la baisse du chômage temporaire (- 7,9 %). Dans ce groupe, les allocataires bénéficiant des 'Mesures d'activation et de formation' ont, toutefois, progressé de 15,9 % depuis 2007.

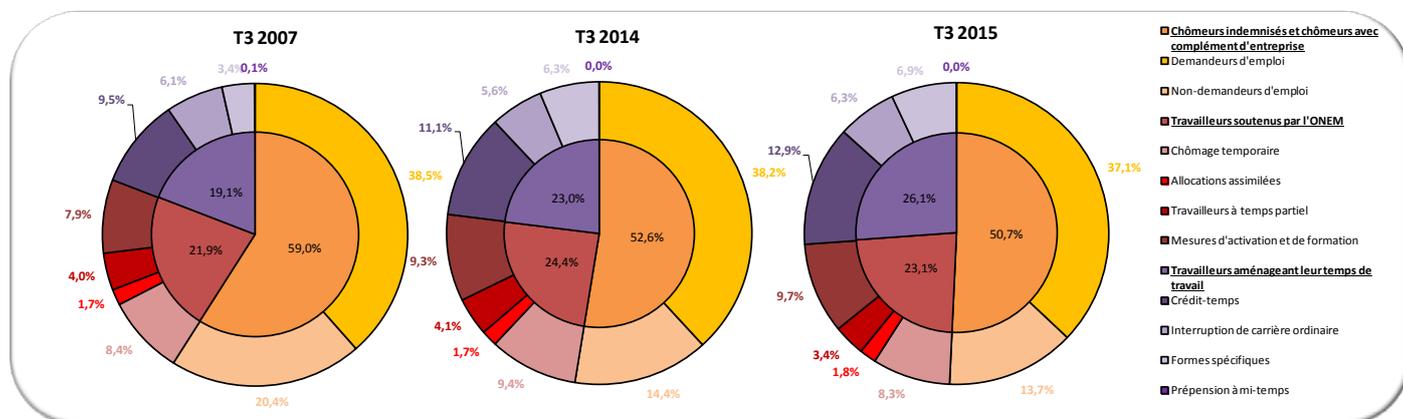
En revanche, le groupe des 'Travailleurs aménageant leur temps de travail' augmente toujours (+ 28,4 % en T3 2015 par rapport à T3 2007). Au sein de ce groupe, ce sont les allocataires ayant recours au crédit temps (+ 26,7%) et aux 'Formes spécifiques' (+ 89,0%) qui augmentent alors que les interruptions de carrière ordinaires et la prépension à mi-temps (mesure en voie d'extinction) régressent de respectivement 2,4 % et 72,6 %.

Aussi sur base annuelle, on enregistre en T3 2015 une baisse de 11,2 % du nombre de chômeurs indemnisés. Cette baisse est plus importante chez les chômeurs non-demandeurs d'emploi que chez les chômeurs demandeurs d'emploi (respectivement - 12,4 % et - 10,7 %).

A un an d'intervalle, le groupe des 'Travailleurs aménageant leur temps de travail' est le seul à progresser encore : + 4,5 % au total. Cette hausse se retrouve dans les 3 principaux sous-groupes : (+ 6,9 % pour le crédit-temps, + 3,5 % pour l'interruption de carrière ordinaire et + 1,3 % pour les 'formes spécifiques').

Graphique 23

Evolution des répartitions mutuelles entre les 3 groupes d'allocataires



Les évolutions esquissées ci-dessus ont évidemment une influence sur la répartition entre les différents allocataires de l'ONEM. Les chômeurs indemnisés constituent encore toujours le groupe le plus important bien que leur part a reculé à 50,7 % en T3 2015 ce qui correspond à une baisse de 8,3 points de pourcent par rapport au trimestre correspondant en 2007. Cette baisse se retrouve en grande partie chez les non demandeurs d'emploi (- 6,7 points de pourcent contre -1,4 point de pourcent chez les demandeurs d'emploi).

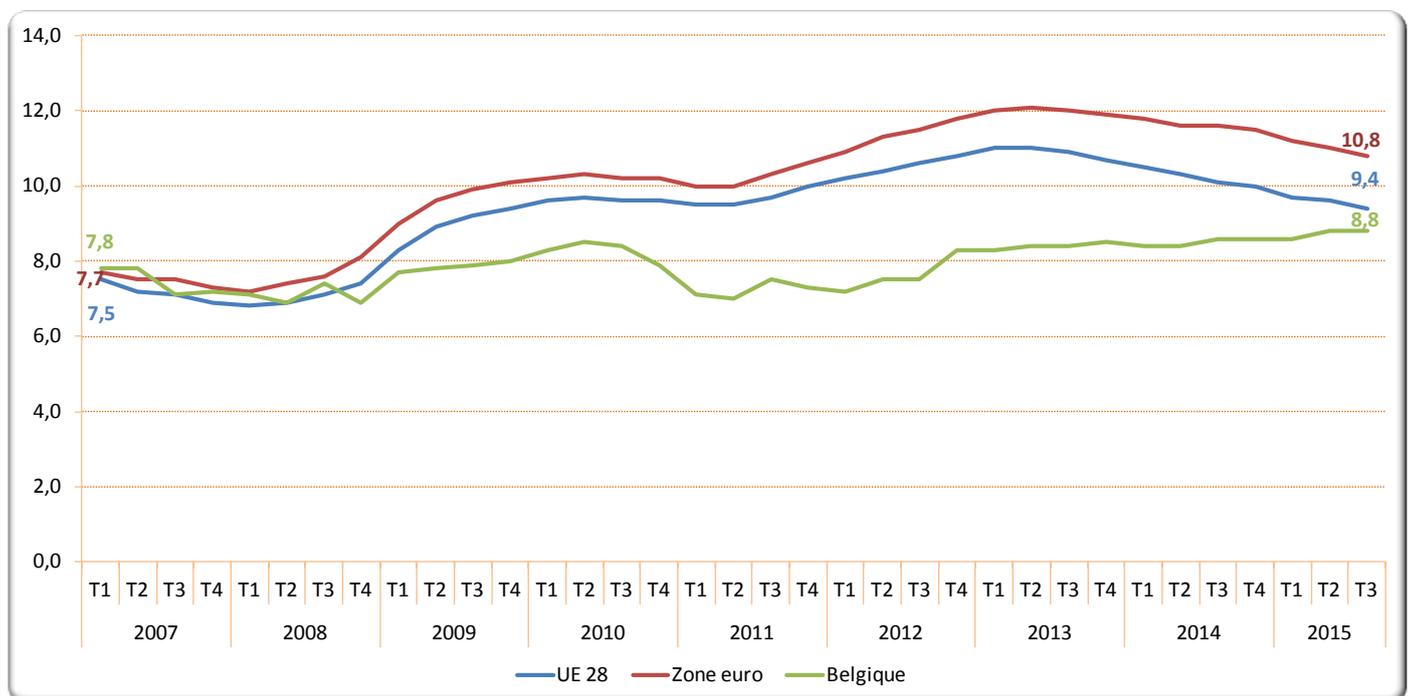
La hausse de 7,0 points de pourcent par rapport à 2007 de la part du groupe des 'Travailleurs aménageant leur temps de travail' se retrouve dans les 3 principaux sous-groupes : + 3,4 points de pourcent pour le crédit-temps, + 0,2 point de pourcent pour l'interruption de carrière ordinaire et + 3,5 points de pourcent pour les 'formes spécifiques'.

La hausse de 1,2 point de pourcent par rapport à 2007 de la part du groupe des 'Travailleurs soutenus par l'ONEM' se retrouve surtout dans le groupe le plus important des allocataires bénéficiant des 'Mesures d'activation et de formation' qui a progressé de 1,8 point de pourcent depuis 2007.

Comparaison internationale

10.1 Taux de chômage

Graphique 24
Evolution du taux de chômage harmonisé en Belgique et en Europe



Source : Eurostat – Taux de chômage harmonisés (15 à 74 ans) – séries EFT ajustées – données désaisonnalisées (une_rt_q)

Le taux de chômage en Belgique ne suit pas la même tendance que la moyenne européenne (Union européenne ou Zone euro). Par rapport à cette moyenne, le taux de chômage harmonisé en Belgique a moins augmenté pendant la crise de 2009 et a davantage diminué en 2010 et 2011. Il n'est reparti à la hausse qu'en 2012. La tendance à la baisse enregistrée au niveau européen depuis la seconde moitié de 2013 dans cette statistique harmonisée, basée sur une enquête réalisée trimestriellement auprès d'un échantillon de la population, ne se retrouve pas en Belgique. Cette évolution est sans doute partiellement influencée par l'extension des obligations comme l'inscription en tant que demandeur d'emploi en Belgique (relèvement des conditions d'âge depuis 2013).

Lorsque l'on compare le taux de chômage actuel (8,8 % en T3 2015) en Belgique à celui d'avant la crise (7,8 % en T1 2007), on note une progression de 1,0 point pourcent. Au cours de la même période, l'augmentation est beaucoup plus forte dans l'Union européenne et dans la Zone euro : respectivement + 1,9 et + 3,1 points pourcent.

10.2

Evolution de l'emploi

Tableau 36

Evolution de l'emploi en Belgique et en Europe

		UE 28	Zone euro	Belgique			UE 28	Zone euro	Belgique
2007	T1	216 800	143 050	4 348	2007	T1	100	100	100
	T2	220 092	145 204	4 345		T2	100	100	100
	T3	222 633	146 711	4 385		T3	100	100	100
	T4	221 927	146 451	4 443		T4	100	100	100
	Année	220 363	145 354	4 380		Année	100	100	100
2008	T1	220 872	145 654	4 450	2008	T1	102	102	102
	T2	223 049	146 847	4 414		T2	101	101	102
	T3	224 742	147 856	4 465		T3	101	101	102
	T4	222 839	146 678	4 455		T4	100	100	100
	Année	222 875	146 759	4 446		Année	101	101	101
2009	T1	218 642	143 755	4 418	2009	T1	101	100	102
	T2	219 344	144 107	4 396		T2	100	99	101
	T3	219 485	143 821	4 415		T3	99	98	101
	T4	218 338	143 596	4 454		T4	98	98	100
	Année	218 952	143 820	4 421		Année	99	99	101
2010	T1	214 757	141 982	4 470	2010	T1	99	99	103
	T2	217 103	143 029	4 443		T2	99	99	102
	T3	218 321	143 513	4 488		T3	98	98	102
	T4	217 193	143 243	4 554		T4	98	98	102
	Année	216 843	142 942	4 489		Année	98	98	102
2011	T1	214 509	141 182	4 454	2011	T1	99	99	102
	T2	216 783	142 788	4 544		T2	98	98	105
	T3	217 370	142 929	4 489		T3	98	97	102
	T4	216 213	142 284	4 551		T4	97	97	102
	Année	216 219	142 296	4 509		Année	98	98	103
2012	T1	213 846	140 607	4 502	2012	T1	99	98	104
	T2	216 165	141 777	4 525		T2	98	98	104
	T3	217 385	142 247	4 536		T3	98	97	103
	T4	215 832	141 178	4 533		T4	97	96	102
	Année	215 807	141 452	4 524		Année	98	97	103
2013	T1	212 943	139 380	4 487	2013	T1	98	97	103
	T2	215 561	140 868	4 549		T2	98	97	105
	T3	216 944	141 456	4 559		T3	97	96	104
	T4	216 147	140 889	4 526		T4	97	96	102
	Année	215 398	140 648	4 530		Année	98	97	103
2014	T1	215 357	140 355	4 506	2014	T1	99	98	104
	T2	218 161	142 094	4 544		T2	99	98	105
	T3	220 180	143 028	4 549		T3	99	97	104
	T4	219.439	142.758	4.575		T4	99	97	103
	Année	218 284	142 059	4 544		Année	99	98	104
2015	T1	217 880	141 805	4 558	2015	T1	100	99	105
	T2	220 328	143 367	4 518		T2	100	99	104

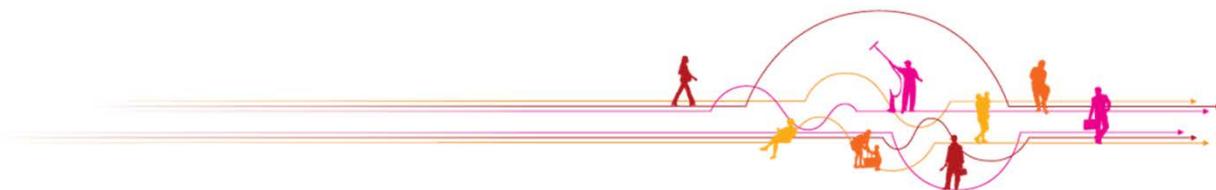
Source : Eurostat - Emploi total de la population résidente (en milliers) - 15 ans et + - EFT (lfsq_egaps)

En moyenne, l'emploi belge se situe, en T2 2015, 4 % au-dessus du niveau de T2 2007. Même pendant la crise, l'emploi est demeuré en Belgique au-dessus ou au même niveau qu'en 2007.

Ce n'est pas le cas pour l'Union européenne et la Zone euro où il est en 2009 descendu en dessous du niveau de 2007. La Zone euro est restée jusqu'à ce jour en dessous de ce niveau (- 1 % en T2 2015). Ce n'est qu'en T1 2015 que pour la première fois depuis 2009, l'emploi dans l'Union européenne a atteint le niveau d'avant la crise de 2007.

11

Evolution sur 10 ans¹⁶



11.1

Les chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi

Tableau 37

Evolution sur 10 ans des CCI-DE par classe d'âge/durée et ratio par rapport à la population active

T3	Par âge				Par durée + âge: 2 ans et +		Total		Ratio (A) / pop. Active
	< 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et +	50 ans et +*	< 50 a.	50 +	(A)	y compris 50-59*	
2006	73 316	318 398	94 504	163 846	189 032	68 578	486 219	555 561	10,4 %
2007	66 695	286 518	101 409	157 428	161 043	78 075	454 622	510 641	9,6 %
2008	61 542	261 814	102 618	149 342	135 947	79 226	425 974	472 699	8,8 %
2009	70 895	285 288	112 061	147 890	127 162	82 362	468 245	504 073	9,7 %
2010	67 145	278 971	117 138	144 221	125 762	85 922	463 254	490 336	9,4 %
2011	62 254	268 162	118 849	141 330	125 300	87 703	449 265	471 746	9,2 %
2012	56 417	270 031	118 499	138 506	119 715	86 924	444 947	464 954	9,1 %
2013	58 457	279 166	122 935	138 750	118 309	87 568	460 558	476 373	9,2 %
2014	52 293	275 531	131 492	136 438	111 788	93 816	459 316	464 262	9,2 %
2015	41 579	237 538	131 004	132 625	96 487	94 354	410 121	411 741	8,3 %

Tableau 38

Classement des 10 dernières années des CCI-DE

T3	Par âge				Par durée + âge: 2 ans et +		Total		Ratio (A) / pop. Active
	< 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et +	50 ans et +*	< 50 a.	50 +	(A)	y compris 50-59*	
1	2015	2015	2006	2015	2015	2006	2015	2015	2015
2	2014	2008	2007	2014	2014	2007	2008	2014	2008
3	2012	2011	2008	2012	2013	2008	2012	2012	2012
4	2013	2012	2009	2013	2012	2009	2011	2011	2014
5	2008	2014	2010	2011	2011	2010	2007	2008	2013
6	2011	2010	2012	2010	2010	2012	2014	2013	2011
7	2007	2013	2011	2009	2009	2013	2013	2010	2010
8	2010	2009	2013	2008	2008	2011	2010	2009	2007
9	2009	2007	2015	2007	2007	2014	2009	2007	2009
10	2006	2006	2014	2006	2006	2015	2006	2006	2006

* A réglementation constante c.-à-d. y compris les 50 à 59 ans dispensés.

Le Tableau 37 retrace l'évolution du nombre moyen de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE) au cours du 3^{ème} trimestre de 2006 à 2015. Les totaux (A) sont ventilés selon la classe d'âge et le chômage de longue durée et les ratios sont calculés par rapport à la population active. Le Tableau 38 classe les années de la meilleure à la moins bonne pour le 3^{ème} trimestre de chacune d'entre elles.

¹⁶ Source relative à la population active Eurostat EFT – Population active de 15 ans et plus (lfsi_act_q). Ces données sont disponibles avec un retard d'un trimestre par rapport à cette publication. Dès lors, pour le calcul du ratio du dernier trimestre, la valeur du trimestre précédent a été utilisée.

Avec un ratio par rapport à la population active de 8,3 %, le 3^{ème} trimestre 2015 enregistre le taux le plus bas de la dernière décennie.

En chiffres absolus, le 3^{ème} trimestre 2015 se classe en 1^{ère} position pour les classes d'âge en dessous de 50 ans. La baisse constatée entre T3 2014 et T3 2015 résulte en partie des fins de droit pour les allocataires d'insertion (cf. chapitre 4).

Quant au nombre de chômeurs de 50 ans et plus, son évolution se caractérise sur l'ensemble de la période par une hausse continue (voir aussi le chapitre 5). Pour mémoire, la hausse continue déjà observée antérieurement s'explique par le changement de la réglementation en 2002. Auparavant, la majorité des chômeurs âgés de 50 à 59 ans n'apparaissaient pas dans les statistiques des demandeurs d'emploi : ils pouvaient, en effet, être dispensés d'inscription comme demandeur d'emploi (IDE). Depuis le 1^{er} janvier 2015, des restrictions ont été prévues quant à la possibilité de demander une dispense d'inscription comme demandeur d'emploi pour les nouveaux entrants âgés de 60 ans ou plus. Si on neutralise ces changements réglementaires, T3 2015 arrive également en première position dans cette classe d'âge.

11.2

Les chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi

Tableau 39

Evolution sur 10 ans des CCI-NDE (4 statuts) et ratio par rapport à la population active étendue

T3	Chômeurs âgés dispensés sur la base d'un travail à temps plein	Chômeurs dispensés pour raisons sociales ou familiales	Admis sur la base d'un travail à temps partiel volontaire	Non-demandeurs d'emploi bénéficiaires d'un complément d'entreprise	Total (B)	Ratio (B) / pop. act. étendue
2006	115 230	9 694	10 181	111 361	246 467	5,0 %
2007	105 984	11 095	10 037	113 712	240 828	4,8 %
2008	100 054	11 198	9 927	114 319	235 498	4,6 %
2009	94 094	10 721	9 886	115 853	230 553	4,6 %
2010	88 105	9 823	9 645	117 399	224 973	4,4 %
2011	82 143	8 919	9 241	114 293	214 596	4,2 %
2012	75 917	8 304	8 946	110 183	203 350	4,0 %
2013	68 757	7 608	8 443	105 990	190 798	3,7 %
2014	56 766	6 896	7 784	101 103	172 549	3,3 %
2015	47 968	1 498	6 701	94 899	151 067	3,0 %

Tableau 40

Classement des 10 dernières années des CCI-NDE (4 statuts)

T3	Chômeurs âgés dispensés sur la base d'un travail à temps plein	Chômeurs dispensés pour raisons sociales ou familiales	Admis sur la base d'un travail à temps partiel volontaire	Non-demandeurs d'emploi bénéficiaires d'un complément d'entreprise	Total (B)	Ratio (B) / pop. act. étendue
1	2015	2015	2015	2015	2015	2015
2	2014	2014	2014	2014	2014	2014
3	2013	2013	2013	2013	2013	2013
4	2012	2012	2012	2012	2012	2012
5	2011	2011	2011	2006	2011	2011
6	2010	2006	2010	2007	2010	2010
7	2009	2010	2009	2011	2009	2009
8	2008	2009	2008	2008	2008	2008
9	2007	2007	2007	2009	2007	2007
10	2006	2008	2006	2010	2006	2006

L'analyse du nombre (B) de chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi (CCI-NDE) de 2006 à 2015 fait apparaître que T3 2015, comme pour le ratio par rapport à la population active, arrive également en première position.

Depuis 2006, le nombre de CCI-NDE diminue sensiblement notamment du fait des modifications réglementaires mentionnées dans le chapitre précédent concernant la dispense d'inscription en tant que demandeur d'emploi pour les chômeurs âgés. La baisse du nombre de dispensés pour raisons sociales et familiales résulte du fait que cette dispense n'est plus octroyée depuis le 1^{er} janvier 2015, sauf pour les aidants proches.

11.3

Les chômeurs complets indemnisés dans leur ensemble (DE et non-DE)

Tableau 41

Evolution sur 10 ans des CCI (DE et non-DE) et ratio par rapport à la population active étendue

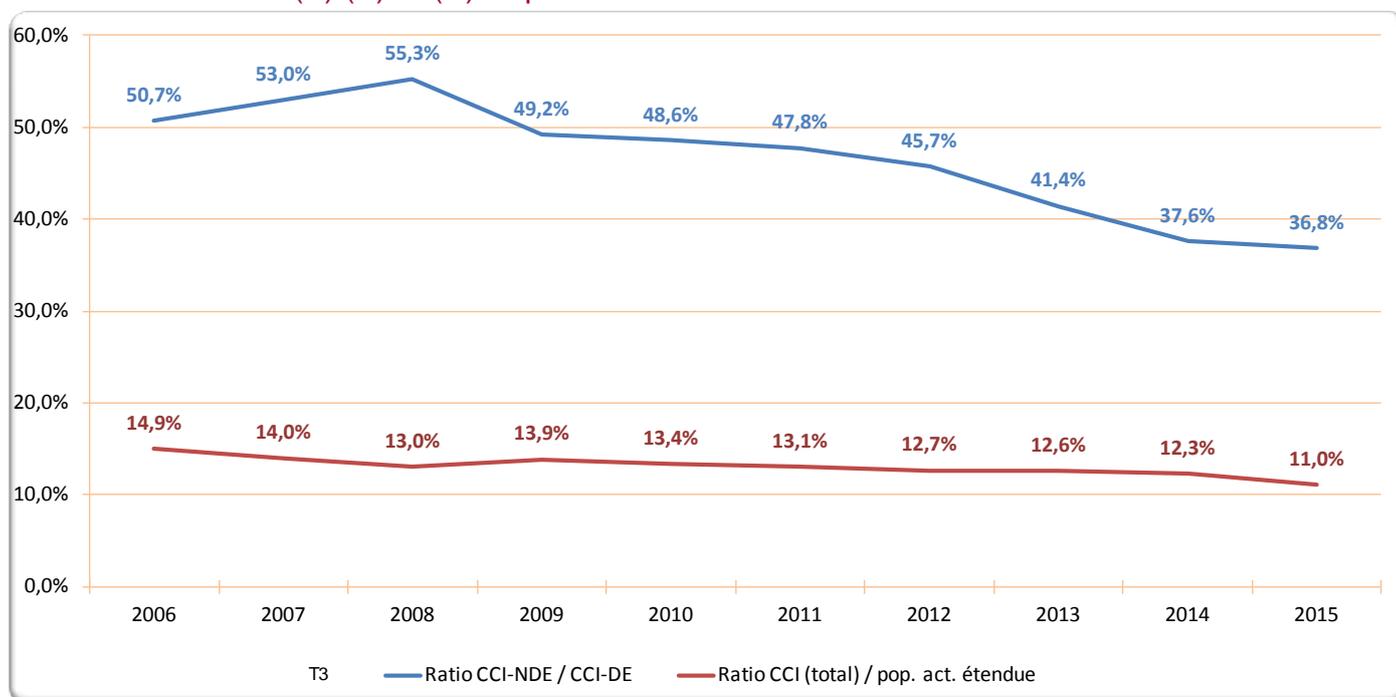
T3	CCI-DE (A)		CCI-NDE (B)		(C) = (A) + (B) 100%	Ratio (B) / (A)	Ratio (C) / pop. act. étendue
	Nombre	%	Nombre	%			
2006	486 219	66,4 %	246 467	33,6 %	732 685	50,7 %	14,9 %
2007	454 622	65,4 %	240 828	34,6 %	695 449	53,0 %	14,0 %
2008	425 974	64,4 %	235 498	35,6 %	661 473	55,3 %	13,0 %
2009	468 245	67,0 %	230 553	33,0 %	698 798	49,2 %	13,9 %
2010	463 254	67,3 %	224 973	32,7 %	688 227	48,6 %	13,4 %
2011	449 265	67,7 %	214 596	32,3 %	663 861	47,8 %	13,1 %
2012	444 947	68,6 %	203 350	31,4 %	648 298	45,7 %	12,7 %
2013	460 558	70,7 %	190 798	29,3 %	651 356	41,4 %	12,6 %
2014	459 316	72,7 %	172 549	27,3 %	631 865	37,6 %	12,3 %
2015	410 121	73,1 %	151 067	26,9 %	561 187	36,8 %	11,0 %

Le Tableau 41 présente d'une part, une vue synthétique de l'ensemble des 2 groupes analysés précédemment mais d'autre part, il met aussi l'accent sur le poids respectif de chaque groupe l'un par rapport à l'autre. En chiffres absolus, le nombre total (C) de CCI demandeurs et non-demandeurs d'emploi indemnisés (CCI-DE + CCI-NDE) a diminué et est passé de 732 685 en T3 2006 à 561 187 en T3 2015. L'évolution du ratio (C) par rapport à la population active étendue (incluant les CCI-NDE) suit également le même trend baissier : de 14,9 % en 2006 à 11,0 % en 2015.

Les 2 dernières colonnes du Tableau 41 sont illustrées par le Graphique 25. Le ratio (B)/(A) comme indice du poids de chaque groupe l'un par rapport à l'autre affiche globalement une baisse constante du nombre de non-demandeurs d'emploi par rapport au nombre de demandeurs d'emploi : de 50,7 % en 2006 à 36,8 % en 2015. Le nombre total de CCI diminue par rapport à la population active élargie (de 14,9 % en 2006 à 11,0 % en 2015).

Graphique 25

Evolution des ratios (B)/(A) et (C)/Population active étendue



11.4

Les demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés

Tableau 42

Evolution sur 10 ans des demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés par forme d'inscription

T3	Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obligatoirement	DE inscrits librement	Total (D)	Ratio (D) / pop. Active
2006	57 097	29 914	40 446	127 458	2,7 %
2007	49 852	29 496	35 550	114 898	2,4 %
2008	46 687	30 964	35 410	113 062	2,3 %
2009	51 341	30 947	44 145	126 432	2,6 %
2010	51 948	35 454	50 115	137 516	2,8 %
2011	48 688	36 926	49 257	134 871	2,8 %
2012	56 844	37 648	53 560	148 052	3,0 %
2013	58 541	39 140	57 739	155 420	3,1 %
2014	59 326	42 147	59 956	161 429	3,2 %
2015	55 789	48 832	67 593	172 214	3,5 %

Source: services régionaux de l'emploi et calculs ONEM

Tableau 43

Classement des 10 années des demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés (3 statuts)

T3	Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obligatoirement	DE inscrits librement	Total (D)	Ratio (D) / pop. Active
1	2008	2007	2008	2008	2008
2	2011	2006	2007	2007	2007
3	2007	2009	2006	2009	2009
4	2009	2008	2009	2006	2006
5	2010	2010	2011	2011	2011
6	2015	2011	2010	2010	2010
7	2012	2012	2012	2012	2012
8	2006	2013	2013	2013	2013
9	2013	2014	2014	2014	2014
10	2014	2015	2015	2015	2015

Source : services régionaux de l'emploi et calculs ONEM

Pour être complet, il faut aussi rappeler qu'un certain nombre de demandeurs d'emploi inoccupés ne sont pas indemnisés par l'assurance-chômage. L'ensemble des demandeurs d'emploi se subdivise en effet en 2 catégories selon qu'ils sont occupés (pas repris ici) ou inoccupés. Or, certains demandeurs d'emploi inoccupés ne sont pas indemnisés. Les tableaux ci-dessus rassemblent des données relatives aux demandeurs d'emploi inoccupés non-indemnisés; ces données sont collectées auprès des services régionaux de l'emploi et rassemblées par l'ONEM.

Il s'agit des jeunes qui sortent des études et effectuent un stage d'insertion ainsi que des demandeurs d'emploi inoccupés inscrits obligatoirement ou librement. Parmi les inscrits obligatoirement figurent les chômeurs sanctionnés, les demandeurs d'emploi à charge des CPAS ou reconnus comme handicapés par le SPF Sécurité Sociale. Parmi les demandeurs d'emploi inscrits librement et non indemnisés, on retrouve bon nombre de demandeurs d'emploi inoccupés de nationalité étrangère qui s'inscrivent pour accéder au marché de l'emploi belge mais qui n'ont pas (encore) droit aux allocations de chômage.

Sur les 10 ans considérés, T3 2015 se retrouve en bas de classement principalement pour les demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés. T3 2015 ne se retrouve en milieu de classement que pour les jeunes en stage d'insertion professionnelle.

L'augmentation observée entre 2014 et 2015 résulte notamment des fins de droit aux allocations d'insertion (cf. chapitre 4). Une partie des chômeurs arrivés en fin de droit sont repris dans les demandeurs d'emploi obligatoirement inscrits du fait qu'ils bénéficient du revenu d'insertion à charge du CPAS ; d'autres ont décidé librement de rester inscrits comme demandeurs d'emploi.

11.5

Les chômeurs temporaires

Tableau 44

Evolution globale sur 10 ans des chômeurs temporaires et classement par année

T3		Unités physiques		Unités budgétaires
1	2006	89 325	2015	18 472
2	2015	91 549	2006	21 804
3	2007	99 438	2007	23 376
4	2008	108 471	2014	23 503
5	2014	112 846	2008	24 366
6	2011	115 963	2013	25 333
7	2013	117 233	2011	26 586
8	2010	122 569	2012	28 908
9	2012	128 839	2010	30 248
10	2009	157 067	2009	41 029

Pour le chômage temporaire, le 3^{ème} trimestre 2015 est plutôt bien situé dans le classement des 10 dernières années. En unités physiques, le 3^{ème} trimestre 2015 occupe la 2^{ème} place. En unités budgétaires, il se situe en 1^{ère} position.